

S!lence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

OMC

AGCS, G8,

Marchandisation sans retour



Transport : pour les pistes bagnolables
G8 : pourquoi faut-il être absent d'évian

Marchandisation sans retour

■ **Transnationales contre citoyenneté**

de Francis Vergier

■ **L'environnement, une marchandise planétaire**

d'Agnès Bertrand

■ **La vente aux enchères des ressources vitales...**

de Vandana Shiva

■ **Des actions de l'AGCS**

de Francis Vergier

Environnement

Les impact des microcentrales

d'Albert Danjau

A contre courant Pourquoi faut-il être absent d'évian ?

de Zoé Wasc

Roues libres

Contre les pistes cyclables. Pour des pistes baignolables

de Denis Cheynet

Brèves

- 14 Politique
- 16 Paix
- 18 Société
- 19 Femmes
- 20 Environnement
- 25 Energies
- 26 Nucléaire
- 28 Nord-Sud
- 29 Santé
- 30 Alternatives
- 32 Annonces
- 36 Livres
- 38 Courrier

Les infos contenus de ce numéro ont été arrêtées au 2 avril 2003.

VU de l'intérieur...

AGCS : Assemblée générale des collaborateurs de Silence

La revue Silence est gérée par l'association du même nom. Elle tiendra son assemblée générale le samedi 24 mai à partir de 10 h. Le matin : bilan 2002, midi : repas convivial tiré du sac, l'après-midi : perspectives. Les lecteurs peuvent y participer, mais seuls les adhérents à l'association peuvent voter lorsque c'est nécessaire. Votre participation doit nous parvenir avant **le 30 avril 2003**.

Changement de code postal

Les associations regroupées au sein des Ateliers, au 9, rue Dumenge, ayant un volume de courrier de plus en plus important, la Poste nous a proposé un code postal particulier qui, en principe, nous assure une plus grande rapidité de distribution. Notre nouvelle adresse devient donc : **Silence, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04**. Le courrier avec l'ancienne adresse nous parviendra quand même.

En chantier

En principe, les prochains dossiers seront consacrés aux chantiers de la décroissance (juin), alternatives en Franche-Comté (juillet), le numéro 300 (août), les vaccins (septembre), la peur de la décroissance (octobre)...

Tom la finesse

Patrick Gozzo, qui nous passe des dessins de temps en temps, vient de publier un recueil de BD d'une vingtaine de pages. Milieu étudiant de Toulouse avec les fils de gros beaux à l'internet. La dernière histoire sur Chirac et José Bové vaut le détour. En plus c'est presque donné : 2 € + 1 € de port à commander à : *Patrick Gozzo, Carrère, 47300 Pujols*.

Rencontres de l'été

L'association *les Ami-e-s de Silence* organise la rencontre annuelle des lectrices et des lecteurs de la revue au Bio-lopin, dans le Jura, du samedi 5 juillet au samedi 12 juillet 2003.

Si vous êtes intéressé-e-s, adhérez (à partir de 5 €) avant le 1er juin 2003. Séjour autogéré avec ateliers conférences, soirées festives... Prévoir pour camping + repas bio environ 10 €/jour. Envoyez vos suggestions d'ateliers ou de participation. Si vous disposez de yourtes, tentes... merci de nous contacter, par courrier uniquement : *Les Ami-e-s de Silence, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 4*.

LYON

Qui a dit que nous étions dans les nuages ?

Matt Mahlen, un de nos dessinateurs, expose des gravures et des encres sur le thème « Qui a dit que nous étions dans les nuages ? » jusqu'au lundi 26 mai à *l'Atelier Caroline Jourdan, 72, rue Auguste-Comte, 69002 Lyon, tél : 04 72 40 03 46*.

Errata

■ **Mois de Lasserpe.** Quelle frustration pour les amateurs de Lasserpe, en avril, une erreur au moment du bouclage a fait que les mêmes dessins sont passés deux fois de suite.

■ **Illisible.** Une légende dans la photo en bas de la page 7 est illisible (blanc sur fond gris) : la photo représente le site de Kalundborg, pour comparer avec le gentil dessin au-dessus.

■ **Francs suisses.** De février à avril, il a été indiqué en couverture 10 FS pour le prix du numéro... ce qui est le prix des numéros doubles. Le prix d'un numéro normal est de 6 FS.

) Courriers :
9 rue Dumenge, F 69317 LYON Cedex 04
© Renseignements
04 78 39 55 33 mardi et jeudi
© Diffusion - Comptabilité - Abonnements
04 74 07 08 68 le mardi
04 78 39 55 33 le jeudi
© Rédaction
04 78 39 55 33 le mercredi
© Stands, correspondants
04 78 85 56 02
© Réassortiment, librairies
04 74 07 08 68
) Virements bancaires
CCP 550 39 Y LYON
) Distribution en Belgique
Brabant-Écologie
Route de Rénipont, 33 - B - 1380 OHAIN
Tél / fax : 02 633 10 48
CCP 000 15 19 365 54

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriot - Tél : 04 75 85 51 00
Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique.
La reproduction des textes est autorisée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos et dessins non compris)
N° de commission paritaire : 64946
N°ISSN 0756-2640
Date de parution : 2^{ème} trimestre 2003
Tirage : 6 000 ex

Editeur : Association Silence
Président : Xavier Sérédine
Trésorière : Myriam Cognard
Vice-trésorier : Jacques Caclin
Administratrices :
Madeleine Nutchey, Suzanne Vignal.

Réalisation de la revue
Directrice de publication : Madeleine Nutchey
Secrétaires de rédaction : Michel Bernard et Michel Jarru
Gestion et abonnements : Michel Jarru
Communication et documentation : Alexandre Esteban
Maquette et publicité : Vincent Cheynet
Stands salons et fêtes : Dorothee Fessler
Rédaction : Michel Bernard, Alexandre Esteban, Alain-Claude Galtie, Madeleine Nutchey, Sylviane Poulencard, Mimmo Pucciarelli, Francis Vergier
Conseillers scientifiques : Roger Bernard, Richard Grantham, Jacques Grinevald, Henri Persat, André Picot
Dessinateurs : Altho, Lasserpe, Mahlen
Correcteurs : Raymond Vignal, Françoise Weité
Expédition : Melanie Combes, Claude Crotet, Marguerite Descamps, Paul Garde, Vincent Martin, Paulette Mazoyer, Sylviane Michel, Bernard Parez, Christian Rony, Reine Rosset, Jacqueline Schult, Myriam Travostino
Ont participé à ce numéro : Agnès Bertrand, Denis Cheynet, Albert Danjau, Vandana Shiva, Zoé Wasc.
Couverture : Casseurs de pub.

Venez nous voir !

N°297 - juin
Comité de clôture des articles : **samedi 26 avril à 14 h**
(clôture brèves : mercredi 30 avril à 12 h)
Expédition : **vendredi 16 mai de 14 h à 21 h 30**

N°298-299 - juin
Comité de clôture des articles : **samedi 24 mai à 14 h**
(clôture brèves : mercredi 28 mai à 12 h)
Expédition : **vendredi 13 juin de 14 h à 21 h 30**

Cette revue est réalisée en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Celles-ci comprennent un goûter à 17 h et un repas à 21h30 offerts par Silence.

Bulletin d'abonnement page 39

Mondialisation libérale ? L'abolition !



LE CLONAGE, QUELLE HORREUR !!



Elles sont à peu près 150. Les 150 plus grosses multinationales du monde. Et à elles seules, elles voudraient (elles veulent) l'asservir. Nous avons atteint l'esclavagisme absolu.

C'est un nouvel esclavage à plusieurs degrés. Le plus cruel, le trop réel esclavage des enfants que, sous prétexte de délocalisation de nos entreprises occidentales (pour assurer les 15% de bénéfices des actionnaires), on fait travailler dans le plus total mépris des lois sociales. Celui des paysans des pays pauvres dont on a confisqué les terres pour qu'y règne sans partage l'agro-business et qui sont contraints d'accepter n'importe quoi pour survivre jusqu'à la prostitution. Là où ils avaient pu conserver jusqu'ici un lopin de terre pour produire un peu de nourriture, le monopole des quatre grands semenciers du Roi Commerce tentent d'imposer des semences OGM pour qu'ils n'aient plus le "privilège" (je n'invente rien, ils ont osé employer ce terme !) de pouvoir semer des grains de leur récolte.

Si, en apparence, nous sommes préservés de telles formes extrêmes de l'asservissement, il existe pourtant de façon plus insidieuse dans nos pays occidentaux où la soi-disant "libéralisation" (ah ! le vocabulaire de ces gens-là !) nous prive peu à peu de beaucoup d'espaces de... liberté.

Tout ce qui peut se transformer en profits est bon à prendre. Les multinationales sont insatiables. Leurs tentacules se nomment OMC, FMI, AGCS, elles attrapent tout ce qui passe à leur portée, mais sous couvert de légalité : nos gouvernants n'ont-ils pas signé les accords ? (1) Esclaves eux-mêmes les gouvernants, et la démocratie est à vendre avec. Et tout ce qu'elle avait pu créer comme services publics va être mis sur le marché, car il était scandaleux, n'est-ce pas, de pouvoir aller à l'école ou à l'hôpital gratuitement alors que soins ou éducation peuvent devenir des marchandises.

Tout semble monstrueusement prévu, planifié, pour que tous les individus, tous les peuples se plient sans protester à un système imposé en douce. Ou en violence, quand le marché du pétrole exige une guerre.

Il faut dire que ce système nous a fait acheter les voitures qui le consomment et a déjà fait fermer des gares, des petits commerces et des écoles de village dont l'existence à proximité permettait de s'en passer. Ce sont là nos chaînes d'esclaves. Mais nos maîtres ont fait bien plus fort que tous les esclavagistes du passé, nos chaînes, ils nous les ont vendues !

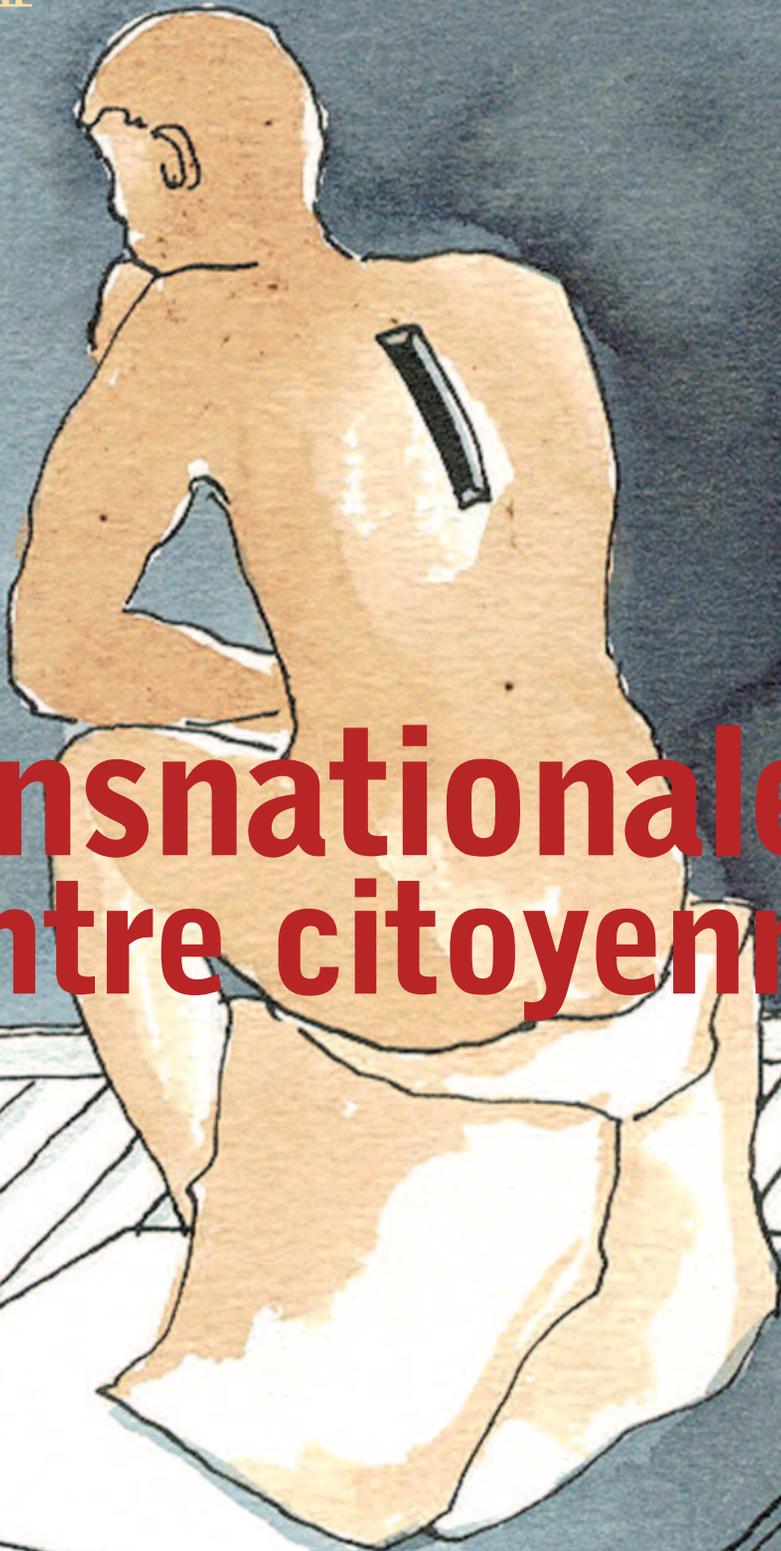
Il ne nous reste qu'une solution : à six milliards d'humains sur la planète contre 150 firmes, obtenir l'abolition du nouvel esclavage, ce devrait être possible.

Madeleine Nutchey ■

(1) Concrètement, du fait de la différence de moyens, seuls les États du G8 négocient, les autres subissent.

Mondialisation

Transnationales contre citoyenneté



Le nouvel accord général sur le commerce des services — AGCS — prévu pour être applicable en 2004, fait suite à une longue histoire de «libéralisation» du marché pour les transnationales. Si rien n'est fait contre cela, à terme, les démocraties seront entièrement contrôlées par le commerce international.

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a été conçue et voulue par les pays développés (surtout les Etats-Unis) et par leurs entreprises transnationales. Elle a été créée pour aller au-delà de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de 1947, qui ne couvrait que les produits industriels et ne pouvait imposer d'arbitrages en cas de litige. Le GATT organisait les discussions commerciales entre pays dans ce qu'il appelait des Rounds (cycles). Les pays riches vont se servir du Cycle de l'Uruguay (ultime cycle des négociations du GATT) pour, à partir de 1986, préparer la création de l'OMC. Les divers Accords qui en résulteront vont régir non seulement les biens industriels, mais aussi les services, l'agriculture et la propriété intellectuelle.

L'un des Accords instaure le «tribunal» de l'OMC (appelé l'Organe de règlement des différends), dont les décisions seront contraignantes. D'autres Accords fixent des normes et des règles (par exemple sur les barrières techniques au commerce, ou les mesures sanitaires et phytosanitaires). Les pays membres doivent se plier à la loi du «tout ou rien» et accepter l'ensemble des Accords — deux bonnes douzaines — consignés dans 600 pages serrées et des milliers de pages d'annexes. Ils signent le tout à Marrakech en avril 1994. L'OMC voit le jour le 1er janvier 1995 et s'installe à Genève dans l'ancien siège du GATT.

Un fonctionnement par le haut

L'OMC compte aujourd'hui 145 pays membres. Formellement, la règle «un pays-un vote» la régit ; en pratique, il n'y a jamais de vote : les Etats-Unis, l'Union européenne, le Canada et le Japon (en gros les pays membres du G8) décident et les autres acceptent. Cela s'appelle le «consensus». Bien des pays pauvres n'ont même pas d'ambassadeur auprès de l'OMC à Genève, et aucun n'a le personnel nécessaire pour suivre un grand nombre de négociations et de comités divers en parallèle. Quant à l'Union européenne, c'est la Commission européenne qui représente ses 15 membres dans toutes les négociations.

Comme il se doit, l'OMC est parfaitement adaptée aux exigences des entreprises transnationales qui assurent plus des deux tiers du commerce mondial. Ses règles reflètent fidèlement l'idéologie néolibérale, à son apogée pendant les années 1985-1995. La loi du marché y prime sur le droit national ou international ; l'environnement, la démocratie et la capacité des Etats à gouverner chez eux sont mises à rude épreuve car, contrairement au GATT qui s'arrêtait aux frontières, les règles de l'OMC lui permettent de s'immiscer dans les affaires intérieures des pays membres. En 1998, son directeur général d'alors, Renato Ruggiero, a bien résumé la situation : «Je doute que les gouvernements aient encore apprécié toute l'étendue de leurs engagements»...

Le projet néolibéral est celui d'un monde «idéal» où les ressources productives seraient toutes contrôlées par les transnationales produisant au moindre coût, quelles que soient les conséquences pour les salariés ou pour l'environnement. Les investisseurs et spéculateurs internationaux domineraient l'activité économique ; les services, dont la santé et l'éducation, seraient fournis par le secteur privé sur une base commerciale ; tout serait brevetable, y compris le vivant, et une bonne partie de la consommation locale serait importée.

Une menace absolue pour la citoyenneté

Si un grand nombre d'Accords fondateurs de l'OMC comportent des dangers, l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) représente, pour les citoyens, une menace absolue. Sa complexité et l'opacité qui entoure les négociations ont longtemps empêché le débat à son sujet, mais cette situation est heureusement en train de changer grâce à des citoyens qui, partout en Europe et dans le monde, s'élèvent contre cet Accord 'démocratique'.

Le commerce mondial des services atteint, en 2001, 1440 milliards de dollars. Ce chiffre d'affaires revient surtout aux transnationales européennes et américaines, avec les japonaises loin derrière. Toutes sont heu-

reuses de soumettre aux règles de l'AGCS de nouvelles activités lucratives. La place importante des transnationales européennes et la puissance organisée des lobbies expliquent l'acharnement de la Commission, qui a des relations privilégiées avec les grandes entreprises de services, à défendre l'AGCS.

Cet Accord n'est pas un traité bouclé une fois pour toutes, mais un cadre qui prévoit «des séries de négociations successives... qui auront lieu périodiquement en vue d'élever progressivement le niveau de libéralisation». L'orientation politique de l'AGCS est ainsi clairement fixée, et personne ne peut dire jusqu'où mènera ce processus de négociations.

Extension du domaine de lutte

Sont concernés, selon la Commission, «tous les services, présents et futurs», classés en douze secteurs et environ 160 sous-secteurs. Les grands chapitres sont : services aux entreprises ; communications ; travaux publics et ingénierie ; distribution ; éducation ; environnement ; finances ; santé et services sociaux ; tourisme ; loisirs, culture et sports ; transports et enfin — pour le cas où l'on aurait oublié quelque chose — «autres», où l'on case désormais l'énergie, auparavant considérée comme un bien.

Un service peut être fourni de quatre manières :

- 1) en provenance d'un pays membre à destination d'un autre (ex. téléphoner de France au Brésil)
- 2) dans un pays pour un consommateur d'un autre pays (aller au Brésil, apprendre le portugais)
- 3) grâce à la présence commerciale dans un pays du fournisseur d'un autre pays (l'investissement étranger)
- 4) grâce à la présence des personnes physiques d'un pays dans un autre pays (l'immigration temporaire ou permanente).

Les modes 1 et 2 sont classiques. Le mode 3 de la «présence commerciale» réintroduit par la fenêtre bien des aspects du fameux Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) que l'on avait chassé par la porte en



1998. Surtout, dans les pays du Sud, les entreprises nationales moins puissantes risquent d'être évincées par cette présence. Le mode 4 ouvre la possibilité de casser les salaires en important du personnel «plus qualifié, plus efficace et/ou moins cher» comme l'expliquait le secrétariat de l'OMC. Jusqu'ici ce mode concerne surtout les cadres ou techniciens supérieurs.

La fin des services publics

Quoi qu'en dise la propagande de la Commission ou de l'OMC elle-même, le texte de l'article I est formel : si les «services fournis dans l'exercice du pouvoir gouvernemental» sont, en principe, exclus de l'AGCS, c'est seulement le cas lorsque ledit service n'est fourni «ni sur une base commerciale, ni en concurrence avec un ou plusieurs fournisseurs». Puisque l'utilisateur paie les services de transport, de l'énergie, de la poste, etc., et que les écoles ou cliniques privées sont «en concurrence» avec le secteur public, il ne reste guère que l'état civil, la banque centrale, la magistrature, la police, l'armée qui ne soient pas concernés... (et encore il y a des polices privées !)

Les règles de l'AGCS concernent tous les niveaux de gouvernement de tous les pays membres, du national au régional et au municipal. Certaines s'appliquent à l'ensemble des services, d'autres seulement aux secteurs qu'un pays a «engagés», c'est-à-dire inscrits sur une liste où il indique son engagement à ouvrir ces secteurs à la concurrence étrangère. Ainsi, il est faux de dire, comme on l'entend parfois, que tous les pays seront «obligés» d'ouvrir leurs secteurs de l'éducation ou de la santé. Ce n'est pas juridiquement vrai ; toutefois chaque pays est et restera soumis à des pressions croissantes, et pris en tenaille.

Les règles de l'AGCS concernent tous les niveaux de gouvernement de tous les pays membres, du national au régional et au municipal.

Un principe qui s'applique à tous les secteurs, «engagés» ou non, est celui de «clause de la nation la plus favorisée» selon laquelle un pays membre de l'OMC ne peut accorder de faveur à un autre membre sans l'accorder à tous. Des exemptions sont parfois permises, mais elles sont toutes vouées à disparaître, et sont assorties d'une date d'expiration.

L'AGCS peut, grâce à son article VI 4, intervenir à l'intérieur des frontières nationales sur toute «mesure» (loi, règle, régulation, norme, procédure, décision, décret ou toute autre action administrative ou législative) «en matière de qualifications, de normes techniques et de prescriptions en matière de licences» qui affecte le commerce des services, en constituant «un obstacle non nécessaire». Toute mesure jugée (éventuellement par le tribunal de l'OMC) «plus rigoureuse qu'il n'est nécessaire» pour atteindre tel ou tel objectif légitime du gouvernement doit être abrogée. Un exemple (qui n'a aucune force de loi) : le «Comité permanent de l'OMC sur les mesures internes» a identifié «des réglementations excessives en matière d'environnement et de sécurité dans le domaine du transport maritime». Cela trois semaines avant la catastrophe du Prestige !

Les subventions sont aussi dans la ligne de mire car, selon le texte de l'AGCS, elles «peuvent avoir des effets de distorsion sur le commerce des services». Aucun pays ne pourrait subventionner une activité dans un autre pays (par exemple la France ne pourrait subventionner une production cinématographique africaine) sans subventionner tous les pays, y compris les Etats-Unis.

Un accord sans fin

Rappelons que la liste des services qu'un gouvernement «engage» est destinée à s'allonger de par la nature même de cet accord-cadre qui prévoit des «séries de négociations (pour) accroître le niveau général des engagements spécifiques». Il s'agit d'accorder l'accès au marché et le «traitement national» aux autres pays membres ; avec le premier, on ne doit, en principe, limiter ni le nombre de fournisseurs ni le montant de leurs investissements ou le volume de leurs trans-



Et si un géant de l'alimentation disposait de l'approvisionnement en eau ?

sactions ; avec le second, on s'engage à traiter les fournisseurs étrangers au moins aussi bien que les fournisseurs nationaux. Le gouvernement qui engage un secteur a le droit de spécifier aussi dans quels «modes» il accepte de l'ouvrir : accepter par exemple l'investissement, mais pas le personnel étranger.

Théoriquement réversibles, les engagements sont, en pratique, permanents à cause des «compensations» (ouvertures d'autres secteurs), qu'il faut offrir à tous les pays dont les fournisseurs se considèrent comme «affectés». «Les compensations se feront sur la base de la clause de la nation la plus favorisée», d'où un effet multiplicateur dissuasif. Si, par exemple, un gouvernement ouvrait un secteur, et le gouvernement suivant constatait un désastre et voulait le refermer, il ne le pourrait qu'en acceptant de payer cher cette indépendance. Ainsi l'ancien directeur des services de l'OMC, a pu dire en 1999 : «L'AGCS va accélérer le processus de libéralisation et de réforme et le rendra irréversible».

31 mars 2004, date butoir

La Conférence ministérielle de l'OMC tenue à Doha (Qatar), loin des regards, en novembre 2001 a donné une forte impulsion aux négociations de l'AGCS : avant le 30 juin 2002, tous les pays membres devaient présenter leurs listes de «demandes» initiales de libéralisation à tous les autres membres ; puis, sur la base des demandes reçues, avant le 31 mars 2003, tous devaient faire leurs «offres» initiales concernant les secteurs qu'ils acceptent de libéraliser. Sur cette base, s'engageront les négociations — bilatérales, puis multilatérales — le tout devant être bouclé pour le 31 décembre 2004.

Tout cela se passe derrière des portes closes, les citoyens et les parlementaires n'ayant aucun droit de connaître ni les «demandes» faites en leur nom auprès

Sermentizon
Puy-de-Dôme

POLLEN + de 100 stands
1000 m² couverts

organisé par :

NATURE et PROGRES
Groupe 63

contact :
Nicole FAYETTE
Tél: 04.73.53.13.47
Fax: 04.73.51.21.70

3 et 4 mai 2003

5^{ème} Foire écobiologique

d'autres pays, ni les «offres» des services que l'on propose d'ouvrir chez eux aux fournisseurs étrangers. Grâce à des fuites, 29 demandes faites par la Commission auprès de ses partenaires commerciaux les plus importants, du Nord comme du Sud ont été rendues publiques. On y constate l'appétit des transnationales européennes pour les secteurs de la poste, de l'énergie et des transports, de l'environnement (surtout l'eau et le traitement des déchets) et bien d'autres domaines encore. Les demandes reçues par la Commission n'ont pas été rendues publiques, mais on sait toutefois qu'elles concernent tous les secteurs à part la santé et les services sociaux.

Les offres sont discutées par le Comité dit 133 (référence à l'article 133 du traité), composé de hauts fonctionnaires des pays de l'Union européenne. Les parlementaires européens ou nationaux n'ont aucun droit de regard ici non plus. La Commission prétend que cette façon de négocier est «traditionnelle» et que ses «partenaires» ne veulent pas la transparence.

La prochaine conférence ministérielle de l'OMC se tiendra à Cancun (Mexique) du 10 au 14 septembre 2003. Elle décidera d'ajouter ou de ne pas ajouter à l'ordre du jour certaines questions, dont l'investissement et la transparence des marchés publics.

Le principe de Dracula

Les gouvernements des pays du Nord et la Commission européenne sont acquis aux principes néolibéraux de l'AGCS. Les négociateurs du Sud, issus des élites de leurs pays, font rarement appel aux services publics (à supposer qu'ils existent) puisqu'ils peuvent s'offrir des services

privés. Ils sont, dans l'ensemble, désireux d'ouvrir leurs frontières aux prestataires de services étrangers. Si jamais ils s'y opposent, le FMI est là pour leur rappeler leurs «devoirs élémentaires». Autant dire qu'aucun gouvernement ne s'oppose sérieusement à l'AGCS.

La destruction des services publics, là où ils existent (ou l'impossibilité de les créer là où ils n'existent pas), et la marchandisation au bénéfice des transnationales de tous les domaines sont programmées par les néolibéraux. A moins que...

Seuls les citoyens, en se mobilisant dans leurs pays, et en coalitions à travers les frontières nationales, peuvent éviter cela.

Comme avec l'AMI, il faut appliquer le «principe de Dracula» et exposer l'AGCS à la

lumière du jour. La complexité de cet Accord impose un grand effort d'éducation populaire tourné vers l'action, de manière à informer les citoyens et leurs élus. La Commission européenne s'abrite derrière son «mandat» très général (qui date de 1998...). Il faut donc obliger les gouvernements des quinze pays membres de l'UE à modifier ce mandat.

L'Article XIX de l'AGCS prévoit, avant «chacune de ces séries de négociations», «une évaluation du commerce des services d'une manière globale et sur une base sectorielle...». Cette évaluation, réclamée par des pays du Sud, n'a jamais été entreprise. Voilà, s'il le

faut, la base juridique d'un moratoire, car il faudrait tout mettre à plat et se débarrasser de cet Accord scélérat. Mais, à défaut d'un arrêt total des négociations, qui serait la meilleure solution, on doit exiger au minimum la transparence et le contrôle parlementaire et citoyen des négociations actuelles. Aucune tâche citoyenne n'est plus importante ni plus urgente.

Francis Vergier ■

(à partir de la plate-forme mise en place par Attac-France)



Déclaration de Beme

L'environnement : un marchandage planétaire

Après avoir sacrifié la protection de l'emploi, allons-nous laisser l'OMC hypothéquer la protection des milieux et ressources naturelles et la préservation des biens communs de l'humanité ?

À travers des négociations aussi secrètes que l'étaient il y a dix ans celle sur la propriété intellectuelle — dont les brevets sur le vivant et les OGM —, de nouveaux territoires de conquête s'apprêtent à être livrés à l'appétit des firmes mondiales : l'eau des nappes phréatiques et même l'eau de pluie dans certains cas, l'énergie sous toutes ses sources et les sous-sols géologiques.

Les fumées des gaz lacrymogènes étaient à peine dissipées des rues de Seattle que les experts-es «captation» de marchés, faisaient des propositions en matière de privatisation des services d'environnement. Côté américain, les services liés à l'énergie sont le point de mire pour une ouverture sans limites au marché. Les prétentions des gros opérateurs, reprises par le département américain du commerce, concernent le cycle complet de la filière de l'énergie, depuis l'exploration pétrolière jusqu'à l'incinération.

Côté européen, les filières les plus convoitées sont celles de l'eau et des déchets. S'il s'agit de marchés potentiellement colossaux, leur accès est parsemé d'obstacles de tous ordres : «monopoles ou fournisseurs exclusifs», «restrictions portant sur les formes légales d'activités économiques», «prescriptions en matière de licences et d'agrément» ou encore «restrictions concernant le mouvement du personnel». Voici quelques-unes des nuisances à l'essor des industries d'environnement soulignées par la Commission européenne.

Le document AGCS 2000 : Services concernant l'environnement est édifiant. Non seulement il pointe les barrières indésirables, mais il désigne les secteurs qui doivent à l'avenir s'ouvrir à la concurrence. La révision de la nomenclature des services, qui consiste à ajouter des domaines non marchands à l'actuelle classification de l'AGCS, est un art consommé. La délégation européenne à l'OMC s'y consacre avec un zèle acharné.

Impossible de reproduire au complet la nouvelle liste proposée : elle comporte 6 pages d'«extension de la nomenclature». Mais un échantillon suffit pour se faire une idée des prétentions des opérateurs : captage de l'eau, protection de la nature et des paysages, protection des forêts et promotion d'une gestion durable des forêts, études d'impact sur l'environnement, services de recherche, développement, programmes de sensibilisation du public... Reflet parfait des ambitions des grandes firmes comme Vivendi, Suez, ATOFI-

NA, RWE..., ce n'est pas un hasard si dans le jargon de l'OMC cet exercice s'appelle aussi la «Shopping List».

On achète ! Vous ne voulez pas vendre ? Vous avez tort, et d'ailleurs nous avons quelques moyens pour vous convaincre. C'est l'OPA, même s'il n'y a pas de vendeur. L'OPA sans prix de reprise. Les Etats n'ont qu'à réviser leurs conceptions et les statuts de ces secteurs. L'AGCS est l'accord idoine pour les y contraindre. Car «l'AGCS est le premier accord multilatéral à prévoir des droits ayant juridiquement force exécutoire pour le commerce de l'ensemble des

services. Il comporte l'engagement de libéraliser le secteur de façon ininterrompue par des négociations périodiques. Et, au niveau mondial c'est le premier accord multilatéral sur l'investissement, puisqu'il vise non seulement le commerce trans-frontière, mais tous les moyens possibles de fourniture d'un service, y compris le droit d'établir une présence commerciale sur le marché d'exportation». Exagération qu'une telle description ? Ce sont textuellement les sept premières lignes de la première version du préambule de l'accord, intitulée : «conception et principes sous-jacents de l'AGCS».

Pour préparer le marché global des services, dans la déclaration du Partenariat Economique Transatlantique (PET) de mai 1998 comporte un paragraphe intitulé «plus grande convivialité de l'AGCS» (sic !). Les



Guerre du Golfe en 1991 : les multinationales participent !

fonctionnaires américains et européens sont priés de développer des techniques de négociations innovantes «afin de parvenir à un engagement général en faveur du traitement national et de l'accès inconditionnel au marché dans tous les secteurs et pour tous les modes de fournitures». Le PET, comme l'OMC, prône la clarté en matière d'engagements. Comment y parvenir ? Dans le PET, l'exercice est très bien expliqué : les fonctionnaires en collaboration avec les industriels des deux côtés de l'Atlantique, doivent mettre en place des actions pour «permettre aux prestataires de services américains et européens dans le monde entier de mieux exploiter les possibilités offertes par le GATS 2000» (en anglais GATS, en français AGCS). C'est bien le grand marchandage : tailler de nouveaux domaines au bénéfice des firmes dominantes.

C'est donc le rôle de l'OMC, turbo de la globalisation économique que de s'attaquer à ce chantier réglementaire, selon l'expression en vogue depuis une décennie. Il est si colossal que les lobbies lui préfèrent aujourd'hui le terme «infrastructure réglementaire». Les autoroutes, ponts et échangeurs de règles supranationales doivent être planifiés, construits et rendus opérationnels pour garantir l'accès et la bonne circulation des volumes de services que ces titans contemporains sont prêts à nous facturer.

Accès au marché, présence commerciale, fourniture trans-frontière, mouvement des personnes physiques, voilà les réalités qui comptent. Cela tombe bien, voilà qui correspond aux quatre modes de fourniture de

l'AGCS. Entre géants, on peut s'entendre : libéralisation des services de l'énergie au profit des pétroliers américains, contre libéralisation des services d'environnement au bénéfice d'une petite poignée de transnationales européennes. L'enjeu est suffisamment motivant pour s'attaquer ensemble au chantier de la nouvelle infrastructure réglementaire.



Le cycle de l'eau et les transnationales

La filière de fourniture d'eau potable ne figurait pas dans la classification de l'AGCS en 1994. Pour la majorité des pays, ce domaine est du ressort des Etats, qui le considèrent comme relevant des services publics. Quant à l'accès aux nappes phréatiques, donc aux sous-sols des pays, il est soumis à des considérations de tous ordres, géologiques et écologiques et à des autorisations limitées en volumes. Ce sont là des lacunes auxquelles il faut à tout prix remédier. En plus de la fourniture d'eau potable, le captage de l'eau est désormais posé sur la table de négociation à Genève. La fourniture d'eau dans le monde constitue un des plus grands secteurs. Un service si vital que rien, sauf l'air que nous respirons, peut être aussi important.

La Banque Mondiale s'accorde sur l'importance de ce service : elle distribue dans des écoles africaines des brochures pour expliquer que l'eau potable est une ressource rare, qu'il faudra apprendre à... payer. S'appuyant sur la réalité d'une crise mondiale de l'eau, elle déguise son cynisme en leçon de morale envers les enfants africains.

Pendant ce temps, des industries très voraces en eau, comme l'industrie informatique, dont Intel Corporation qui a quasi épuisé les nappes phréatiques de la Silicon Valley, ont besoin d'une eau très pure et très abondante qu'elles rejettent polluée. Ces

industries, tout comme l'industrie chimique ou l'industrie nucléaire bénéficient de tarifs préférentiels au détriment des besoins des populations. Car l'eau potable est effectivement une ressource qui se raréfie : de plus en plus polluée dans le Nord, elle manque cruellement dans de nombreux pays du Sud. Pour les titans de l'eau, cette situation est paradoxalement une aubaine. Ayant récemment accédé à une dimension planétaire, cette crise leur fournit une opportunité d'étendre leurs empires. Impossible de calculer les centaines de milliers de kilomètres de canaux et tuyaux sous contrôle de l'ex-Générale des Eaux. Des centaines de millions d'individus en dépendent aujourd'hui. Dépendance hasardeuse pour les populations mais véritable mine pour des firmes comme Vivendi.

Les dollars de la terreur (1)

Dans ce marchandage planétaire, les firmes américaines ne sont pas en reste. La proposition des USA en matière de «services relatifs à l'énergie» (2) a été soumise au Conseil du Commerce des services le 18 décembre 2000. Elle prône l'inclusion de la totalité de la filière, prospection, extraction, production, transport, transmission, distribution, commercialisation, consommation et gestion pour tous les combustibles et produits énergétiques dans la nomenclature des services. L'accès aux approvisionnements trans-frontières figure haut dans la liste des priorités stratégiques.

Avec le Texan Bush Junior au pouvoir voilà qui ne devrait guère poser de problèmes. Les compagnies pétrolières américaines, grâce auxquelles George Bush lui-même a deux fois fait fortune, ont l'oreille du nouveau président pour l'écriture des nouvelles règles internationales en matière d'énergie. Ces dernières laissent à désirer, se plaint-on auprès des services de Genève. «Il arrive souvent que les cadres réglementaires soient opaques, discriminatoires et arbitraires». C'est pourquoi la proposition américaine préconise «d'aborder à la fois les questions concernant l'accès au marché et le traitement national». Le but est de négocier les engagements «ayant la portée la plus vaste possible pour les sous-catégories de services figurant dans la liste des activités dans le domaine de l'énergie». Il s'agit là, hélas, d'un programme devenu classique de privatisation au profit des grands opérateurs privés et de recul planifié des monopoles nationaux jusqu'à leur démantèlement.

Mais deux nouvelles approches viennent changer la donne en profondeur. Pour renforcer la liberté de prospection, une nouvelle déréglementation est suggérée : «la liberté de circulation des données électroniques (car) de nombreux services relatifs à l'énergie dépendent actuellement des flux de données et des transactions électroniques, notamment l'analyse des données géologiques...». Traduisons : les pays

Si L'HOMME
DISPARAIT DE
LA PLANÈTE,
COMMENT
RÉAGIRA LA
BOURSE ?

COZZO



seront priés — voire obligés sous peine de représailles si une clause à cet effet est introduite avec la révision de l'AGCS — de fournir librement sur le marché mondial toutes les données permettant d'avoir la cartographie complète de leurs réserves minérales et pétrolières. Les entrailles de la terre, une fois dûment scrutées, seront soumises aux lois du marché, autrement dit à la loi du plus fort.

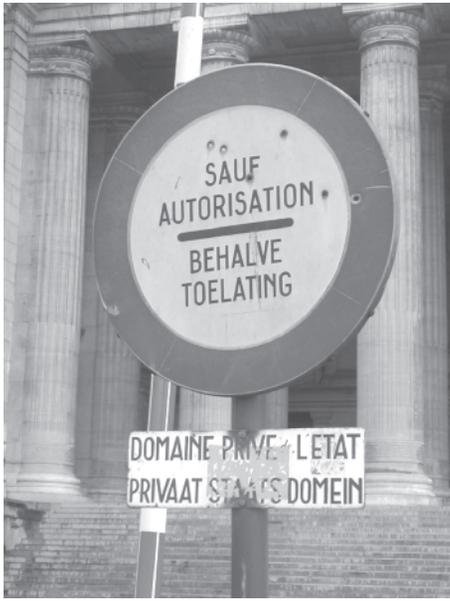
Tout aussi inquiétante et éminemment ambiguë, la proposition d'introduire le concept de «neutralité technologique» dans les disciplines de l'accord pose un problème nouveau. En matière d'environnement c'est là une dérive des plus dangereuse. Les technologies énergétiques sont tout sauf neutres pour la biosphère. L'approvisionnement d'un pays en électricité n'entraîne pas les mêmes conséquences écologiques si elle est thermique, hydraulique, nucléaire, solaire ou éolienne.

Au regard des règles de l'AGCS, que donnerait le concept de neutralité technologique adopté par les négociateurs de Genève ? Il signifierait tout simplement qu'une fois pris des engagements en matière d'accès à leurs marchés, les pays n'auront plus le droit de choisir entre telle ou telle source d'énergie. «Les engagements en matière d'accès aux marchés devraient être pris sans qu'il soit tenu compte de la technologie utilisée pour fournir les services».

Sur ce chapitre, l'option du gouvernement américain est dépourvue de toute ambiguïté. Quelques semaines après l'arrivée au pouvoir de Bush Junior, une relance sans précédent du programme énergétique est décidée. Le nouveau programme est confié à une «task force» dirigée par le vice-président Dick Cheney. Jusqu'à sa prise de fonction à la Maison Blanche, Dick Cheney était PDG de Halliburton Co Oil Fields Services, société de forage pétrolier opérant dans 100 pays et dotée d'un capital de 9 milliards de dollars. Secrétaire de la défense sous Bush père, le

(1) Titre de l'ouvrage de Richard Labévière (éd. Grasset 1999) consacré à la partie de poker stratégique qui se joue autour des réserves pétrolières de la Caspienne.

(2) Document : S/CSC/W/24.



DR

même Dick Cheney dirigea l'invasion du Panama et l'opération «Tempête du désert» pendant la guerre du Golfe (3).

Le nouveau programme énergétique est démentiel. Il comprend : la levée du moratoire sur la construction de centrales nucléaires (4), la construction de 1300 à 1900 centrales électriques sur 20 ans, soit une par semaine, des autorisations plus expéditives et moins contraignantes pour leur construction, la révision à la baisse de la loi sur l'air propre, la mise en place de 60 000 km de pipe-line pour transporter du gaz, de nouveaux forages pétroliers, y compris dans la réserve naturelle de l'Alaska, ainsi que la multiplication des incinérateurs.

La contribution de ce programme à l'effet de serre ne peut être que dramatique. Après avoir balayé les accords de Kyoto, le premier pollueur atmosphérique mondial se prépare allègrement à doubler ses émanations de gaz à effet de serre.

Pour le lobby nucléaire français la relance du programme énergétique américain et le «come back» du nucléaire est une bonne nouvelle. «Topco, futur géant de l'industrie nucléaire française, envisage une acquisition ou une alliance aux Etats-Unis pour s'engouffrer dans la brèche ouverte par la décision du président George W. Bush» (5).

Les maîtres faussaires

Prétendre soumettre l'alchimie atmosphérique aux lois du marché par la cotation en bourse des droits à polluer ; feindre de croire que les lois de la biosphère vont suivre celles de nouveaux instruments spéculatifs :

ce pari faustien, n'est autre que celui des pétroliers. Emboitant les pas de Bush père qui a toujours décrété que «le style de vie américain n'est pas négociable», le nouveau président américain dénonce le protocole de Kyoto (6). Serait-ce à la biosphère de négocier sa survie ? Mais les écosystèmes ne sont pas plus représentés à la table de négociation que les générations futures ne sont convoquées aux urnes.

Le cynisme des grands de ce monde et de leur OMC passe rarement pour ce qu'il est : un cynisme décadent et véreux qui n'a cure ni du monde ni de ses habitants. Car l'arsenal des clauses tordues et de leurs interprétations successives est sans cesse renouvelé. La logomachie des experts en service commandé intimide tout simplement. Elle intimide voire paralyse le jugement. Ainsi le discours de l'OCDE sur le développement durable relève d'une reconfiguration sémantique qui assène des contre-vérités avec un aplomb de maître faussaire.

Des semences génétiquement manipulées et brevetées pour vaincre la famine ; la compétition exacerbée pour parvenir à une répartition plus «équitable» des richesses ; la privatisation des services d'environnement aux mains des pollueurs pour sauver l'atmosphère. Un chapitre entier ne suffirait pas à énumérer les fausses vérités et les vrais mensonges déclinés par l'OMC et ses satellites. Ces litanies ont un objectif : celui de changer le cadre de pensée, de «régir les manières de penser et d'agir en fonction de ce que l'on aura dogmatiquement défini».

A l'occasion de la conférence des Nations Unies sur le développement durable de Johannesburg, en septembre 2002, les maîtres de l'OMC ont redoublé d'efforts et décuplé les budgets de relations publiques. Leur obsession de transformer la nature en devises prétend maintenant se déguiser en croisade pour sauver la Terre.

Créée conjointement par la Chambre du Commerce Internationale et le Conseil Mondial des Affaires pour le développement durable (WBCSD) une nouvelle organisation est née : le Groupe d'action mondial des affaires pour le développement durable (BASD). Le BASD est apparu en force lors du sommet de Johannesburg. Le monde du business se proclame le plus compétent pour relever les défis de la faim dans le monde, des pollutions et de l'épuisement des ressources naturelles. Il s'est quand même choisi pour président Sir Mark Moody Stuart jusqu'à tout récemment PDG de la Royal Dutch Shell.

La contribution de ce programme à l'effet de serre ne peut être que dramatique. Après avoir balayé les accords de Kyoto, le premier pollueur atmosphérique mondial se prépare allègrement à doubler ses émanations de gaz à effet de serre.

L'affaire Shell au Nigeria, par exemple, cela ne rappelle rien ? La tribu des indigènes Ogonis avait osé s'élever contre de nouvelles explorations pétrolières sur leur sol ancestral. Barrages à répétition sur le passage des tracteurs et autres engins de la compagnie. Pour satisfaire la Shell, le 10 novembre 1995, le gouvernement du Nigeria fit procéder à l'exécution par pendaison du leader de ce mouvement de résistance Ken Saro-Wiwa ainsi que sept de ses compagnons.

Le club d'humanitaires-écologistes du BASD compte des firmes aussi notoirement écologiques que Monsanto, Cargill, Novartis, Nestlé, Bayer sans oublier Vivendi et Suez. Dans leurs efforts pour lifter leurs profils et se repeindre en vert, cette amicale philanthropique ne lésine pas sur les moyens. Une série de publicités double page dans le *International Herald Tribune* sur la contribution des grandes firmes au développement durable a été réalisée. Tenter de contrôler le débat public en amont du sommet mondial sur le développement durable est un enjeu de taille pour ces grandes firmes.

Des consultations avec certaines ONG, flattées voire appâtées par de menues concessions, ont déjà eu lieu au printemps 2001 aux Etats-Unis.

Moins naïfs et plus cohérents, des groupes de jeunes venus de Hollande, du Danemark et de Grande-Bretagne, rejoints par diverses associations françaises (7) réservaient au BASD un accueil à la hauteur de ses prétentions. Sa réunion inaugurale était prévue le 9 octobre 2001 au siège de la Chambre de Commerce internationale à Paris. Les PDG reçurent les honneurs mérités. Ils ne purent commencer leur travaux qu'en passant sous les bannières de «Bienvenue aux souteneurs du développement», accompagnés des acclamations «Vive le Business action pour la domination durable».

Agnès Bertrand ■

Co-auteur de «OMC le pouvoir invisible», édition Fayard, 2002 (il s'agit ici d'un extrait du chapitre 15).
Présidente de l'Institut pour la relocalisation de l'économie
14, Grande-Rue,
30160 Sauve
Tél : 04 66 77 07 04.



(3) «Under the influence» news report, Center for Public Integrity.

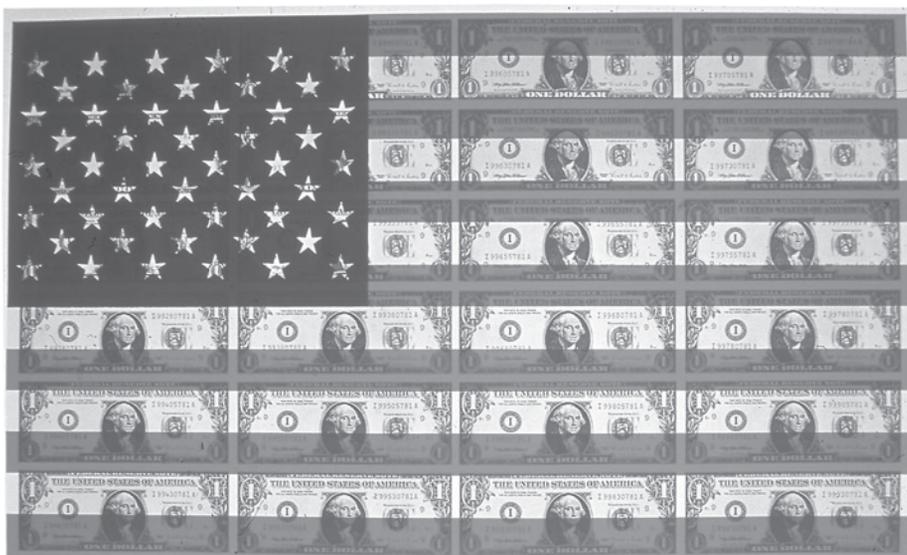
(4) Le moratoire américain sur la construction de centrales nucléaires fut décrété en 1979 suite à l'accident de la centrale nucléaire de Three Miles Island.

(5) Dépêche AFP, Paris 23/05/2001.

(6) En mars 2001, quelques mois avant la conférence de Bonn sur le climat, Bush junior déclare : «Le protocole de Kyoto causerait un dommage sérieux à l'économie américaine».

(7) Comme la CCOMC de Paris, Droits Devant !, Urfig et Ecoropa.

La vente aux enchères des ressources vitales et des services essentiels



L'accord général du commerce et des services est comme une autoroute. Peu importe que certains aient des voitures puissantes, d'autres de vieilles autos, et que la plupart marche à pied. Peu importe également que l'autoroute aille dans la mauvaise direction...

C'est la campagne la plus agressive jamais menée pour faire accepter un accord au sein de « l'agenda incorporé » de l'OMC. En effet, la campagne en faveur de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) est imposée, même si un nouveau cycle n'a pas été possible à Seattle, suite aux protestations générales et à la réaction brutale des pays en développement contre leur exclusion des négociations commerciales.

Tous les aspects de nos vies sont mis à la vente. Les besoins de l'être humain et toutes les formes d'activité humaine sont redéfinis comme des services commercialisables.

Le langage utilisé par l'OMC pour parler de l'AGCS est très astucieux. En effet, on parle d'un traité qui viendrait « d'en bas » et non pas un traité imposé par le haut, car tout pays peut s'engager à une libéralisation commerciale dans différents secteurs à travers une libéralisation progressive.

Pourtant, on ne peut pas vraiment dire qu'un traité qui ignore totalement le processus démocratique national de prise de déci-

sion et qui exclut la participation des citoyens soit un traité issu de la base. Pour l'être vraiment, les règles et les matières débattues dans le cadre de l'AGCS devraient, avant tout autre chose, être discutées au sein des communautés locales et des parlements régionaux et nationaux. Elles devraient, ensuite, être révisées sur la base d'un retour d'information démocratique. Sans un tel « cycle démocratique », l'AGCS ne peut pas être considéré comme un traité venu d'en bas. C'est un accord imposé par le haut aux peuples du monde. Le fait que les gouvernements, en tant que membres de l'OMC, soient en train de mettre aux enchères les vies et la sécurité de leurs citoyens au profit des entreprises transnationales à travers l'AGCS n'accroît certainement pas la légitimité de cet accord et ne reflète en aucun cas la volonté des peuples. L'AGCS empiète sur la culture, les ressources et le règlement des différends qui, sous certaines législations et constitutions nationales ne sont pas soumises à la juridiction des gouvernements fédéraux mandatés pour négocier à l'OMC.

Le prétexte des meilleurs services

La philosophie de l'AGCS se base sur la vente aux enchères des ressources vitales et des services essentiels et la transformation des droits fondamentaux des citoyens en de simples marchés ouverts au profit des entreprises mondiales. A travers l'AGCS, c'est bien nos vies qui sont mises en vente. Les entreprises mondiales d'énergie ou des eaux telles que Suez, Vivendi, les entreprises de santé et d'éducation tels que les organisations de gestion de la santé aux Etats-Unis font campagne en faveur de la libéralisation du commerce des services. Même les entreprises minières et d'exploitation du bois mènent la danse au Conseil de l'AGCS à l'OMC. Et les entreprises de commercialisation des déchets dangereux essaient d'utiliser l'AGCS à leur profit.

La promesse faite est de fournir les services d'une manière plus efficace et de réduire les prix des services essentiels. Pourtant, l'expérience de pays comme la Bolivie, le Porto Rico et l'Argentine où l'eau a été privatisée ainsi que la privatisation de l'énergie en Californie et dans l'Etat du Maharashtra en Inde démontrent que ce ne fut pas le cas.

En Inde, quand le système public de distribution des eaux a été vendu à Bechtel and International, l'augmentation des prix a provoqué d'importantes manifestations durant lesquelles six personnes sont mortes et une centaine ont été blessées. Les entreprises furent alors expulsées du pays. En 1995, quand l'eau fut privatisée à Porto Rico, les communautés pauvres n'avaient pas d'eau alors que les stations touristiques et les bases militaires américaines disposaient d'une provision illimitée. En Argentine, quand la Générale des Eaux a gagné le contrat pour la distribution des eaux, les prix ont doublé et la qualité s'est détériorée. La compagnie a été forcée de se retirer quand les gens ont refusé de payer leurs factures.

Une autoroute qui mène dans la mauvaise direction

Le fait d'inclure les services vitaux dans la course vers la libéralisation des services,

c'est-à-dire de les inclure dans la classification des engagements de l'AGCS, et de permettre l'entrée des entreprises dans ces secteurs qui vont au-delà du commerce force les pays du Tiers Monde à soumettre leurs services essentiels et leurs ressources rares dans le processus de règlement des différends et dans le système de sanctions commerciales de l'OMC.

Aucun des arguments de l'OMC ne répond aux critiques des citoyens sur le principe de marchandisation des services essentiels garantis par l'AGCS. Cette marchandisation est le but de l'AGCS. La réponse de l'OMC est une tentative médiocre visant à apaiser la crainte des citoyens. Elle utilise la rapidité des processus de mise en place comme excuse pour dire que les objectifs pourraient ne pas être atteints. Pourtant, le fait qu'une voiture puisse emprunter un chemin différent, qu'il y ait une possibilité qu'elle ne démarre pas ou qu'elle démarre en retard ne peut être utilisé comme une excuse pour nier l'existence d'une autoroute. L'AGCS est l'autoroute de la privatisation de nos vies. C'est une autoroute qui mène dans la mauvaise direction. La question centrale du débat sur le commerce des services n'est autre que celle de l'autoroute.

Comment et quand les différents pays mettront leur moteur en marche, comment et quand prendront-ils cette autoroute est une question secondaire. Qu'ils ne puissent peut-être pas tous démarrer au même moment, qu'ils aient des modèles de voitures différents ne changera rien au fait que, lorsqu'ils seront sur la route qui mène à la libéralisation des services, tous arriveront à la même destination – une destination où l'eau, la santé et l'éducation ne peuvent être garanties pour tous les membres de la société parce que ces services ne seront plus des droits fournis à travers les services publics, mais des marchandises proposées sur les étagères des marchés.

La déclaration de l'OMC du 16 mars 2001 en réponse aux protestations des citoyens contre la marchandisation des services essentiels est une réponse qui concerne le modèle de voiture et le temps de démarrage du moteur de chaque pays et non pas la conception et la direction de l'autoroute construite par l'OMC. Et c'est cette autoroute que les citoyens ne veulent justement pas construire. Ils veulent emprunter d'autres chemins.

Des précédents désastreux

Les Etats-Unis et l'Union Européenne ont fait pression pour commercialiser les services essentiels par le biais de l'AGCS et ainsi donner la possibilité à leurs entreprises de tirer un profit des nécessités de survie des pauvres. Ce n'est ni plus ni moins qu'une nouvelle vague génocidaire déchaînée à travers l'OMC.

La libéralisation commerciale de l'agriculture tue des milliers de paysans. Les accords précédents refusent des remèdes à des millions de personnes atteintes de malaria, de tuberculose, de sida. Au lieu de s'arrêter un moment pour faire un état de l'impact destructeur, en matière d'agriculture, des règles de l'OMC écrites et appliquées au nom des cinq géants du commerce des semences et des règles élaborées par les entreprises pharmaceutiques et des «sciences de la vie» l'OMC s'affaire aveuglement à élaborer de nouvelles règles dans l'intérêt des entreprises qui ne cherchent qu'à contrôler notre eau, notre santé et notre éducation.

L'AGCS devrait être gelé. Le futur des services et du droit des gens à l'eau, à la santé et à l'éducation doit être débattu au sein de chaque société et de chaque pays. C'est seulement après un « cycle démocratique », qui sous-entend la possibilité de participation pour toute personne, qu'on pourrait prétendre inclure ces matières au sein de l'OMC. Sans un débat démocratique, les accords de l'OMC n'ont aucune légitimité. L'ordre du jour des citoyens ne peut être devancé continuellement par l'ordre du jour des entreprises et, par la suite, imposé à ces mêmes citoyens.

L'OMC a été qualifiée de système dirigé par ses membres. Pourtant, les membres qui contrôlent l'élaboration et l'application des règles sont les puissants gouvernements du G8 qui sont, eux, prisonniers de leurs entreprises. Ce sont en fait des Etats dirigés par

leurs grandes entreprises.

Pour des règles démocratiques

En réponse à la campagne des citoyens contre l'AGCS, l'argument de l'OMC a été de dire qu'arrêter l'AGCS conduirait à une «anarchie des relations internationales» et à la «loi du plus fort».

Les citoyens du monde veulent aussi des règles – mais ils veulent des règles qui situent le commerce dans les limites d'un environnement durable, d'une économie juste et de la démocratie. Ils veulent des règles qui soient élaborées démocratiquement, des règles qui empêchent des entreprises et des institutions, qui ne sont pas soumises à un contrôle, de détourner notre liberté et notre démocratie, nos moyens d'existence et notre sécurité économique, notre santé et notre éducation, notre nourriture et notre eau.

L'alternative à l'OMC et à ses règles actuelles n'est pas le chaos et l'autocratie. L'alternative est la paix, la démocratie et la solidarité internationale. Et c'est cet ordre supérieur basé sur des aspirations humaines plus profondes que l'avidité et le profit que les gens provenant de milieux et de pays différents sont en train de former ensemble.

Vandana Shiva ■
Inde, mars 2001.

Le plus désastreux des exemples...

Le Malawi est cet état africain serré entre la Zambie et le Mozambique. Avant d'être une république, il était protectorat britannique. Il a d'ailleurs conservé des liens économiques avec la Grande-Bretagne et noué une forme de partenariat avec l'Afrique du Sud. C'est ainsi que, bien conseillé évidemment, ce petit pays dont 90% des habitants vivaient de l'agriculture, a totalement abandonné la culture du mil, base ancestrale de l'alimentation, pour ne plus produire que du maïs.

Mais (changement climatique ? on ne sait...) il y a eu, l'an dernier, des pluies dévastatrices dans le Nord pendant que, dans le Sud, sévissait une terrible sécheresse. Alors que le mil résistait bien aux aléas du temps, le maïs en culture intensive a été complètement perdu.

Il y avait un stock de secours.

Il y avait, avant que le gouvernement ne le vende au Kenya, pour payer la dette du pays sous la pression du FMI. Du moins, pour la dette, on n'a exigé seulement les 2/3 du produit de la vente. Le tiers restant ? Il a disparu dans les poches des politiques au pouvoir, car il fallait compter aussi avec la corruption régnante.

La terrible conséquence de cette somme de facteurs 'libéraux' est la famine actuelle. Et ce n'est pas tout. Pour l'aggraver, il y a le sida qui fait d'énormes ravages. Dans certains villages, il n'y a plus aucun homme jeune, rien que des vieux pour s'occuper des champs. Parce que les grandes firmes pharmaceutiques vendent bien trop cher les médicaments.

En ce moment, les enfants du Malawi meurent de faim.

L'aide internationale s'est préoccupée de la situation. Ainsi les USA, les bons apôtres, ont envoyé des tonnes de maïs.

C'est... du maïs transgénique qui ne pourra pas servir à réensemencer les champs l'an prochain et qui ne peut pousser sans l'apport d'un engrais spécial produit par la firme qui a envoyé la semence. Vous suivez ?...

Cet exemple d'un concentré de méfaits économiques est désespérant. mais il se trouve, dans ce pays affamé, des paysans qui ont refusé le maïs américain et ce courage-là est incomparable. MN.

Des actions contre l'AGCS



Manif à Genève, 29 mars 2003.

Un collectif international de lutte contre l'AGCS a vu le jour le 12 avril 2002. Il regroupe de très nombreuses organisations dont les plus connues sont les Amis de la Terre, ATTAC, OXFAM... Il y a au total plus de 500 organisations d'une soixantaine de pays. Ce collectif assure la suite des manifestations de Seattle de décembre 1999.

Le 28 mai 2002, à Bruxelles, des militants de ce collectif ont rendu publique une réunion secrète de European Services Forum, la principale organisation de lobbying dans le domaine des services. Les manifestants ont pénétré dans le Palace où se tenait la réunion et ont ouvert les fenêtres pour demander plus de lumières sur les négociations secrètes de l'Union européenne concernant l'AGCS.

Le 29 mai 2002, manif à Genève et remise de 10 000 pétitions aux autorités.

Le 3 décembre 2002, un colloque se tient au sein de l'Assemblée nationale, organisé par quelques députés et les associations contre l'AGCS. Il s'agissait d'informer les députés que bientôt, ils risquaient de ne plus servir à grand chose puisque tout se passerait au-dessus d'eux, entre hauts fonctionnaires. Pascal Lamy, commissaire européen pour le Commerce, croyant par erreur qu'il s'agissait d'un débat à l'Assemblée nationale, écrit à tous les députés pour les rassurer. Il obtient l'effet inverse : de nombreux députés demandent alors des informations sur ces négociations secrètes.

Le 11 décembre 2002, des parlementaires européens (Yasmine Boudjenah, Harlem Désir, Anne Ferreira, Glyn Ford, Caroline Lucas, Roseline Vachetta, Olga Zrihen), des membres d'ATTAC France et Belgique, des postiers belges et un représentant de la fédération syndicale mondiale des services publics «Public Services International» ont

livré plus de 200 paquets-cadeaux en provenance de tous les pays européens au QG bruxellois de Pascal Lamy. Ces colis «récompensaient» le commissaire pour tous les cadeaux qu'il fait au nom des citoyens européens à nos partenaires commerciaux, sans en informer les parlementaires ni les citoyens.

Le 15 janvier 2003, un débat se tient dans le cadre de la commission des affaires étrangères et de la commission des affaires économiques, au sein de l'Assemblée nationale. Une centaine d'élus peuvent y exprimer leurs inquiétudes et lancer une proposition de moratoire sur les négociations de libéralisation des services.

Le 14 février 2003, une première manifestation internationale a eu lieu à Bruxelles pour dénoncer les négociations secrètes de l'AGCS. Entre 10 000 et 15 000 personnes ont manifesté à l'appel de plusieurs syndicats. La manifestation avait été lancée lors du Forum social à Florence.

Le 24 février 2003, à l'initiative des élus Verts, le conseil municipal de Paris a adopté un vœu déclarant Paris «zone non AGCS». Le conseil municipal constate que «Les négociations actuellement en cours au sein de l'OMC sur l'Accord général sur le commerce et les services font peser de graves dangers sur les services publics, la cohésion nationale et la démocratie».

Le 3 mars 2003, un collectif d'associations (AITEC, ATTAC, le CRID, la Ligue des droits de l'homme et Médecins du monde...), regroupées autour d'Agir ici lance une campagne de cartes postales contre l'AGCS avec une argumentation plus tournée sur les conséquences pour les pays les plus pauvres. Cette campagne de cartes postales dure jusqu'à fin juin 2003 (1). Elle vise à promouvoir un accès universel aux services fondamentaux et demande aux députés français d'appuyer la créa-

tion d'une délégation parlementaire de suivi des institutions commerciales et financières internationales ; au ministre délégué au commerce extérieur de garantir la transparence des négociations commerciales et de porter cette exigence au niveau de l'Union européenne. Enfin, elle demande au représentant de la France à l'OMC : de soutenir la mise en œuvre d'un moratoire sur l'accord tant qu'une évaluation indépendante et pluraliste de la libéralisation des services n'aura pas été réalisée ; de défendre dans les négociations le droit pour tout pays d'exclure ses services fondamentaux de l'AGCS.

Le 13 mars 2003, à l'initiative des élus de gauche, le conseil régional Midi-Pyrénées a émis un vœu qui demande à l'Etat : «un moratoire de suspension des négociations sur l'accord général sur le commerce des services, de mettre en place un examen du contenu des conditions des maîtrises publiques et nationales pour les services publics dans la perspective d'une efficacité sociale et territoriale, demande de faire une évaluation, un bilan de la déréglementation des services publics en Europe sur l'électricité, le gaz, les transports, la santé...

Le 24 mars 2003, un meeting s'est tenu à Paris contre l'AGCS (2).

Du 13 au 29 mars, une quinzaine d'information «Organisation militante de la cité, OMC» a été organisée en Suisse avec le dernier jour une manifestation à Genève.

Francis Vergier ■



Manif à Bruxelles.

(1) Pour en savoir plus : Agir ici pour un monde solidaire, 104, rue Oberkampf, 75011 Paris, tél : 01 56 98 24 40.

(2) Pour en savoir plus : Comité citoyen contre l'OMC, CCC-OMC c/o Droits Devant, 44, rue Montcalm 75018 Paris, contact : 04 66 77 07 04.



Israël Palestine

■ **3000 morts.** Le 22 février, le cap des 3000 morts a été franchi depuis le début de la deuxième Intifada en septembre 2000. Il s'agit de 2249 Palestiniens, 695 Israéliens, 43 étrangers, 13 Arabes israéliens.

■ **Rachel Corrie.** Américaine de 23 ans, elle est venue en Palestine pour soutenir les actions des mouvements pacifistes. Elle faisait partie du mouvement international de solidarité. Dimanche 16 mars, elle s'assoit avec d'autres devant un bulldozer israélien envoyé par l'armée pour détruire des maisons palestiniennes. Le conducteur de l'engin savait qu'elle était devant lui, mais il a quand même avancé. Elle est morte écrasée. L'armée a seulement commenté «un regrettable accident». Lors de la même opération de l'armée, six Palestiniens ont été tués dont un bébé et un enfant de treize ans. Ces deux sont morts par balles.

Rachel Corrie à droite.



Rachel Corrie quelques secondes avant le drame.



■ **Masques à gaz.** La deuxième chaîne de télévision israélienne a révélé mi-mars, que le gouvernement vendait, pour 40 euros, aux travailleurs immigrés des masques à gaz mis au rebut par l'armée. Racisme ordinaire ?

■ **Musique de solidarité.** Un double CD de solidarité avec la Palestine vient d'être mis en vente avec des chansons de Noir Désir, Manu Chao, Sergent Garcia, Zebda, etc. Une vingtaine de groupes au total, dont des groupes palestiniens et arabes. Il est disponible auprès de *Conscience et culture, librairie Envie de lire, 16, rue Gabriel-Péri, 94200 Ivry-sur-Seine.*

Petites phrases

«L'homme est un loup pour l'homme. D'où la nécessité de le mettre en cage. Le salariat y contribue, l'Etat fait le reste»

François Partant, *Que la crise s'aggrave*, Parangon, 2002.

«Il faut renoncer à la notion sacrosainte du «développement» qui nous aveugle. D'abord parce qu'elle présume que la croissance économique est la locomotive du développement humain. Comment ne pas voir que cette conception a détruit les structures sociales, favorise l'hyper-individualisme et la corruption généralisée ? Qu'elle comptabilise comme positives toutes les activités génératrices de flux monétaires, y compris les catastrophes comme le naufrage du Prestige ? Et ignore les richesses non monnayables comme la joie, l'amour, l'honneur, le don, la conscience ? Nous devons emprunter une autre voie, changer notre mode de consommation, investir massivement dans les énergies renouvelables et renoncer à la domination du calcul, de la technique et du profit sur tous les aspects de la vie»

Edgar Morin, *Alternatives internationales*, janvier 2003.

Nationalisme obligatoire

La droite et le PS ont adopté une loi le 23 janvier 2003 qui punit d'une amende de 7500 € et de six mois de prison, celui qui ne respectera pas le drapeau français ou l'hymne national. Les Verts et le PC se sont seulement abstenus. Désolé, mais nous n'honorerons pas le «sang impur» qui doit «abreuver nos sillons».



■ **Un mythe ?** Dans une conférence prononcée à Toulouse, le 17 octobre 2002, lors d'une soirée organisée par ATTAC, Bernard Maris (Oncle Bernard dans Charlie-Hebdo) remet les choses à leur place : «[au 19e siècle] au Nord, la part des échanges internationaux dans le produit intérieur brut, PIB, est la même en 1890 et en 1990. En 1914, il faut seulement une minute pour signer un contrat entre Paris et New York. Le temps d'un message câblé. Les flux de capitaux — les transferts de pays à pays — rapportés au PIB des nations étaient plus élevés entre 1870 et 1914 qu'entre 1970 et 1996. En France, ils sont de l'ordre de 1 %. Un siècle avant, c'était de l'ordre de 2,5 %. Le commerce international était au plus fort. Les vapeurs portaient plus lentement plus de marchandises. Les flux migratoires étaient également plus importants. La diffusion du progrès technique n'était pas moins rapide. Le brevet du moteur à explosion est déposé en 1870. En 1930, soixante ans plus tard, la moitié des ménages américains ont une voiture. L'invention de l'ordinateur date de 1946. En 2000, 54 ans plus tard, la moitié des ménages américains ont un ordinateur».

■ **Porto Alegre : qui paie ?** Le dernier forum social aurait coûté, selon ses organisateurs, 3,5 millions d'€. Les organisateurs annoncent un déficit de 250 000 €. Il y a eu pourtant de nombreuses aides : la ville de Porto Alegre, l'Etat, le PT au pouvoir, etc. On note même des mécènes privés plutôt étranges comme la firme Petrobras (400 000 €) et la fondation Ford (500 000 €) ou la Banque du Brésil. Nulle doute qu'avec ces

aides désintéressées, la critique de la voiture individuelle se fera discrète. Ainsi, une délégation bolivienne a eu le plus grand mal à s'exprimer sur leur lutte contre la prospection pétrolière menée par... Petrobras. (*Le Monde libertaire*, 27 février 2003)

■ **Porto Alegre : guerre du pétrole ?** Les milliers d'Européens d'Attac et consorts ont manifesté contre la guerre du pétrole ! Ils ne peuvent toutefois pas trop contester les compagnies pétrolières qui leur ont fourni le kérosène pour venir.

■ **Porto Alegre : combien de participants ?** Les participants devaient payer 50 € d'entrée. Si l'on en croit le budget communiqué par les organisateurs, ces entrées n'auraient généré que 2 millions (3,5 millions - déficit - mécènes - aides des villes, de l'Etat, du PT...), ce qui représente 40 000 entrées payantes, loin des 100 000 annoncés.

■ **Porto Alegre : pas pour les pauvres.** La municipalité a beau vanter sa «démocratie participative», ce ne sont sans doute pas les habitants qui ont donné l'ordre aux forces de l'ordre de «nettoyer» la ville pendant la durée du forum social. De nombreux SDF ont ainsi été invités à des vacances loin de la ville... sans grand succès puisque le mouvement *No Vox* a organisé un campement sauvages des «sans» dans un terrain libre de la ville. Le même mouvement a également réussi à entrer en nombre dans les forums sans payer, la somme demandée, 50 €, étant prohibitive pour les non fortunés locaux. (*Le Monde libertaire*, 27 février 2003)

■ **Inde : procès de l'industrie pharmaceutique.** En janvier 2004, le prochain forum social mondial se tiendra cette fois en Inde. Ses organisateurs ont choisi un thème : la main-mise de l'industrie pharmaceutique sur notre santé. Il s'agit là, entre autre, de soutenir la démarche courageuse du Brésil qui, malgré les pressions des Etats-Unis et de l'OMC, Organisation mondiale du commerce, a décidé de fabriquer lui-même ses médicaments contre le sida, passant outre la législation sur les brevets. Le traitement

José Bové en prison ?

■ **Sursis.** La cour d'appel de Montpellier a modifié la révocation du sursis de José Bové, ramenant à dix mois de prison ferme et quatre mois avec sursis le jugement d'Agen (au lieu de quatorze mois ferme). La peine étant de moins d'un an, elle peut être «aménagée», ce que refuse José Bové qui en fait une affaire politique. Jacques Chirac va-t-il faire un geste alors qu'il a reçu, fin février,

plus de 600 000 lettres de soutien venues du monde entier.

■ **Amnistie ?** Le 13 janvier 2003, le tribunal de Perpignan a éteint une plainte contre trois dirigeants agricoles du CDJA pour une action menée en septembre 1999 qui avait fait 14 blessés après la séquestration de fonctionnaires. Le tribunal a estimé que les faits étaient couverts par la loi d'amnistie du 6 août 2002 qui inclut les délits commis dans le cadre d'un conflit agricole ou artisanal. Les OGM, ce n'est donc pas un conflit agricole ?

Marchandisation du monde

contre le sida coûte maintenant au Brésil 600 \$ par an contre 10 à 15 000 \$ auparavant. En France, le budget communication de l'industrie pharmaceutique est de l'ordre de 10 milliards d'euros... soit ce qui manque à l'Afrique pour mettre en place une politique efficace de soins de santé. (Billets d'Afrique, mars 2003)

■ **Israël : très social !** Un Forum social s'est mis en place en mars dernier en Israël à l'initiative de syndicats de gauche. Les activités du Forum se veulent basées sur «l'égalité, une large démocratie, le respect de la diversité des opinions, la sauvegarde de l'environnement, une paix juste et durable». Le Forum se dit «intéressé, entre autres, à organiser des ateliers et débats au niveau international sur le conflit au Moyen-Orient et la mondialisation, leur impact sur le commerce, la société, l'économie et l'environnement». Détail bizarre : l'absence totale de mention des Palestiniens et de la question des territoires occupés.

■ **Strasbourg : no border.** Pour dénoncer le rôle politique des frontières, un camp international a réuni quelques centaines de personnes près de Strasbourg fin juillet 2002. Parmi les actions menées, l'occupation d'un bâtiment du ministère de la justice a provoqué des arrestations. Des employés étant présents, 17 personnes ont alors été inculpées pour «séquestration». Mais la ficelle était un peu grosse, les fonctionnaires ayant nié avoir été retenus. Finalement, le 27 février, la condamnation n'a plus été que de quinze jours de prison avec sursis pour «violation de domicile» !

■ **G8 de l'environnement déplacé.** Il devait se tenir à Angers du 25 au 27 avril et des manifestations avaient été annoncées. Le gouvernement a annoncé le 23 mars que le sommet était déplacé à Paris, pour cause de plan Vigipirate. Le G8 d'Evian sera-t-il aussi déplacé ?

■ **G8 : manifestation lointaine et blocages.** Les grosses organisations regroupées autour d'ATTAC ont annoncé leur volonté de faire masse contre le sommet du G8 qui doit se



tenir du 1er au 3 juin à Evian. Le rassemblement est annoncé le 1er juin à Annemasse et à Genève... soit à 40 km d'Evian ! Pour la suite, Evian a été choisi car son accès est facile à protéger, entre la montagne et le lac Léman. Les collectifs appellent donc à ne pas chercher à joindre Evian, mais à essayer de bloquer au maximum les moyens d'accès : les chefs de gouvernement arriveront par hélicoptère, par contre les milliers de collaborateurs du G8 arriveront le plus souvent par la route.

■ **G8 : plusieurs collectifs.** Si les collectifs regroupés autour d'Attac (Cicp, Charg et Clag...) occupent la scène médiatique, d'autres ont pris leurs distances. D'un côté, on trouve encore plus modéré : il s'agit des ONG de développement qui autour du CRID, comme lors du G7 à Lyon, sont pour le dialogue constructif avec nos dirigeants. Ils organisent à Annemasse le «sommet pour un autre monde». De l'autre, on trouve un collectif plus engagé qui se prononce clairement pour une lutte anti-capitaliste et qui regroupe surtout des groupes libertaires. Comme pour les précédents sommets, chaque groupe ou collectif est libre de mener les actions qu'il veut, mais chacun doit clairement annoncer ses modes d'action. La diversité des actions étant le moyen de déstabiliser les forces de l'ordre et donc de gêner le sommet.

◇ CLAAC, convergence des luttes anti-autoritaires et anti-capitalistes c/o La Plume noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.

◇ CICP, 21ter rue de Voltaire 75012 Paris. Coordination entre les différents collectifs au niveau européen.

◇ CLAG, collectif lyonnais après-Gènes c/o ATTAC-Rhône, 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon.

◇ CHARG, coordination haut-savojarde de résistance au G8, tél : 06 71 12 71 66 ou 04 50 74 40 96 ou 04 50 87 27 70, fax : 04 50 27 63 70.

◇ CRID, Centre de recherche et d'information pour le développement, 14, passage Dubail, 75010 Paris, tél : 01 44 72 07 71.

◇ CADTM, Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde, 17, rue de la Bate, 45150 Jargeau, tél : 02 38 59 98 28.

◇ Forum social lémanique c/o CADTM Suisse, case postale 1135, 1211 Genève 1, tél : Tél : 022 731 48 96.



■ **G8 : villages alternatifs.** Il y a au moins deux projets menés en parallèle : celui du CLAAC, clairement anti-capitaliste, et un autre qui porte le nom de «G8-Illégal» et qui est animé par des groupes comme Aaargh, Vamos... Il s'agit de lieux fixes en retrait des manifs où les personnes pourront organiser des débats. Leur installation se ferait à partir du jeudi 29 mai (week-end de l'ascension) et durerait jusqu'au 3 juin.

■ **G8 : le feu au lac.** Une des coordinations des groupes militants autour du lac Léman, le forum social lémanique, organise une soirée de feu tout autour du lac, le samedi 30 mai au soir pour protester contre le G8, avec pique-nique conviviaux. Au moins une cinquantaine de points de rendez-vous sont organisés du côté suisse comme du côté français.

■ **G8 : Accouchement interdit.** Pendant le G8, qui se tient du 1er au 3 juin à Evian, les femmes de la région d'Evian ne pourront pas accoucher ! Dans un communiqué du 10 février, le conseil d'administration

d'amendes, 38 militants inculpés). Les Démo, Kabilotea plaza, 64240 Makea, tél : 06 82 30 92 33.

■ **Revue interdite.** Côté espagnol, la répression se poursuit. Le gouvernement espagnol a interdit le dernier quotidien en langue basque *Egunkaria*, le 20 février. Il est évidemment accusé de servir de tribune à l'ETA. Ce quotidien a pourtant une histoire particulière : il a été lancé par plus de mille actionnaires, a le soutien du gouvernement local et publié régulièrement des débats dont des tribunes... contre l'ETA. Dix dirigeants du média ont été arrêtés pen-

evian-G8



Source de problèmes

des hôpitaux du Léman informe de «la fermeture de la maternité du site Camille Blanc à Evian durant la semaine où se tiendra le G8». Une décision émanant de la préfecture.

■ **G8 : Armée mobilisée.** Le gouvernement suisse a décidé de mobiliser 4500 soldats pour la sécurité du sommet. La Suisse ne fait pourtant pas partie du G8...

■ **G8 : Premières victimes.** Des arbres centenaires d'un parc sur les hauteurs d'Evian ont été abattus fin février pour laisser la place... à un hélicoptère. Les vrais «grands de ce monde» sont ainsi les premières victimes locales des frustrés qui nous gouvernent.



■ **Lyon : Six heures contre le G8.** Le collectif lyonnais après-Gènes organise un meeting contre le G8 le 5 mai à partir de 18 h à la Bourse du travail. Il organise également un concert au CCO le 22 mai à 20 h. CLAG, collectif lyonnais après-Gènes c/o ATTAC-Rhône, 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon.

■ **Bretagne : forum social.** Un forum social régional se tiendra à Redon, les 14 et 15 juin. *Cohérence*, 2, rue Clairambault, 56100 Lorient, tél : 02 97 84 98 18.

PARIS Alternative libertaire

Le mouvement Alternative libertaire organise une fête de soutien, le jeudi 1er mai au soir, à la Flèche d'Or (102 bis, rue de Bagnolet, Paris 20e). *Alternative libertaire*, BP 177, 75967 Paris cedex 20.



Pays Basque

■ **Marche du rail.** Maintenant la pression pour que la SNCF respecte le bilinguisme dans la région, les Démo (voir notre numéro spécial Aquitaine) ont organisé le 1er mars une marche de Biarritz à Bayonne en empruntant les rails du chemin de fer. C'est la 16e action menée en deux ans. Plus de cent employés de la SNCF ont signé l'appel pour le bilinguisme dans les gares. La SNCF a pour le moment répondu par la répression (près de 10 000 €

La Bush-erie

■ **Faillite ?** Et si les USA faisaient leur baroud d'honneur ? Après cinquante ans de guerre froide, l'économie soviétique s'effondre à partir de 1989. Des spécialistes évoquent à l'époque une économie américaine presque aussi fragile. Mais le dollar étant la monnaie forte, les Etats-Unis n'ont de compte à rendre à personne pour leur déficit. La dette des USA est de 3600 milliards de dollars, le déficit voté pour 2003 est de 304 milliards de dollars et il vient d'être voté une rallonge de 80 milliards pour la guerre. Le budget militaire passe ainsi de 396 à 471 milliards... contre 12 milliards pour l'Irak, l'Iran et la Corée du nord réunis.

■ **USA : manifestations pour la guerre.** Des organisations de vétérans de l'armée ont organisé pour la première fois le 29 mars une journée d'action en faveur de la guerre. Des manif ont eu lieu dans de nombreuses villes, mais elles ont rassemblé généralement dix à vingt fois moins de monde que les manifestations anti-guerre qui se déroulaient en même temps. Une manifestation pour que le Canada se joigne aux forces US a également réuni 4000 personnes à Ottawa, capitale du Canada.

■ **USA : sondages.** Dès le début des bombardements, les sondages en faveur de Bush ont monté, montrant un regroupement nationaliste derrière le chef. Mais cela n'a pas duré longtemps : dès la fin mars, avec l'annonce de dizaines de morts US, les sondages d'opinion annoncent un fléchissement. La revue *Time* a demandé sur Internet qui menace le plus la paix dans le monde : l'Irak, les USA, la Corée du Nord. Il y a eu 625 000 réponses pour dire à 87 % que ce sont les USA.

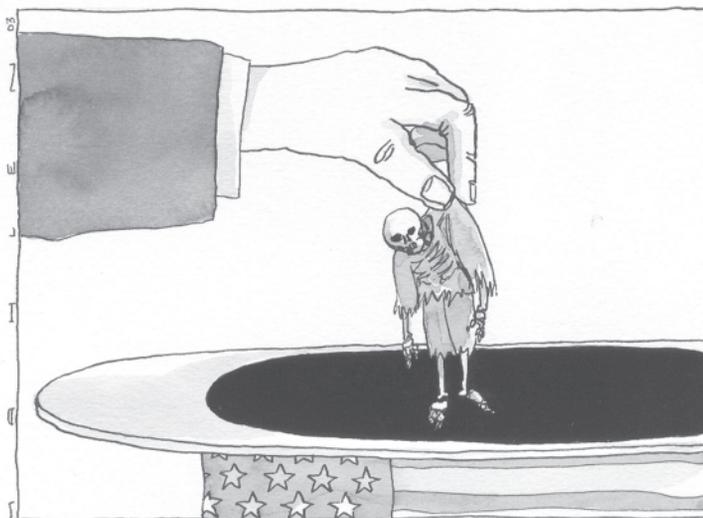
■ **Soutiens à George.** Aux Etats-Unis, celui qui apporte un fidèle soutien à George dans les médias est Bruce P. Jackson, un républicain par ailleurs vice-président de Lockheed-Martin, premier fabricant d'armes du monde. En Espagne, le seul quotidien qui soutient George est ABC, seul respecté de la presse franquiste. En France, le plus partisan de la guerre est Alain Madelin, un libéral venu de l'extrême-droite. C'est beau l'axe du bien !

■ **Grande-Bretagne : gouvernement en crise.** Après l'annonce que

le conflit aura lieu sans l'accord de l'ONU, le ministre des relations avec le Parlement Robin Cook a démissionné le 17 mars. Le lendemain, le ministre de l'Intérieur, John Denham, et le ministre de la Santé, Lord Hunt of Kings Heath ont démissionné à leur tour. Cinq secrétaires d'Etat ont également démissionné. 139 députés travaillistes ont voté contre le texte du gouvernement... texte qui est passé soutenu par la droite !

■ **Turquie : passage en force.** Alors que le parlement turc a voté le 1er mars contre le déploiement des troupes US dans le pays, les USA ont maintenu leur plan et plusieurs convois de matériels militaires ont continué à être débarqués après cette date, «irritant» le gouvernement turc. Des convois ont été sporadiquement bloqués par des manifestants turcs. Pour éviter un conflit plus ouvert avec les autorités turques, les convois américains ont été stationnés directement de l'autre côté de la frontière... c'est-à-dire en Irak !

■ **Arabie Saoudite : axe du bien.** Le premier producteur de pétrole du monde est classé dans l'axe du bien.



Pourtant 15 des 19 kamikazes du 11 septembre 2001 avait la nationalité saoudienne... Plus de 600 personnes ont été arrêtées après les attentats... aucun ne venait d'Irak ! Et pourtant c'est de l'Arabie Saoudite que l'armée US part pour attaquer l'Irak.

■ **Irak : 12e année de bombardements.** Depuis 1991 et la «première» guerre du Golfe, les armées américaine et britannique ont quotidiennement bombardé des objectifs «militaires» en Irak : il y a eu 18 000 sorties d'avions depuis 1991.

■ **Irak : assoiffés.** Les Britanniques et les Américains n'arrivent pas à prendre la grande ville du sud, ils ont coupé les alimentations en électricité, en nourriture et en eau, risquant de provoquer des morts de soif. Même si les infos sont difficiles à vérifier, il semble que l'eau soit rationnée depuis



Essais nucléaires : victime indemnisée

Le 24 mars, la cour administrative d'appel de Bordeaux a déclaré l'Etat français «responsable» de l'irradiation d'Alain Duterde, un ancien appelé lors d'un essai nucléaire mené en 1962 dans le Sud algérien, ouvrant ainsi la voie à son indemnisation. Alain Duterde, effectuaient à l'époque son service militaire comme chauffeur du ministre des Armées Pierre Messmer. Il a été victime le 1er mai 1962 d'irradiations radioactives lors de l'essai par l'armée d'une bombe atomique de forte puissance sur la montagne de Tafelala.

21 mars. Médecins sans frontières annonce qu'il y a seulement 600 000 litres d'eau disponibles par jour alors qu'il en faudrait 30 fois plus.

■ **Irak : renforts.** L'armée US a annoncé après dix jours de combats avoir tué au moins 1000 Irakiens (essentiellement des civils) et avoir fait plus de 4000 prisonniers (essentiellement des militaires). De l'autre côté, l'Irak annonce l'arrivée de

jeunes Irakiens qui refusent la guerre.

■ **Israël : extérieur au conflit ?** Ariel Sharon ne cesse de répéter qu'Israël n'est pour rien dans le conflit contre l'Irak. Pourtant le 2 février, Tony Blair fourbit ses preuves. Le 5 février, Colin Powell cite le rapport de Tony Blair devant l'ONU... avant que le scandale éclate : le texte de Blair a été recopié presque mot pour mot dans une revue *Middle East Review of International* et les infos sur les armes en Irak datent des suites de la guerre de 1991. La revue en question est éditée par une université privée israélienne.

■ **Marchands d'armes : tout va bien.** Le 15 mars s'est ouvert à Abou Dhabi, dans les Etats-Arabs Unis, le salon de l'armement IDEX. 825 exposants étaient présents, venus de 46 pays, en hausse de 35 % par rapport à 2001. Les visiteurs irakiens qui auraient eu la volonté de venir y faire leurs achats auraient pu s'y arrêter sur les stands des USA largement représentés : Boeing, Raytheon, Northrop Grumman, Chevrolet... Dans les affaires, axe du bien ou axe du mal, cela n'a plus d'importance.

■ **Espagne : convalescence.** Le premier avion sanitaire américain a atterri dans une base militaire de l'OTAN dans le sud de l'Espagne, le 26 mars, avec plusieurs dizaines de militaires blessés sur le front. La sale guerre est en route. Concrètement, le gouvernement espagnol a apporté un soutien oral aux Etats-Unis, mais c'est tout : son armée est actuellement défaillante.

■ **Hongrie : entraînement.** Le gouvernement hongrois a accepté de prêter des terrains militaires pour que les Etats-Unis y organisent un camp d'entraînement pour les opposants irakiens qui souhaitent combattre aux côtés des troupes américaines. Il semble que cela soit le seul acte réel d'aide d'un des pays de l'Europe de l'Est. Les personnes présentes sur ce camp ne sortent pas. Un sondage a montré que 76 % de la population désapprouvent cette initiative.



Action de collégiens US.

Contre la guerre

■ **8 mars : Washington : femmes arrêtées.** Pour la journée de la femme, des milliers de femmes ont organisé un blocage de la Maison-Blanche à Washington. Elles étaient toutes habillées en rose pour se moquer du plan antiterrorisme dénommé par le gouvernement «code pink» (code rose). Le dimanche 9 mars, les forces de l'ordre ont dégagé les lieux et 23 femmes dont deux femmes écrivains célèbres ont été arrêtées. Une pancarte disait : «*Coupes budgétaires dans la santé, l'éducation, le logement, l'environnement, etc. voici le véritable axe du mal*». **Italie : blocage d'une base militaire.** Près de Pise, plus de 10 000 femmes ont bloqué l'entrée d'une base militaire de l'OTAN à l'occasion de la journée internationale de la femme. ■ **Journée de la femme.** De très nombreuses manifestations de femmes ont eu lieu dans le monde le samedi 8 et le dimanche 9 mars pour protester contre la guerre, dans toute l'Europe, en Amérique du Nord, mais également en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie...



Washington : femmes arrêtées.

■ **14 mars : USA : blocage de la bourse.** Plusieurs centaines de personnes ont réussi à pénétrer dans la bourse de San Francisco, bloquant les cotations. **Quatre mois d'inspection.** une délégation d'eurodéputés Verts a rencontré Hans Blix et Kofi Annan, quelques jours avant le début de l'offensive américaine. Hans Blix a indiqué qu'il aurait fallu à l'ONU quatre mois d'inspections de plus pour finir de s'assurer que l'Irak ne possédait pas d'armes interdites. Un délai que les USA n'ont pas voulu respecter. **Espagne : guerre illégale.** 300 juristes espagnols ont signé un appel commun dans *El Mundo*, pour déclarer qu'entrer en guerre sans l'accord de l'ONU est théoriquement illégal.

■ **15 mars : Manifestations.** Des manifestations ont eu lieu dans plus de 2000 villes, dans près d'une centaine de pays. Il y aurait eu environ 2 millions de manifestants au total dont 500 000 en Espagne, 700 000 en Italie, 250 000 à Montréal, 250 000 aux Etats-Unis, 150 000 en France (dont la moitié à Paris)...



■ **16 mars : manifestations.** Des manifestations ont une nouvelle fois rassemblé plusieurs centaines de milliers de manifestants dans une centaine de villes américaines. A Washington, il étaient plusieurs dizaines de milliers devant la Maison-Blanche. **France : 86 % contre la guerre.** Un sondage réalisé du 13 au 15 mars par la Sofres pour le compte du Pèlerin magazine indique que 86 % des Français «approuvent l'opposition de la France aux thèses américaines» et «qu'il n'y a pas lieu de déclencher une guerre contre l'Irak». 6 % des sondés sont d'un avis contraire. 81 % des Français pensent que cela renforce l'image de la France dans le monde (12 % contre). **France : manifestations.** 55 000 personnes selon la police, 80 000 selon les organisateurs ont manifesté à Paris. Dans le cortège, 300 Américains ont manifesté derrière une banderole «No war, no Bush». Ils étaient également entre 5 et 10 000 personnes à Marseille, à Bordeaux, entre 3 et 5000, à Lyon, à Strasbourg, à Saint-Etienne, à Grenoble, à Clermont-Ferrand, à Toulouse... La police a estimé le total des manifestants à 150 000.

■ **17 mars : Michigan : arrestations.** Huit pacifistes qui se sont enchaînés à un convoi militaire par route à Traverse ont été arrêtés par la police. **Londres : cours du pétrole suspendu.** Une vingtaine de manifestants ont réussi à pénétrer dans l'International Petroleum Exchange où se vend le pétrole mondial, réussissant à bloquer les ventes pendant deux heures.

■ **18 mars : San Francisco : lindeuls et arrestations.** Quarante personnes enveloppés dans des lindeuls mortuaires qui faisaient une vigile devant le consulat britannique ont été arrêtées. **Australie : slogan géant.** Deux militants pacifistes ont été arrêtés puis remis en liberté sous caution après avoir réussi à escalader l'opéra de Sydney et avoir écrit un «no war» bien visible à son sommet.

Washington : proches des victimes du 11 septembre arrêtés. Une église locale a réalisé une action : cinquante trois personnes se sont fait arrêter devant la Maison-Blanche pour avoir franchi les cordons de police. Ces personnes sont des proches des victimes des attentats du 11 septembre qui ne sont pas d'accord avec la politique actuelle du gouvernement. **Riz pour la paix.** Une campagne internationale a été lancée par des mouvements chrétiens pour rappeler à George Bush que ce que le peuple irakien a le plus besoin, c'est de nourriture. Citant la bible «si ton ennemi a faim, nourris-le», il est demandé à chacun d'envoyer du riz au président américain avec la mention «riz pour la paix, pas de guerre en Irak» (George W. Bush, The White House, 1600 Pennsylvania ave. NW Washington DC, 20500 USA). **MIR, mouvement international de la réconciliation, 68, rue de Babylone, 75007 Paris. France : 87 % contre.** Selon un sondage publié dans *Le Figaro* au lendemain de l'attaque américaine, 87 % des Français désapprouvent cette offensive (12 % de l'avis contraire).

■ **20 mars :** Des manifestations ont eu lieu dans le monde entier. Il y avait près de 100 000 personnes à Paris, place de la Concorde où se trouve l'ambassade des USA. Un MacDo voisin a été saccagé.

■ **22 mars : Paris : publicité masquée.** Les Verts du 13e arrondissement ont grimpé sur le toit du Moulin Rouge pour y masquer l'hideuse publicité pour un soda américain initialement destiné à lutter contre la colique. Les Verts en ont aussi profité pour protester contre les publicités lumineuses qui enlaidissent la ville.

■ **22 et 23 mars :** plus de deux millions de personnes dans le monde ont de nouveau manifesté contre le début de la guerre, dont 100 000 à New-York, 200 000 à Lahore (Pakistan).

■ **24 mars : Toulon : cher œuf.** Pour



avoir jeté un œuf sur la façade d'un MacDo, au cours d'une manifestation, un militant a été arrêté et condamné en comparution directe pour «incitation à la rébellion». Il a été condamné à un an de prison avec sursis, 240 heures de travail d'intérêt collectif et un euro symbolique à verser à un agent de police. Des élus communistes présents sur place contestent la version de la police. Un

autre jeune arrêté deux jours plus tôt pour un acte du même genre a écopé de la même peine. **Saint-Nazaire : monument tagué.** Un immense monument à la gloire de l'armée américaine trône à l'entrée du port de Saint-Nazaire. Accessible à marée basse, il a été orné d'un «Stop war» dans la nuit du 23 au 24 mars.

■ **25 mars : Paris : lycéens.** Environ 10 000 lycéens et étudiants ont de nouveau manifesté contre la guerre.

■ **27 mars : die-in à Paris.** Environ 200 étudiants ont symboliquement bloqué les entrées du ministère de la défense en se couchant dans la rue, simulant les victimes de la guerre.

■ **28 mars : Belfort : colombe de la paix.** Sur le principal rond-point de la commune de Danjoutin, à côté de Belfort, a été installé le 28 mars un monument aux vivants avec une colombe se posant sur l'Irak. La commune a un maire Vert.

■ **29 et 30 mars : manifestations pacifistes.** Il y a eu 100 000 manifestants en France (60 000 à Paris, 10 000 à Marseille, 7000 à Lyon, 3000 à Strasbourg, Bordeaux, Nice, Lille, Saint-Etienne...), plus de 100 000 aux USA (30 000 à Boston, 10 000 à Los Angeles, 5000 à Saint-Louis, Philadelphie, New-York...), 200 000 en Allemagne (dont la moitié à Berlin, 4000 personnes ont bloqué une base de l'OTAN près de Stuttgart), plus de 100 000 en Espagne avec le blocage de nombreuses installations de l'OTAN (25 000 personnes ont bloqué les accès de la base aéronavale de Rota où se ravitaillent des avions US), 5000 personnes ont bloqué une caserne de l'OTAN près de Rome (Italie). A Rome même, tous les ponts ont été drapés de noir. A Athènes, 50 000 manifestants et 10 000 à Salonique (Grèce). 30 000 à Séoul (Corée du Sud) contre le projet du gouvernement d'envoyer des soldats pour la reconstruction de l'Irak, 5000 personnes à Sao-Paulo (Brésil) derrière un immense portrait de Bush avec une moustache hitlérienne. Une première manifestation autorisée à Pékin n'a réuni que 350 personnes... dont 200 étrangers. 15 000 manifestants à Alexandrie (Egypte) ont demandé au gouvernement de fermer le canal de Suez qui sert de passage aux navires US. Plusieurs centaines de personnes ont manifesté à Moscou pour demander à la Russie de prendre l'initiative d'une force d'interposition internationale pour stopper les Américains et les Britanniques.

■ **31 mars. France : sondage.** 82 % des Français donnent tort aux USA d'avoir déclenché le conflit contre 7 % qui lui donnent raison (sondage BVA-Paris-Match-LCI).

Presse Les marchands d'armes contrôlent

N'espérez pas trop avoir des informations réelles sur les conflits en cours dans le monde. Les marchands d'armes contrôlent la plupart des grands médias comme l'a bien montré la mort de Jean-Luc Lagardère. Ce triste sire, premier producteur d'armes en France, a bénéficié de trois pages de nécrologie dans *Le Monde*, cinq pages dans *Libération* et même une page complète dans *L'Humanité* récemment renfloué par le même Lagardère. L'imprimerie *Le Monde-Imprimerie* qui imprime *Le Monde* n'est pas qu'au quotidien : 43 % de la société

appartient au groupe Hachette-Lagardère. Cette imprimerie imprime, en plus du *Monde*, des revues comme *Le Monde diplomatique* ou *Politix*. Non seulement *Le Monde* dépend ainsi directement d'un marchand d'armes, mais les revues citées, fortement anti-guerre, pourraient connaître des problèmes d'imprimerie en cas de crise politique.

AISNE Guérilla urbaine

Créé en 1896, le camp militaire de Sissonne fait 6000 hectares. Jusqu'à 45 000 militaires y ont stationné. Aujourd'hui, il ne reste plus que 350 soldats. Le camp est en réforme. Utilisé avant pour les exercices des fantassins et des blindés, il se transforme en centre de formation pour la lutte contre la guérilla urbaine. Pour

Formations à la non-violence

- **Aveyron : Conflits cultures coopérations.** Cet institut de formation propose une formation sur « connais-toi toi-même » (Cun du Larzac, 17 mai), « cultures et conflits » (Karlsruhe, 14 au 19 juillet). *Conflits cultures coopérations, Le Cun, 12100 Millau, tél : 05 65 61 33 26.*
- **Lyon : écoute et affirmation de soi, bases de la communication non-violente.** Stage organisé par l'IFMAN-Rhône-Loire, le samedi 17 mai à Lyon. Exercices, jeux de rôle, animation et apport théorique. *IFMAN, 20, rue de l'Ancienne-Gare, 69200 Vénissieux, tél : 04 77 89 20 28.*
- **Albi : gestion des conflits.** L'IFMAN-Midi, Institut de formation du mouvement pour une alternative non-violente, propose deux week-ends de formation : initiation à la gestion des conflits (17 et 18 mai), formation à la médiation pour des personnes ayant déjà une pratique (11 et 12 octobre). *IFMAN-Midi, Alain Roussel, Carmenel, 81250 Curvalle.*
- **Provence : théâtre-forum.** L'IFMAN-Méditerranée, Institut de formation du mouvement pour une alternative non-violente, propose des stages de forum-théâtre dans le cadre de la régulation non-violente des conflits, du 7 au 9 juin, près de Forcalquier (Alpes-de-Haute-Provence), du 19 au 23 août ou du 29 septembre au 1er octobre à Mirabeau (Vaucluse). Renseignements : *IFMAN-Méditerranée, Le Pey-Gros, route des Estrets, 13490 Jouques, tél : 04 42 67 66 40.*

cela, l'armée y construit une ville fantôme avec un quartier résidentiel de pavillons, un quartier industriel, un centre ville, etc. A tour de rôle, des

unités de 650 militaires viendront s'y entraîner à partir de 2005. Il faut se méfier de l'ennemi intérieur ! (*Courant alternatif, février 2003*)

Société

Les gros sont bien protégés

Kim-Woo-Choong, ancien PDG de Daewoo, est recherché par Interpol (dont le siège est à Lyon) pour être traduit en justice en Corée du Sud où il devra répondre d'une faillite por-



8

Télévision et violences

Il existe actuellement, de par le monde, plus de 3000 études sur l'influence de la télévision. Toutes montrent un effet sur le comportement. Mais l'accroissement de la violence n'est pas forcément ce qui est le plus évident. Il semble plutôt que la violence des images à la télévision développe la honte et la peur et par conséquent le repli sur soi, une demande sécuritaire. Cette peur conduirait au phénomène des bandes chez les plus jeunes. C'est dans les milieux les plus défavorisés que les effets sont les plus notables : les autres sources d'information y étant plus faibles, il n'y a pas moyen de pondérer les effets néfastes du 'tube'. Seule 6 % de la population française n'a pas la télévision, 70 % du temps de loisir des Français se passe devant le petit écran. Un enfant entre 4 et 14 ans passe en moyenne 850 heures par an à l'école, 33 heures à dialoguer avec ses parents et 1400 heures à regarder la télévision. A partir de 12 ans, internet et les jeux vidéos se rajoutent et le total « écrans » atteint alors une moyenne de 2000 heures par an ! A la télévision, il y a quatre fois plus de scènes de violence dans les émissions pour enfants que dans les émissions pour adultes ! Pour en savoir plus, lire le numéro 267 de *Non-violence actualité* (5 €), à commander à *NVA, BP 241, 45002 Montargis cedex.*

CAPTIEUX
6^{ème} FOIRE BIO & ARTISANALE DE LA HAUTE-LANDE

DIMANCHE 18 MAI 2003
A partir de 10 heures

Producteurs bio, eco-produits, bio habitat, bien-être, santé, environnement, énergies nouvelles, restauration bio, créations artisanales, conférences, ateliers, animation musicale, spectacles enfants

environ 100 exposants

Renseignements :
Martine MINVIELLE
Mairie - 33840 CAPTIEUX
tél : 05 56 65 60 31

tant sur 32 milliards d'euros. Kim-Woo-Choong bénéficie de la nationalité française depuis 1987, en remerciement de ses investissements en France. Il a été élevé comme commandeur de la Légion d'honneur par Alain Juppé en 1996. Il vit aujourd'hui en France et le gouvernement n'entend pas le livrer à Interpol. Pendant ce temps, quatre salariés, en colère après leur licenciement, sont inculpés pour avoir mis le feu à leur usine. Justice à deux vitesses ?

Accor Un an de grève et la victoire

Les salariées de la société Arcade, chargée de la propreté dans les établissements du groupe Accor, sont entrées en

grève pour la journée de la femme, le 8 mars 2002. Il a fallu dix mois de grèves pour que Accor accepte de changer sa stratégie de sous-traitance. Le groupe a finalement adopté une charte de bonne conduite encadrant les cadences, le paiement de toutes les heures, la formation professionnelle, la mise à disposition de locaux de repos, la fourniture d'une tenue de travail. Le 6 février, les grévistes ont obtenu d'Arcade un accord de principe et il a encore fallu un mois pour régulariser la situation individuelle de chaque gréviste : réintégration de sept licenciées, prime de chantier, indemnité substantielle. Enfin, le 4 mars, après presque un an de grève, le travail a repris. Cette longue grève n'a été possible que grâce à la formidable solidarité exprimée par d'autres salariés qui ont pris partiellement en charge le manque à gagner. *Sud Propreté et service, 17, boulevard de la Libération, 93200 Saint-Denis, tél : 01 42 43 35 75.*

Publicité Paris sans bâche

Dans la plus grande illégalité, l'ancienne mairie de Paris avait loué la façade du Petit-Palais, près des Champs-Élysées, pour y installer une bâche publicitaire géante. Plusieurs associations avaient engagé des démarches pour la faire retirer, mais l'actuelle équipe municipale avançait que cela lui coûterait trop cher de rompre le contrat avec l'annonceur. Elle renonçait donc à faire appliquer la loi. Les associations avaient appris que le contrat courait jusqu'au 31 mars 2003... mais qu'il pouvait être reconduit. Le ministère de l'Écologie a écrit au maire de Paris pour lui demander de respecter la loi. Et effectivement, le 1er avril, la bâche a été enlevée.

Petite phrase

«Quand les femmes sont déprimées, soit elles mangent, soit elles vont faire du shopping. Les hommes, quant à eux, décident d'envahir un autre pays. C'est une toute autre manière de penser»
Elaine Boosler, actrice américaine.

Dirigeants du monde

Jacques, Georges, Walker, Tony, Silvio, Gerhard, Jean, Vladimir et Junichiro vont se réunir du 1er au 3 juin à Evian. Huit hommes pour diriger les huit pays les plus puissants de la planète. Si tous les ministres du monde pouvaient prendre la pose ensemble, on compterait sur la photo 94 % d'hommes. L'Union internationale interparlementaire a même compté combien de députés de chaque sexe il y a dans les 181 pays de l'ONU : 75 % d'hommes. (*Journal du CNRS, mars 2003*)

IRAN

Journée de la femme

Pour la première fois depuis la révolution islamique de 1979, environ 500 femmes ont manifesté à Téhéran, le 8 mars, à l'occasion de la journée internationale de la femme. Alors que le parlement est majoritairement réformiste, aucun débat ne peut s'y tenir sur la question des femmes tant les pressions des religieux sont importantes. Les manifestantes demandaient notamment que l'Iran signe la convention internationale pour l'élimination des formes de discrimination à l'encontre des femmes.

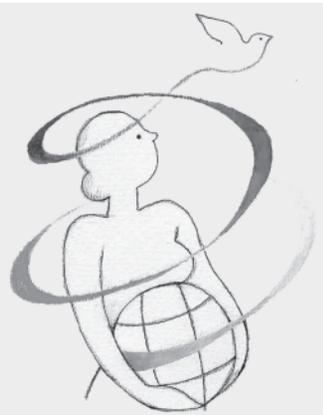
USA

Viols militaires

James Roche, secrétaire de l'aviation militaire américaine, a révélé que 54 cas de viols et agressions sexuelles sur des femmes sont actuellement en instruction. Les femmes représentent 18 % des effectifs de l'armée US. James Roche a été sanctionné pour avoir levé le tabou.



US Army



Femmes pour la paix et le désarmement

Depuis 1980, le 24 mai est une journée des femmes pour la paix et le désarmement. Cette année, les organisateurs de cette journée demandent aux femmes d'interpeller les médias, les responsables religieux à prendre position. Cette journée doit être aussi une occasion pour que se rencontrent des personnes des différentes communautés en conflit. *International Peace Bureau, 41, rue de Zurich, 1201 Genève, tél : 0041 22 731 64 29.*

SLOVAQUIE

Stérilisation forcée

Un rapport sur les droits de l'homme dénonce la poursuite d'une politique à l'encontre des femmes tziganes de Slovaquie. Lors de leurs passages dans un service de santé, elles sont stérilisées sans en être averties. Après interviews de 230 femmes tziganes, il s'est avéré que 110 femmes ont été victimes de cette pratique.

EUROPE

Reconnaissance des homosexuels

En février, le parlement européen a adopté un rapport sur l'homosexualité donnant reconnaissance légale aux couples. Ce rapport entend ne plus faire de distinction lorsque l'on parle d'une famille à la situation de chaque membre (genre, marié ou non). Le rapport a été adopté par 269 voix pour, 225 contre et 46 abstentions. Pour devenir une directive, ce rapport doit être adopté dans les mêmes termes par le conseil européen. Au même moment, la Belgique vient de reconnaître le mariage homosexuel.

La Suède vient d'autoriser l'adoption d'enfants par les couples homosexuels. Aux Pays-Bas, où l'adoption est autorisée depuis 2000, un couple homosexuel sur treize, en majorité des femmes, a adopté des enfants... (*Les Pénélopes, mars 2003*)

FRANCE

Soutien à Ingrid Bétancourt

A l'occasion de la journée de la femme, Jean-Pierre Raffarin a reçu une délégation de la marche des femmes des quartiers («ni putes ni soumises»). Le premier ministre a dédié cette journée à Ingrid Bétancourt, députée verte, détenue en Colombie depuis le 23 février 2002 par les forces armées révolutionnaires. Des nouvelles de celle-ci ont été obtenues par le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères qui dit qu'il a la preuve qu'elle est en vie à la date du 20 février 2003.

La guerre libératrice ?

Les livres d'histoire expliquent actuellement que c'est pendant la guerre de 1914 à 1918 que les femmes sont devenues massivement salariées, les hommes se battant sur le front. Françoise Thébaud, responsable du laboratoire d'histoire «Territoires, pouvoirs, identités» au

CNRS vient de publier une étude montrant que ceci relève du mythe.

En réalité, c'est entre 1910 et 1914 que l'on compte le plus de salariées en France (plus de 35 %). C'est également à cette époque que les revendications féministes sont les plus fortes. Il semble bien que ce soit le pouvoir masculin qui après la guerre a réécrit l'histoire pour faire naître le mythe de la guerre libératrice. Non seulement c'est faux, mais le retour des hommes aux commandes va provoquer une régression de l'activité féminine jusqu'au début des années 60 ! Le droit de vote accordé en 1944 aux femmes semble un élément déterminant pour expliquer le réveil du féminisme une génération plus tard. (*Journal du CNRS, mars 2003*)

LYON

Rina Nissim

Rina Nissim, co-fondatrice du dispensaire des femmes à Genève, il y a plus de vingt ans, est l'auteur de livres sur la santé des femmes extrêmement connus : *Mamamélis : manuel de gynécologie ; naturopathie à l'usage des femmes, ménopauses : réflexions et alternatives aux hormones de remplacement...* Elle donnera une conférence le vendredi 23 mai à 20h30 à la salle Le Caveau, 10, rue Orsel, à Oullins et animera un atelier le samedi 24 mai de 9 h à 17 h sur différents thèmes : l'adolescence, les kystes et fibromes, la ménopause, les problèmes de sphincters... *Association La Norio de l'Oasis, 1, rue Henri-Barbusse, 69600 Oullins, tél : 04 72 39 29 45.*

FRANCE

Ni putes, ni soumises

Après un tour de France de plus d'un mois, les marcheuses contre les violences sexistes se sont retrouvées à Paris pour la journée internationale de la femme. Plus de 20 000 personnes ont participé à la dernière étape dans les rues de Paris.





Effet de serre

3 %. Le premier poste est donc le transport au sein duquel la voiture représente 60 % des émissions (contre 20 % pour les camions et 20 % pour les autres modes de transports), ce qui signifie que les automobiles représentent à elles seules près de 20 % des émissions de gaz à effet de serre.

Déchets

■ Irlande : taxe sur les sacs en plastique.

En mettant une taxe de 0,15 euros par sac en plastique, le gouvernement irlandais a trouvé un moyen de limiter la prolifération des sacs : leur utilisation a chuté de 90 % dès la première année. Exemple à généraliser. (*Quatre Saisons du Jardinage, janvier 2003*)

■ **Assises pour le zéro déchet.** Afin de faire la promotion d'alternatives aux déchets, d'interdire ce qui n'est pas recyclable, de taxer ce qui pousse au gaspillage, des assises pour le zéro déchet sont organisées les 7 et 8 juin en Vendée. Renseignements : *ICI-Rom, AVEC, BP 69, 34401 Lunel cedex, tél : 04 67 73 51 10.*

■ **Pneus récupérés.** Un décret du 24 décembre 2002 instaure la récupération obligatoire des pneus usagés par ceux qui les vendent à partir du 29 décembre 2003. Les garagistes et autres devront les trier et les orienter soit vers le rechapage, le recyclage ou la destruction (comprendre l'incinération). Espérons que ce décret sera mieux suivi que celui obligeant à récupérer les piles : 96 % d'entre elles sont toujours perdues dans les déchets ménagers.

■ Exportation des gaz polluants.

Pour que nos centrales thermiques ne polluent pas trop, les raffineries nettoient le fuel. Les processus de purification retiennent environ 10 % du poids total, un mélange extrêmement toxique bourré de métaux lourds. Comme on ne sait pas quoi faire de ces déchets, on les exporte dans les pays défavorisés (pour la France : Cuba, Syrie, Liban, Afrique de l'Est, Inde, Asie du sud-est...) où ils alimentent des centrales électriques. Là-bas personne ne peut vérifier ce qui sort avec les fumées des usines en question. Une grosse centrale thermique peut ainsi en brûler 500 tonnes à l'heure. Inconvénient : il faut les transporter là-bas et de temps en temps, certains navires comme le *Prestige* ou l'*Erika* coulent. Un peu plus pour nos plages, un peu moins dans les poumons du tiers-monde.



Adbusters

■ France : sources des émissions.

Selon le 2e bilan du programme national contre le changement climatique, publié en décembre 2002, les émissions françaises ont diminué en 2001 de 2,7 % par rapport à 1990. Un résultat qui pourrait toutefois repartir à la hausse selon les projections des spécialistes : les émissions provoquées par les transports augmentant plus vite que les économies réalisées dans les autres domaines. En 2001, en France, les transports représentaient 28 % des émissions de gaz à effet de serre, le résidentiel 19 %, l'industrie 21 %, la production et la distribution d'énergie 11 %, l'agriculture 18 %, les incinérateurs



DR

Incinérateurs

■ **Procès de Fumel.** En 1999, il est de notoriété que l'incinérateur de Fumel (Lot-et-Garonne) relâche des dioxines dans son entourage. L'incinérateur n'est pas aux normes... depuis 13 ans ! Qu'importe, les élus comme l'administration le laissent fonctionner. Des chômeurs du voisinage décident de passer à l'action et pénètrent à l'intérieur de l'usine. Un sabotage a lieu au niveau des circuits électriques et de la porte du four. L'usine est obligée de se mettre à l'arrêt. Evidemment, cet acte salutaire pour les voisins n'est pas apprécié des propriétaires. Depuis quatre ans, les membres du groupe sont sous contrôle judiciaire et certains ont même fait un mois de prison préventive.

Le procès de cet acte courageux aura lieu le 17 septembre prochain à Agen. *Comité de soutien aux inculpés de Fumel, Jean-Michel Duclos, 31, rue des Gras, 63000 Clermont-Ferrand.*

■ **Lien de causes à effet.** L'étude de l'Inserm sur les conséquences sanitaires des incinérateurs en région Rhône-Alpes est une « bombe » sanitaire. Le travail extrêmement précis fait sur les 200 communes les plus exposées montre une corrélation évidente entre la distance de l'incinérateur et les cas de malformations urinaires. Les propriétaires des incinérateurs mettent en cause, eux, la pollution des automobiles. (*CNIID*)

■ **Hérault : incinérateur en feu.** Un incendie s'est déclaré dans l'incinérateur de Lunel-Viel le 21 février dernier. Qu'un incinérateur ne résiste pas au feu est certes cocasse, qu'il faille cinquante pompiers pour maîtriser l'incendie l'est moins : pendant ce temps,

les fumées toxiques n'ont pas emprunté les voies filtrées légales et les voisins en ont eu plein les narines. L'incendie ayant pris dans la fosse sous les fours, ces derniers ont pu continuer à fonctionner pendant l'incendie. L'eau qui s'est accumulée en dessous a été ensuite réinjectée dans les fours pour être évaporée. L'occasion d'apprendre qu'il y avait un problème avec la conduite d'évacuation des effluents liquides, laquelle a été tordue par un affaissement de terrain. En plus, l'incinérateur est donc en équilibre instable... *ICI-Rom, AVEC, BP 69, 34401 Lunel cedex, tél : 04 67 73 51 10.*

■ **Montpellier : les Verts pour l'incinération !** Fin janvier les Verts de Montpellier ont présenté un projet de méthanisation des déchets qui prévoit pour les 60 000 tonnes qui ne conviennent pas à la méthanisation d'être brûlées à l'incinérateur de Lunel-Viel.

■ **Puy-de-Dôme : les Verts contre.** Le 30 janvier 2003, les élus du Valtom, syndicat intercommunal des ordures ménagères, entérinent le choix du site de Beaulieu, à côté de Puy Long pour l'implantation d'un incinérateur de 170 000 tonnes/an. Alors qu'un collectif de onze associations s'est constitué pour demander que le projet d'incinérateur soit simplement déplacé plus loin, les Verts du département contestent eux le recours à l'incinérateur. Le recours à un incinérateur qui a besoin de volumes minimums de déchets pour fonctionner, nuit ensuite à toute autre tentative de contrôle des déchets : diminution, recyclage, tri, méthanisation... Or la loi européenne du 4 décembre 2000 indique que la priorité doit être donnée à la prévention et non à l'incinération. Les Verts proposent donc de réduire, trier, recycler et seulement après de stocker. *Verts Puy-de-Dôme, 11, rue des Deux-Marchés, 63000 Clermont-Ferrand, tél : 04 73 91 02 73.*

■ **Ile-de-France : sous les dioxines ?** 43 incinérateurs de plus de 6 tonnes

Transports

■ **Lyon : contre les parkings en centre ville.** Alors que nos élus en sont encore à croire que leurs électeurs sont pour des parkings pour leurs voitures, une consultation réalisée par *Le Progrès* (1200 réponses volontaires) indique que 53 % sont contre (46 % pour). A la question faut-il limiter l'accès du centre-ville aux voitures, 76 % sont pour et 68 % demandent que l'ont favorise plutôt les transports en commun. Quel est le mode de transport qui donne le plus satisfaction ? Sans surprise le métro (84 %) en tête et la voiture en queue (30 %). Si 72 % trouvent que la sécurité dans les transports en commun est discutable, ils sont 75 % à penser que cela peut se résoudre par plus de person-

nels et non pas par des caméras. Encore une fois, la municipalité est à contresens. (*Le Progrès, 13 mars 2002*)

■ **Paris : lancement du tramway.** Empruntant les boulevards des Maréchaux (proches du périphérique), le tramway devrait faire son apparition dans Paris dès 2006 entre Balard et porte de Choisy (au sud). Le projet prévoit qu'il circulera à une vitesse moyenne de 20 km/h, ce qui est supérieur aux vitesses des voitures et des bus (le PC1 fait le trajet actuellement en 33 minutes, le tramway le fera en 24 minutes). Son extension à la porte de Charenton est à l'étude, le bouclage total de Paris n'est toutefois pas encore pour demain. Le projet prévoit qu'il roule sur des bandes de gazon et que des arbres le protègent des voitures.



Incinérateur de Saint-Ouen

par heure sont présents en Ile-de-France, brûlant 400 000 tonnes par an, soit 10 % du poids total des ordures ménagères des Franciliens. Le plus ancien a 37 ans, le plus jeune 2 ans. En principe tous, sauf deux, sont aux normes. Celui de Vaux-le-Pénil doit être fermé, celui de Montereau modernisé en 2003. Ile-de-France environnement cherche actuellement les relevés d'émission de dioxines de ces incinérateurs et des plus petits non encore recensés. *Idf-Environnement, Liaison, 50, avenue Edison, Hall A, 75013 Paris.*

■ **Seine-et-Marne : la maire contaminée.** Inquiète des informations qui circulent sur les dioxines, Pascale Coffinet, maire du village de Vaulx-le-Pénil, où se trouve un incinérateur, se fait faire une analyse de sang : elle découvre, début février, qu'elle a trois fois la limite admissible en dioxines ! Elle fait faire une analyse dans des œufs de ses poules : là le taux est 25 fois supérieur à ce qui est autorisé. L'incinérateur appartient à la communauté de communes de Melun Val-de-Seine et n'était plus aux normes et après des pressions de la préfecture, un nouvel incinérateur est en construction. L'ancien a été arrêté en urgence. De la dioxine a été émise par cette usine pendant 26 ans. Les mesures de la DRIRE, direction régionale de l'industrie, indique que l'on avait des émissions 226 fois supérieures aux normes actuelles. La maire demande une étude épidémiologique pour savoir combien de personnes ont été, comme elle, contaminées. (*Journal du Dimanche, 2 février 2003*)

ALGÉRIE La faune victime des émirs

Les Etats du Golfe possédaient une riche faune d'oiseaux migrateurs et les émirs, au grand dam d'espèces protégées, y pratiquaient la fauconnerie. Cette forme de chasse imprègne encore fortement la culture du Proche-Orient. Le gibier se faisant rare dans leurs pays, ces riches prédateurs jetèrent leur dévolu sur le Maroc en 1975, puis la Tunisie en 1977 et ensuite l'Algérie. Si la fauconnerie peut être considérée comme une chasse tradi-

tionnelle, elle est maintenant accompagnée d'une logistique des plus moderne : véhicules tout-terrain, caravanes confortables, avions de reconnaissance, camions frigorifiques, appareils de détection, jumelles et armes de guerre...

Au tableau de chasse figurent en particulier la gazelle dorcas qui est la première cible, l'outarde houbarac... Ces modernes ravageurs sont entourés par un impressionnant dispositif de sécurité de la gendarmerie nationale tandis qu'impunément des populations algériennes sont massacrées par les intégristes. Chaque année, la campagne de chasse terminée, des chargements entiers d'outardes et de gazelles sont expédiés dans le Golfe. Pendant ce temps, les Saoudiens reconstituent leur faune avec des œufs d'outardes récupérés en Algérie. Cette pratique s'est accentuée depuis l'arrivée d'Abdelaziz Bouteflika.

(*correspondance Hassène Kemel*)



Gazelle dorcas

LILLE 10 000 signatures contre un permis de construire

La démocratie participative a des ratés à Lille. Un projet d'immeuble a obtenu son permis de construire, sur une zone anciennement classée espace vert, en dépit de l'opposition des habitants du quartier. Le jardin situé au pied de la cathédrale la Treille, classé espace vert dans le précédent plan d'occupation des sols est depuis classé en zone constructible. Les habitants du quartier organisent la plantation d'un cerisier symbolique le 27 avril 2002. L'association pour la sauvegarde et la préservation de l'îlot de la Treille (SPIT) voit le jour le 12 mai 2002. Les 21 juin et 21 septembre, des fêtes se tiennent dans le jardin. Le 4 septembre, un recours en justice est engagé. Les habitants ont enquêté pour découvrir que le terrain appartenait encore au diocèse et que la ville pouvait user de son droit de pré-

emption. Le 7 décembre apparaît un panneau «ici votre futur appartement», les habitants installent un autre panneau «ici, votre futur jardin». Une pétition est lancée : elle recueille plus de 10 000 signatures en un an. *SPIT, 21, rue du Cirque, 59800 Lille, tél : 03 20 74 31 50.*

ALSACE Sorties découvertes

Des sorties sont organisées en Alsace pour la découverte des fleurs des bois (1er mai), le loup (4 mai), les oiseaux chanteurs (8 mai), les oiseaux des vignes (11 mai), l'oiseau-lyre (14 mai), les plantes sauvages comestibles (17 mai), le gobemouche à collier (18 mai), les poissons des étangs (18 mai), les orchidées (18 mai), les araignées (18 ou 25 mai), les rainettes (23 mai), le tarier (25 mai), etc. *Alsace-Nature, 18, rue du 22-Novembre, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 37 07 58.*

PYRÉNÉES Pour l'ours

Un sondage IFOP réalisé pour le compte du WWF début janvier 2003 indique que 86 % des habitants des Pyrénées et 88 % des Français considèrent que l'ours fait partie du patrimoine pyrénéen. 58 % des habitants de ces montagnes (70 % des moins



DR

de 35 ans) et 72 % des Français sont favorables aux lâchers d'ours pour la restauration d'une population viable. 88 % des Français et 75 % des Pyrénéens estiment que l'ours est le garant d'un milieu naturel riche et diversifié. Pour favoriser la cohabitation entre l'ours et les activités humaines, les Français pensent qu'il faut développer la présence des bergers (91%), la restauration des cabanes (91%), la présence de chiens de protection (89%), les radiotéléphones (86%). 65 % des Pyrénéens pensent que la présence de l'ours est un atout touristique. (*Nouvelles Ours, février 2003*)

RHÔNE Maison de l'environnement

La maison rhodanienne de l'environnement organise une conférence le mercredi 14 mai à 20h sur *l'effet de serre et le réchauffement climatique*, animée par Raphaëlle Gauthier du Réseau Action Climat ; une soirée contes, le mardi 20 mai à 20h30 *Paroles d'eau*, animée par Chloé Gabrielle et Frédérique Resche-Rigon ; une table ronde sur *la santé, les pesticides et l'environnement*, le jeudi 22 mai à 20h, avec Dorothy Goldin-Rosenberg, Annie Sasco, Geneviève Ancel, Laurent Guillaume, Léon-Etienne Crémille. *Maison rhodanienne de l'environnement, 32, rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon, tél : 04 72 77 19 80.*



Enterrement symbolique du parc Mistral.

GRENOBLE Stade en pleine ville

La mairie de Grenoble a voté 55 millions de budget pour la construction d'un nouveau stade à Grenoble... en plein centre, dans le parc Mistral. 391 arbres (25 % du parc) seront détruits. Une étude montre que les 2/3 des spectateurs attendus viendront en voiture... ce qui nécessitera de nouveaux parkings en centre ville, en totale contradiction avec la politique des transports actuelle. Même à 4 par voiture, cela représente une file de 11 km de voitures ! La FRAPNA est intervenue pour engager une procédure de classement du parc. C'est donc une course de vitesse qui s'engage sur le terrain administratif. *SOS Parc Paul Mistral, mail box 145, 3, place Sainte-Claire, 38000 Grenoble.*

Les impacts des microcentrales

Dans Silence n°290, Jean-Marie Dyon fait un plaidoyer pour la microhydraulique. Celui-ci est «exploitant de microcentrales par conviction écologique». Voici l'avis d'Albert Danjau, de l'association nationale pour la protection des eaux et rivières.

Le saumon est un poisson mythique qui a failli disparaître à cause des microcentrales. On trouve ce poisson sculpté à même le plafond d'un abri rocheux à la Laugerie-Basse sur les bords de la Vézère, non loin des Eyzies, il y a environ 25 000 ans. Les romains le découvrirent lors de la conquête des Gaules et l'appelèrent *Salmo salar* du latin *salire* qui veut dire sauter. Au Moyen-Age, on trouve sa sculpture sur le portail de la cathédrale Sainte-Marie à Oloron (Pyrénées-Atlantiques). Avant la révolution, on ne pouvait le pêcher que moyennant accord et redevance à la couronne.

Jusqu'au milieu du 19^e siècle, l'abondance du saumon dans nos cours d'eau était telle que les contrats de louage des ouvriers à la ferme (brassiers) en Bretagne, Auvergne, Périgord, Limousin ou Béarn, stipulaient qu'on ne leur servirait pas du saumon en cuisine plus de deux ou trois fois par semaine.

À la fin du 19^e siècle, c'est en concentrant et en fractionnant les différents constituants du sperme de très nombreux saumons que le professeur Meischer de l'université de Bâle a isolé le premier acide nucléique, découverte fondamentale en biologie cellulaire. En 1890, ce même savant, en travaillant toujours sur les saumons du Rhin, mais utilisant leur sang cette fois, y établissait l'existence de liaisons

entre les protides et les lipides. Au début du 20^e siècle, il y avait encore des centaines de milliers de saumons qui remontaient les fleuves et leurs affluents côté atlantique. À la fin du siècle, il n'y en avait plus que quelques milliers et encore pas dans tous les fleuves.

Le constat est le même pour tous les poissons migrateurs (saumons, esturgeons, truites de mer, anguilles, aloses et lamproies). Certes des progrès ont été faits avec la réalisation des passes à poissons, mais il n'en existe pas dans tous les barrages et celles qui existent ne sont pas toutes performantes.

Les avantages

L'énergie hydraulique est bien une énergie renouvelable. Elle n'émet aucun gaz à effet de serre. L'hydro-électricité participe pour environ 15 % à la production électrique française, la micro-hydraulique à hauteur de 1 %. Cela diminue d'autant les productions électriques d'origine fossile.

Par contre, nous devons nous méfier des affirmations trompeuses. Jean-Marie Dyon écrit «*Les passes à poissons, bien étudiées, permettent aux migrateurs de trouver des zones de repos, plus nombreuses que dans les parcours naturels*». La nature se serait-elle trompée en faisant des rivières sans passes à poissons ?

Cette solution devrait être soumise au COGEPOMI, Comité de gestion des poissons migrateurs, qui s'efforce de faire remonter un

grand nombre de migrateurs vers leurs frayères en rivière avec des frais considérables payés pour la construction de passes à poissons pour les barrages qui n'en ont pas encore, pour la levée des marins pêcheurs aux estuaires des fleuves, pour des études confiées à l'IFREMER (1) et pour l'alevinage des zones de frayères, car la reproduction naturelle est encore insuffisante pour la survie des espèces.

Les modifications du cours d'eau provoquent stress et efforts qui épuisent les poissons et diminuent leurs performances de reproducteurs.

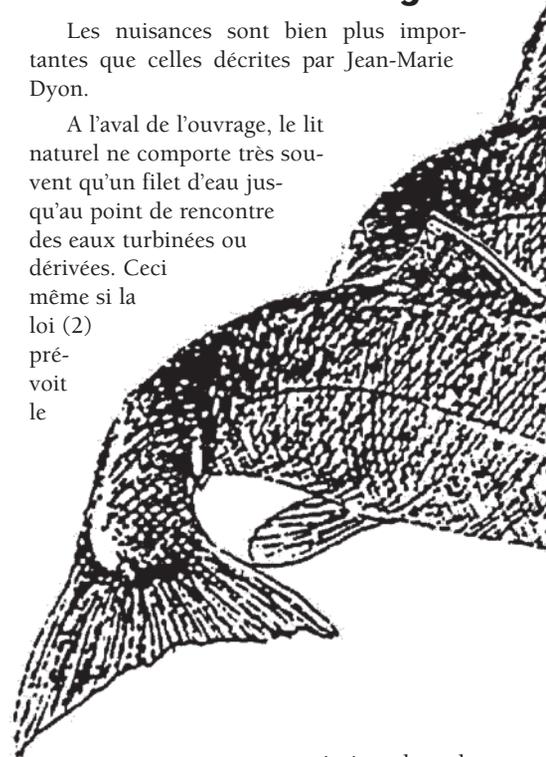


Luc Laferrère

A l'aval de l'ouvrage

Les nuisances sont bien plus importantes que celles décrites par Jean-Marie Dyon.

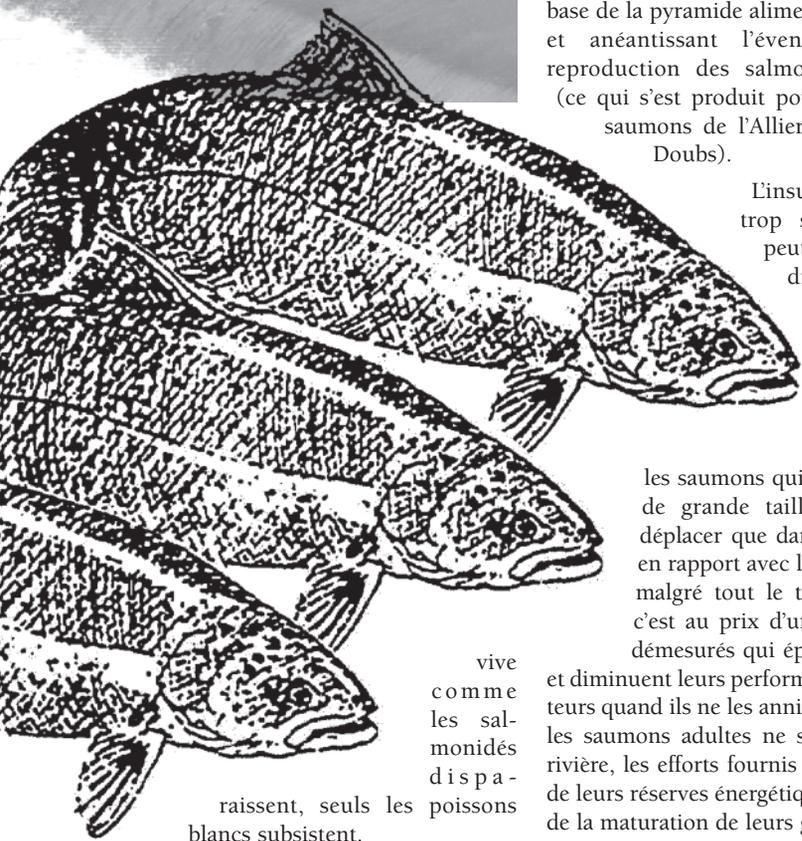
À l'aval de l'ouvrage, le lit naturel ne comporte très souvent qu'un filet d'eau jusqu'au point de rencontre des eaux turbinées ou dérivées. Ceci même si la loi (2) prévoit le



maintien dans le lit naturel d'un «débit réservé», celui-ci n'étant pas toujours respecté par l'exploitant de la micro-centrale.

S'il n'y a pas totale mise à sec, on assiste cependant à une réduction considérable de la superficie du «lit mouillé» donc de l'habitat piscicole. La profondeur d'eau étant faible, celle-ci s'évapore plus vite et la teneur en oxygène dissous diminue. Les espèces d'eau

(1) Institut français de recherche pour l'exploitation en mer.
(2) Article L 232-5 du code rural.



vive
comme
les salmonidés
disparaissent, seuls les poissons blancs subsistent.

Le courant se ralentissant, les fonds se colmatent et la circulation interstitielle de l'eau se réduit considérablement.

La reproduction des salmonidés qui ne peut s'effectuer que dans des bancs de graviers irrigués en profondeur devient vite impossible, car si malgré tout des pontes se produisent, les œufs sont rapidement asphyxiés et n'éclosent pas.

L'eau perd l'essentiel de sa turbulence et, par suite, son pouvoir épurateur par défaut d'aération dynamique, pouvoir déjà diminué par l'effet thermique évoqué : les concentrations en polluants augmentent en conséquence.

La rugosité des fonds disparaît et, avec elle, la productivité du cours d'eau qui en dépend directement.

Les poissons perdent les abris et postes de chasse qui leur sont indispensables.

Si le débit subsistant dans le lit naturel connaît des variations brutales, il se produit des chocs thermiques très nuisibles aux poissons. Ces variations brutales de débit qui peuvent aussi être dangereuses pour les humains, se produisent lors des fonctionnements «à l'éclusée» de certaines micro-centrales, lors des lâchés d'eau pour répondre aux besoins des irriguants ou pour favoriser la pratique des sports d'eau vive. En outre, les phénomènes de marnage qui en résultent se traduisent par des exondations (3) du substrat détruisant brutalement la faune benthique (4) à la base de la pyramide alimentaire et anéantissant l'éventuelle reproduction des salmonidés (ce qui s'est produit pour les

saumons de l'Allier et les ombres du Doubs).

L'insuffisance de débit trop souvent constatée peut totalement interdire le transit des poissons effectuant leurs migrations de reproduction. C'est notamment le cas pour

les saumons qui étant des poissons de grande taille, ne peuvent se déplacer que dans des veines d'eau en rapport avec leurs dimensions. Si malgré tout le transit est possible, c'est au prix d'un stress et d'efforts démesurés qui épuisent les poissons et diminuent leurs performances de reproducteurs quand ils ne les annihilent pas : en effet, les saumons adultes ne s'alimentant pas en rivière, les efforts fournis le sont aux dépens de leurs réserves énergétiques et au détriment de la maturation de leurs gonades (5).

Au niveau du barrage

Lorsque les poissons montent, au pire, lorsque le barrage est dépourvu de dispositifs de franchissement, les poissons migrateurs s'épuisent en vains efforts à vouloir à tout prix le franchir ; s'ils y parviennent, c'est souvent après s'être blessés en retombant sur des enrochements.

Au mieux, lorsque la passe existe, celle-ci est parfois mal placée, ou encore ne dispose pas d'une attractivité suffisante (débit trop faible, eau émulsionnée gênant la nage des

poissons) parfois aussi, il n'existe pas de fosse d'appel au pied de celle-ci, ou bien elle est encombrée de débris qui en interdisent l'utilisation.

De toute façon, chaque franchissement d'ouvrage, même correctement équipé, induit du retard. La multiplication des obstacles sur un même cours d'eau allonge la durée de la migration et les poissons arrivent trop tardivement sur les frayères pour se reproduire ou bien sont contraints à la faire sur des gravières déjà occupées ; il se produit alors un surcreusement de celles-ci et une libération au fil du courant des pontes déjà déposées, ainsi irrémédiablement perdues.

La perturbation de la population des invertébrés vivant au fond des cours d'eau affaiblie l'ensemble de la chaîne alimentaire aboutissant aux poissons.

Comme le dit Dominique Baris du CSP (6) de Montpellier : «A la montée, les adultes de saumons peuvent attendre quinze jours à un mois devant un barrage selon la température de l'eau

ou l'attractivité de la passe à poissons. Ils peuvent avec cinq barrages avoir jusqu'à trois mois de retard dans leur programme de route et arriver trop tard pour les frayères situées en amont». Comment s'étonner après cela que l'on n'arrive pas à permettre la remontée normale des saumons sur le gave de Pau avec ses 34 barrages pour micro-centrales ! A propos du gave, Bernard Charbonneau écrivait en 1950 : «Les poissons que l'on pêche dans le plus beau gave sont les meilleurs à manger, tandis que les bêtes livides de ce bouillon que dégueule aujourd'hui la ville sont à vomir».

Dans le sens de la descente, les jeunes alevins et smolts (jeunes saumons) descendant vers les zones de croissance fluviale ou maritime, dont la dérive est passive, sont souvent aspirés vers les turbines. Quand ils ne sont pas hachés par celles-ci. Les variations de pressions brutales existant dans la veine d'eau turbinée sont souvent responsables de phénomènes de détente gazeuse dans le sang, à l'origine d'accidents comparables à ceux que connaissent parfois les plongeurs. Lorsque le barrage alimente une salmoniculture, les alevins périssent souvent plaqués sur les grilles d'isolement amont par la force du courant, ou si celles-ci n'existent pas, constituent un désert apprécié des poissons d'élevage.

A côté de l'impact direct sur les poissons, on enregistre une perturbation importante de la dérive benthique d'invertébrés. Or ce phénomène est vital : il est en effet à l'origine de l'ensemencement des secteurs aval des cours d'eau en organismes se situant à la base de la chaîne alimentaire aboutissant aux poissons.

(3) exondations : mises en dehors de l'eau.

(4) benthique : se dit d'un organisme aquatique qui vit à proximité du fond d'une rivière, d'un plan d'eau ou de la mer.

(5) Gonades : organes reproducteurs.

(6) Conseil supérieur de la pêche.

Il convient aussi de noter l'interruption de l'alimentation en graviers des secteurs en aval indispensables au maintien d'habitats favorables aux salmonidés et à leurs proies et à la constitution de secteurs de frayères.

Ce que souligne encore Dominique Baril : «Au printemps, les jeunes saumons descendent la rivière et suivent le courant pour regagner la mer. Les barrages hydroélectriques sont équipés de grilles qui laissent pénétrer une partie des salmondeaux dans les turbines occasionnant des mortalités très élevées».

Dans la retenue d'eau

Les retenues d'eau sont des sources de gaspillage d'eau par évaporation : sous nos climats, celle-ci est en moyenne de 3,5 m³/hectare. On conçoit que lorsque les retenues se succèdent sur un même cours d'eau, le débit de celui-ci et la vie qu'il héberge puissent être cruellement affectés.

La retenue piège engrais et nutriments qui enrichissent le milieu. Les végétaux aquatiques, algues notamment, se développent considérablement. Le déficit en oxygène dissous qui en résulte la nuit (interruption de la fonction chlorophyllienne) peut être très important. La combinaison de l'élévation de température et de l'eutrophisation peut rendre le milieu très pauvre en oxygène. Au mieux, les salmonidés (qui exigent en oxygène un minimum de 7 mg/l à saturation à 100 %) sont remplacés par des cyprinidés (poissons blancs), au pire (milieu devenu anoxique), toute la vie piscicole disparaît.

Sont également piégés sédiments et polluants provenant du bassin amont ou de la décomposition des masses végétales de la retenue. Leur accumulation artificielle constitue une véritable bombe à retardement pour les secteurs aval des cours d'eau, par exemple lors des vidanges décennales obligatoires. Un processus d'envasement s'installe qui conduit inexorablement à la mort biologique du cours d'eau.

Pour conclure, je donnerais l'avis d'écologistes comme ceux de France Nature Environnement : «le label vise en fait à camoufler, sous des dehors d'amélioration de l'environnement, une augmentation tarifaire reportée sur le prix du kilowattheure payé par le consommateur individuel. Quand on connaît les effets destructeurs et malheureusement difficiles à réduire de ces installations, on ne comprend qu'un tel label a beaucoup de chances de se révéler peu productif : on ne turbine pas innocemment» ou encore «L'étude d'impact et l'enquête publique devraient être réalisées pour faire participer le citoyen au débat, faire émerger les questions cachées, examiner la qualité des réponses, en un

mot, être en phase de validation ou de rejet du projet. Bien entendu une telle procédure serait vivante et n'aurait rien à voir avec les enquêtes publiques actuelles, presqu'inutiles et stagnantes comme l'eau des retenues. Avec la mise en œuvre de ces idées, ce serait la démocratie vivante : la fin des barrages».

Il faut se méfier des termes de micro-centrale. Ce qui est micro, c'est le site à aménager, pas les dégâts.

De Jacques Pulou, de la FRAPNA (7), l'association dans laquelle militent également Jean-Marie Dyon : «Dans un certain nombre de cours d'eau comme ceux de montagne, le palmarès de l'irréversibilité revient incontestablement à l'hydroélectricité. Lorsqu'une rivière est harnachée par la fée électrique, c'est un coup de gomme pour la vie qui habitait cette rivière. Il faut se méfier des termes de micro-centrale. Ce qui est micro, c'est le site à aménager, pas les dégâts».

Comme eux, je suis pour une Eau vivante donc opposé à toute construction de barrages pour des microcentrales ou pour d'autres usages.

Le rapport au premier ministre du député vert Yves Cochet proposait la construction de 500 nouvelles microcentrales hydro-électriques. C'est ce rapport qui hélas a relancé la construction des microcentrales en France. Les lecteurs de Silence savent bien qu'il existe en France d'autres énergies renouvelables pratiquement inexploitées comme l'énergie éolienne et la géothermie qui permettraient de sortir du nucléaire proprement.

Albert Danjau ■

Délégué régional Pyrénées de l'association nationale pour la protection des eaux et rivières (dite TOS, pour Truite, ombre, saumon).

Bibliographie

■ N°173 de la revue TOS, numéro spécial Barrages, TOS, 67, rue de Seine, 94140 Alfortville, tél : 01 43 75 84 84.

■ N° 2 de la Lettre de l'eau de France-Nature-Environnement, 57, rue Cuvier 75005 Paris, tél : 01 43 36 16 12.

■ Edition spéciale «micro-centrales» de l'Union nationale de la pêche en France et la protection du milieu aquatique, 17, rue Bergère 75009 Paris, tél : 01 48 24 96 00.

■ Tristes campagnes, Bernard Charbonneau, éd. Denoël, réed. 1973.

(7) Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature.



Eoliennes californiennes.



DR

La Californie sort de la crise

Il fallait voir EDF et l'Areva nous montrer ce qu'il en coûte de renoncer au nucléaire : la Californie avait connu de grandes pannes d'électricité en décembre 2000 du fait du manque de puissance des installations locales. Et de nous annoncer qu'on allait construire de nouveaux réacteurs. A l'époque (voir Silence n°271), nous annoncions que le gouvernement californien avait vite tranché : il est beaucoup plus rapide (et moins dangereux) de construire des éoliennes que de faire un réacteur nucléaire. Deux ans plus tard, la crise a été résolue par la mise en route de centrales éoliennes offshore au large de la Californie et de l'Oregon, mais également de centrales éoliennes et solaires dans les déserts voisins du Nevada. Le gouverneur de Californie estime que ces deux modes de production électrique fourniront 20 % de l'électricité de l'Etat d'ici 2017.

Biocarburants (suite)

Nous avons présenté dans le numéro d'avril le calcul de la surface agricole nécessaire pour faire rouler une voiture avec le meilleur biocarburant, de l'huile de tournesol : environ 5 hectares. Une étude de *Pour la science* indique la surface de terres arables par personne. En Europe, c'est 0,3 hectare (aux Etats-Unis, 0,7 hectare). En supposant que la nourriture soit entièrement importée des pays du Sud (nous en prenons le chemin !), et sachant qu'il y a une voiture en France pour deux habitants, chaque voiture ne pourrait rouler que 2000 km par an au lieu de 15 000 actuellement. Si en plus, on veut cesser de piller le Sud, c'est alors... rien du tout car actuellement nous ne disposons de jachères en Europe que parce que nous importons de l'extérieur une partie de notre nourriture.

Solaire

■ **Suède : investissement dans le solaire.** Selon un rapport français du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, la Suède a consacré, de 1985 à 1999, 60 millions d'euros au développement de l'énergie solaire, la France, pendant le même temps, seulement 5 millions. C'est bien connu : plus on va vers le nord, plus il y a de soleil !

■ **Allemagne : nouvelles aides.** Le gouvernement fédéral allemand a décidé d'augmenter de 30 % ses subventions pour les installations de photovoltaïques, passant de 92 à 125 euros par m². Les professionnels du secteur estiment qu'ils installeront 80 000 nouveaux toits solaires en 2003. (*Environnement-magazine*, mars 2003)

■ **Tuiles françaises.** Les premières tuiles solaires françaises sont maintenant disponibles. Le fabricant *Imérys* vient de lancer *SunSAT*, une tuile photovoltaïque de 0,5 m², d'une puissance de 50 Wc et remplaçant 5 tuiles classiques. *Imérys toiture*, BP22, 69579 Limonest, tél : 0810 14 82 23.

Eolien

■ **Prospective.** Les centres financiers ont le regard fixé sur les éoliennes. Selon des analystes, il faut s'attendre à atteindre les 100 000 MW dès 2007 soit 16 milliards d'euros d'investissements (par comparaison, le nucléaire représente aujourd'hui environ 350 000 MW).

■ **Navarre : 42 % d'électricité éolienne.** En quelques années, la région espagnole de Navarre (capitale : Pamplune) est devenue leader en matière d'éoliennes. Sur cette seule région, 840 MW sont installés (4000 MW dans toute l'Espagne) et cela fournit déjà 42 % de l'électricité de la région et 1 % des emplois. Le plus grand parc fait 199 machines pour une puissance de 124 MW. Il y a déjà 48 parcs en service. Il a été fait le choix, pour respecter le paysage, d'installer des éoliennes de taille moyenne (souvent 600 kW).

■ **Cotentin : gros projet.** Total vient de lancer son projet de parc éolien offshore en Cotentin : 24 machines de 3 MW chacune à 6 km des côtes, occupant au total 6,8 km². La puissance totale, 72 MW, représente la moitié de ce qui est installé actuellement en France.

Vive la vie en communauté

Plus la famille se désintègre, plus cela nécessite d'espaces de vie différents, donc d'appareils électroménagers, de chauffage, de déplacements, etc. Avec la multiplication des divorces et la tendance lourde dans les villes à vivre seul, on assiste à une hausse considérable des dépenses d'énergie. L'un des modèles économes est la famille multigénérationnelle où grands-parents, parents et enfants habitent le même domicile. Un autre modèle économe est le co-housing à l'américaine, lotissements avec une maison commune qui centralise les différents services (machines à laver, congélateurs, matériel de bricolage, salle de réunion...).

HAUT-RHIN

Journées des énergies renouvelables

L'association *Thur Ecologie et transports* organise les 17 et 18 mai à Saint-Amarin (30 km de Mulhouse), les 2es journées des énergies renouvelables. L'occasion de présenter le récent accord entre la région Alsace et l'Europe dans ce domaine qui vise à en faire une région pilote. Conférences, démonstrations, animations diverses. *Thur Ecologie et transports*, 19, rue du Puits, 68550 Saint-Amarin, tél : 03 89 82 14 75.

LYON

Le vrai débat

Pour contrer le pseudo-débat gouvernemental (combien de centrales nucléaires ?), de nombreuses associations (Greenpeace, Amis de la Terre, Sortir du nucléaire, WWF, Frapna, France Nature environnement, Réseau action climat...) se sont regroupées pour poser les bonnes questions. A Lyon, une journée de débat est organisée le samedi 17 mai à la salle Molière (18, quai de Bondy, Lyon 5e), avec des intervenants comme Claude-Alain Macherel (*Service et énergie, le cas de la municipalité de Genève*), Josep Puig (*Du solaire dans les nouveaux bâtiments, le cas de Barcelone*), Michèle Rivasi (*ancienne présidente de la CRII-Rad, ancienne députée*), etc. *Greenpeace-Lyon*, 9 rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 4, tél : 04 72 00 86 19 (Olivier Montmagnon).

Cuiseurs solaires



Micro-entreprise à Hararé (Zimbabwe)

DR

A partir des cuiseurs solaires mis au point par Roger Bernard (voir les livres et plaquettes diffusées par Silence), une association de solidarité internationale de Californie a mis au point un modèle simplifié avec seulement une feuille de carton et une feuille d'aluminium. Ce type de cuiseur a été utilisé massivement dans un premier temps dans des camps de réfugiés gérés par l'ONU.

L'idée a ensuite fait son chemin. Plus de 3000 familles au Kenya ont ainsi reçu des cuiseurs en 2001. Au Zimbabwe, l'Institut de développement technologique de Hararé (capitale du pays) a diffusé les informations pour permettre aux gens de construire eux-mêmes leurs cuiseurs solaires et deux femmes ont même créé une micro-entreprise pour les diffuser depuis décembre 2001. En janvier 2002, de l'argent collecté aux USA a permis le lancement d'un programme de cuiseurs solaires au Ghana. Un club d'utilisateurs de cuiseurs solaires a vu le jour en 1996 en Gambie à l'initiative d'une vingtaine de femmes.

Au Chili, l'université de Santiago du Chili a également développé un cuiseur solaire simplifié et depuis 1996, plus de 300 personnes du village de Villaseca, au nord du pays, les utilisent. 26 familles se sont mises en association pour gérer un restaurant solaire.



Centrales en construction

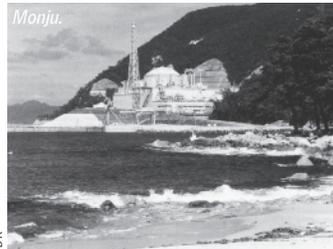
Il existe encore 93 réacteurs théoriquement commandés. Dans les faits seuls huit sont actuellement en construction : deux en Russie (au ralenti), deux en Chine, deux en Corée du sud, un au Japon, un en République Tchèque. Le maximum des commandes a été enregistré en 1973 ! Depuis 1998, les puissances installées en éolien dépassent celles des nouveaux réacteurs nucléaires.

Japon

■ **Neuf réacteurs arrêtés.** Après les scandales qui ont montré que les directions des centrales nucléaires avaient truqué les inspections de sûreté, le gouvernement a obligé les exploitants à réparer dans les plus brefs délais. Neuf réacteurs sur dix-sept de la firme TEPCO ont été arrêtés en urgence fin décembre et les autres doivent l'être dans l'année. Il n'est pas sûr que les neuf premiers réacteurs arrêtés puissent redémarrer avant des années. Ceci provoque une grave crise énergétique. Il a fallu remettre en route des centrales thermiques au fuel. Le gouvernement s'est lancé dans une vaste campagne pour les économies d'énergie et multiplie les consultations pour savoir comment produire de l'électricité autrement. Il existe de multiples installations photovoltaïques dans le pays, mais cela ne représente qu'une production encore marginale. Une des sources importantes de dépenses en électricité est la climatisation en centre ville. Un projet est à l'étude de faire circuler les eaux usées dans les immeubles, ces eaux étant plus froides que l'air en été, plus chaude que l'air en hiver. Six immeubles, dont le siège de Toyota fonctionnent déjà ainsi. Le Japon n'a

par contre que peu développé l'éolien pour le moment : les projets se multiplient actuellement et trois nouvelles centrales éoliennes sont en construction au large de Tokyo. D'autres essais sont en cours : méthanisation des déchets, récupération des déchets de bois, etc.

■ **Surgénérateur maintenu à l'arrêt.** Le surgénérateur Monju, trois fois moins puissant que Superphénix, avait connu un incendie de sodium en 1996, après cinq ans de fonctionnement ponctué de pannes. Depuis les autorités essaient de trouver un moyen de le redémarrer. Le tribunal de grande instance de Nagoya a tranché par un jugement le 26 janvier dernier : pour redémarrer, le réacteur devrait reprendre à zéro toutes les procédures administratives. Les scientifiques estiment que cela signifie la fin de la surgénération. Le gouvernement a décidé de faire appel au jugement.



■ **Plutonium disparu.** Une expertise menée après l'accident de l'usine de traitement de combustible de Tokaimura, a montré un écart de 206 kg de plutonium entre ce qui a été traité depuis 1977 et les stocks recensés sur le site. Cela représente de quoi fabriquer une vingtaine de bombes atomiques. La direction de l'usine n'a pas d'explication : soit des erreurs de calcul, soit une érosion par les eaux de pluie, soit une perte par contamination d'autres éléments... Des explications peu convaincantes. Et un petit programme militaire clandestin ? Vite des inspecteurs de l'ONU !

Euratom : jeûne à durée indéterminée

Trois Autrichiens ont décidé de commencer le 4 avril un jeûne à durée indéterminée devant le siège de l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique, agence de l'ONU, à Vienne.

Il s'agit d'Alois Lengauer, 36 ans, marié, deux enfants, technicien, ex-capitaine de bateau à la société de Trafic fluvial du Danube. Domicilié à Perg, dans la région la plus proche de la République tchèque, donc de la centrale de Temelin.

Il est accompagné d'Irene Winkler, mère de deux enfants, couturière, habitant Freistadt, chef-lieu de canton dans la même région et de Thomas Neff, 46 ans, marié, deux enfants, masseur-thérapeute, militant écologiste et pacifiste depuis 25 ans, ayant participé entre autre à un certain nombre d'actions « dures » de Greenpeace-Autriche, avant de rejoindre la PLAGÉ, association anti-nucléaire régionale de Salzbourg.

Ce jeûne intervient alors que l'Allemagne essaie de bloquer le vote du budget d'Euratom. Euratom est un traité qui théoriquement vise à garantir la sûreté des centrales européennes et que les pronucléaires utilisent en fait pour faire la promotion du nucléaire en Europe de l'Est (voir Silence n°295 p29). Des associations écologiques de toute l'Europe demandent que ce traité se transforme en outil pour la sortie du nucléaire, puisque c'est la politique de la très grande majorité des Etats membres. Au niveau autrichien, les jeûneurs demandent le respect des accords passés entre l'Autriche et la République Tchèque qui prévoyaient la fermeture de la centrale tchèque de Temelin, à quelques kilomètres de la frontière commune (accord de Melk et de Bruxelles).

Ce jeûne démarre à cette date car commencent à Athènes, le 16 avril, les négociations pour l'adhésion des pays de l'Europe de l'Est au traité Euratom.

La guerre en Irak a fait question, mais les jeûneurs estiment qu'il est juste important d'allumer un contre-feu dans les médias sinon il risque d'y avoir beaucoup d'accords internationaux qui passeront en douce pendant que les feux de l'actualité ne parleront que du conflit.

Concrètement, que faire pour les aider. Diane D'Arrigo qui milite depuis des années au Nuclear Information and Resources Service / aux Etats-Unis organise un jeûne tournant pour interpellier l'ONU à New-York. Il est possible d'organiser des jeûnes tournant de soutien en France (au moment de notre clôture, le Réseau Sortir du nucléaire n'a pas encore pris position). Les Autrichiens sont prêts à accueillir toute personne qui voudrait jeûner avec eux, sur une période courte ou longue.

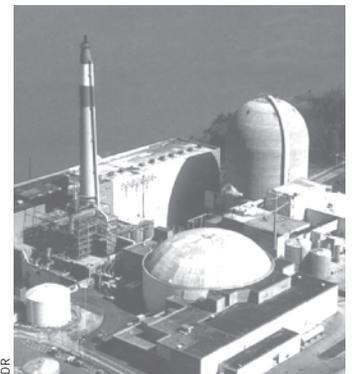
■ **PLAGE, Heinz Stockinger, Nonntater Haupstrasse, 86, A 5020 Salzburg, Autriche, tél : 00 43 662 64 35 67, plage@salzburg.co.at.**

■ **André Larivière, Réseau sortir du nucléaire, Neyrolles, 43440 Champagnac-le-Vieux, tél : 04 71 76 38 76.**

ETATS-UNIS Centrale à fermer

Le 11 septembre 2001, les avions qui ont percuté les tours de New York, ont survolé quelques minutes avant la centrale d'Indian Point. D'un seul coup, les New-Yorkais se sont rendu compte qu'ils vivaient à côté d'une bombe ! A 40 km de la ville, elle lui fournit un tiers de son électricité. Plus de 20 millions de personnes habitent dans un rayon de 80 km. Indian Point 2 détient le record du plus grand nombre d'incident de tous les réacteurs du continent. Le gouverneur de l'Etat de New York a rendu publique une étude le 10 janvier dernier annonçant qu'il serait impossible d'évacuer la population en cas d'accident majeur ou d'attentat. La même étude conclut qu'un attentat pourrait contaminer une zone jusqu'à des centaines de kilomètres de l'impact initial. Et il

ne faut pas compter sur les autorités pour avertir en cas de problèmes. Le 15 février 2000, un réacteur a laissé s'écouler 75 000 litres d'eau radioactive dans l'Hudson, à 7 km en amont des sources d'alimentation de la ville de New York. L'incident a été caché pendant six mois. Le gouverneur de l'Etat de New York n'ayant pas la compétence de faire fermer le réacteur, il a émis l'hypothèse de son rachat pour pouvoir la fermer ! (Le Monde, 31 janvier 2003)



L'Europe tourne le dos au nucléaire

Portugal	refus du nucléaire dans les années 70
Irlande	refus du nucléaire dans les années 70
Luxembourg	refus du nucléaire dans les années 70
Norvège	refus du nucléaire dans les années 70
Danemark	refus du nucléaire dans les années 70
Grèce	refus du nucléaire dans les années 70
Autriche	référendum de sortie du nucléaire en 1978
Suède	référendum de sortie du nucléaire en 1980
Italie	référendum de sortie du nucléaire en 1988
Pays-Bas	décision de sortie du nucléaire en 1994
Allemagne	décision de sortie du nucléaire en 2001
Espagne	décision de sortie du nucléaire en 2002
Belgique	décision de sortie du nucléaire en 2003
Grande-Bretagne	décision de sortie du nucléaire en 2003
Suisse	référendum le 18 mai 2003
Finlande	?
France	?



Dix milles paires de chaussures devant Superphénix, en 1996, pour une éviter une nouvelle manifestation traine-savates !



DR

SUPERPHÉNIX

Pas de relance du réacteur

Dans un article paru le 13 novembre dernier, Charlie-Hebdo émettait l'hypothèse que si le démantèlement de Superphénix est aussi lent, c'est parce que EDF espérerait que le droite annonce une relance du réacteur. Il semble qu'il n'en soit rien. En voici quelques raisons. Tout d'abord, il n'existe plus de cadre juridique pour faire fonctionner Superphénix : la Nersa, société européenne propriétaire des lieux a été dissoute et EDF n'a comme seule mission légale que le démantèlement. Toujours dans le cadre juridique, tout réacteur arrêté depuis plus de deux ans perd automatiquement ses autorisations de fonctionnement et il faudrait plusieurs années d'enquête publique pour relancer la machine... ce qui se heurte au cadre politique. Au moment de l'arrêt du réacteur, en 1997, un sondage indiquait que plus des trois quarts de la population de Rhône-Alpes étaient pour l'arrêt de Superphénix, ce qui dépasse largement le cadre gauche-droite. Remettre Superphénix sur le tapis serait un très mauvais calcul pour le gouvernement actuel, y compris en son sein. EDF non plus ne veut pas de redémarrage de Superphénix, estimant que son mauvais fonctionnement a contribué à la perte de confiance dans sa maîtrise du nucléaire. C'était essentiellement le CEA, Commissariat à l'énergie atomique, sous contrôle des militaires, qui voulait poursuivre l'aventure, car cela permet à l'armée de faire payer par les budgets civils le stockage de plutonium d'intérêt militaire. En fait, si le démantèlement est si lent, c'est principalement parce que rien n'avait été prévu à l'avance et que les ingénieurs et techniciens présents sur le site avancent à petits pas. Dernier argument pour l'arrêt définitif, cette fois sur le plan technique, les parties les plus anciennes du réacteur ont maintenant plus de vingt ans, ne sont plus entretenues depuis cinq ans et ne peuvent plus pour certaines être remises en marche. La direction de la centrale a annoncé le 18 mars 2003 la fin du déchargement du combustible. A cette date a commencé le démontage de la salle des machines.

longue date par les écologistes : la décentralisation et la diversification des sources d'énergie créent plus d'emplois que les grosses centrales. Alors que les politiques français avaient annoncé «le naufrage économique» que provoquerait la sortie du nucléaire (rapport au Sénat de Claude Birraux et Jean-Yves Le Déaut, 2000), force leur est de reconnaître qu'il n'en est rien. Fin 2002, l'Allemagne dépassait les 10 000 MW éoliens et vise à ce que cette forme d'énergie fournisse le quart de son électricité d'ici 2030. (WISE-Paris)

SUISSE

Rapport accablant

Le rapport Katanos a été réalisé à la demande du gouvernement suisse en 1995, mais n'a été rendu public que récemment. Ce rapport étudie ce que pourrait être l'accident majeur dans un réacteur nucléaire suisse. Il estime que dans le pire des cas, la moitié du pays deviendrait une zone interdite, qu'il faudrait évacuer en urgence 900 000 personnes dont 100 000

irradiées. Contrairement au discours des pro-nucléaires qui mettent l'accident de Tchernobyl sur sa gestion «communiste», le rapport estime que l'accident peut arriver dans n'importe lequel des cinq réacteurs suisses et que le risque s'accroît avec le vieillissement des installations. Les antinucléaires rappellent que l'enceinte du cœur du réacteur de Mühleberg présente plusieurs fissures d'une longueur pouvant atteindre un mètre et demi et qu'aucun moyen n'existe d'assez précis pour mesurer leur profondeur et connaître la marge de sécurité encore disponible.

SUISSE

Médecins pour la sortie du nucléaire

350 médecins ont pris position en faveur de la sortie du nucléaire en Suisse, le 16 janvier dernier. Ils affirment dans un manifeste que «si le nucléaire était un médicament, il faudrait le retirer immédiatement du marché».

CAMARGUE

Plages radioactives ?

En avril 2000, la CRII-Rad, laboratoire indépendant de mesure de la radioactivité, publie une étude sur la présence de radioactivité dans les sédiments du Rhône en Camargue : les taux relevés sur les plages sont de 3 à 30 fois supérieures à ce qui est autorisé. Deux ans après, un rapport vient d'être publié par la commission locale d'information de Marcoule. Cette étude financée par la Cogéma de Marcoule, le CEA, la Cli et la commune de Grau-du-Roi arrive sensiblement aux mêmes résultats : pollution des plages par la radioactivité mais aussi par les métaux lourds. Mais alors que la nouvelle étude dit qu'il n'y a pas vraiment de danger, la CRII-Rad rappelle qu'il y a un risque, en particulier pour les enfants qui viendraient régulièrement sur ces plages. CRII-Rad, 471, avenue Victor-Hugo, 26000 Valence, tél : 04 75 41 82 50.



DR

ALLEMAGNE

La sortie du nucléaire bien engagée

Alors que de 1990 à 2000, la consommation d'énergie primaire a augmenté en France de 15,6 % (et de 19 % en Belgique), elle a diminué de 4,9 % en Allemagne et ceci malgré la modernisation des régions de l'Est. Ceci a entraîné la baisse des émissions des gaz à effet de serre de 19 % sur cette période. L'Allemagne semble donc bien partie pour dépasser son objectif de 21 % de baisse avant 2012.

Ceci est dû à la politique ambitieuse mise en place par le ministre vert Jürgen Trittin, très critiqué à ses débuts. La réélection de la coalition SPD-Verts pour cinq ans en 2002 devrait permettre de continuer sur cette voie.

Les chiffres fournis par les offices de statistiques allemands montrent une accélération de la tendance. Ainsi, pour les trois premiers trimestres 2002 (derniers chiffres connus), la baisse de la consommation atteint 2,8 %, ce qui signifie des baisses de 3,9 % pour le pétrole, 4,3 % pour le charbon, 5,9 % pour le nucléaire. Si la lignite a augmenté de 2 %, c'est surtout l'éolien et l'hydraulique qui confirment leur percée avec une hausse de 14,3 %.

Les agences gouvernementales ont chiffré que l'on compte déjà 130 000 emplois dans le domaine des énergies renouvelables à la fin 2002 : 40 000 dans l'éolien, 50 000 dans la biomasse, 18 000 dans le solaire. D'ici 2005, elles prévoient 72 000 nouveaux emplois puis 250 000 d'ici 2010.

Ceci confirme les calculs menés de

ALLEMAGNE

Contre Euratom

Sur proposition des Verts, le gouvernement allemand a annoncé le 12 mars son intention de mettre son veto lors du vote du budget d'Euratom qui aurait dû passer de 4 à 6 milliards d'euros. Le gouvernement allemand estime qu'Euratom ne remplit sa fonction en consacrant l'essentiel de son budget à faire la promotion du nucléaire dans les pays de l'Europe de l'Est. Le gouvernement allemand demande à ce que le budget serve au contraire à démanteler les réacteurs les plus dangereux.

BIRMANIE

Chasse à l'homme

Plusieurs Birmans, réfugiés en Thaïlande, ont porté plainte contre TotalFinaElf pour «travail forcé» et différentes violations des droits de l'homme lors de l'installation de la firme en Birmanie. Les avocats de ces courageux, ont constaté que depuis le dépôt de la plainte, les réfugiés se voient pourchassés par les forces de l'ordre thaïlandaises qui essaient de les renvoyer en Birmanie. En l'absence de plaignants, un procès ne peut pas avoir lieu. Total est également très présent en Thaïlande. (*Billets d'Afrique, février 2003*)

AUSTRALIE

Territoires reconnus



Depuis les années 1950, les Aborigènes ont été parqués dans des réserves. Depuis 1980, les Martu ont commencé à revendiquer leurs droits sur leurs territoires ancestraux. Des campagnes internationales de soutien ont été menées pendant des années. Fin 2002, des accords ont été passés avec le gouvernement australien leur accordant la possession de 136 000 km². C'était la plus importante revendication de terrains. Il reste beaucoup d'autres conflits en cours. *Survival, 45, rue du Faubourg-du-Temple, 75010 Paris, tél : 01 42 41 47 62.*

INDE

Soins ou trafic d'animaux

Depuis une cinquantaine d'années, Baba Amte a fondé une série de centres d'aides aux plus défavorisés dans l'Etat du Maharashtra : léproserie, centre d'accueil pour handicapés, soins primaires pour les villageois, etc. En remerciements, des villageois ont pris l'habitude de lui offrir des animaux trouvés blessés et orphelins et il les a soignés. Son travail a été reconnu au niveau international par de grandes associations et il figure

même sur un timbre émis par la principauté de Monaco en 1995. Bien que vivant très sobrement, il semble qu'il provoque des jalousies. Les autorités locales l'accusent ainsi de s'être procuré des animaux sauvages sans les acheter par une filière légale. Il est possible de soutenir son action : *Prakash et Manda Amte, Hemalkasa, lok Biradari Prakalp, Post Bhamragad, distr. Gadchiroli, Maharashtra 142703 India.*

SAHARA

Jardins scolaires

L'association ADDES à Agadez, au Niger, met en place des jardins scolaires afin d'apporter des solutions aux problèmes de désertification et d'éducation. Un jardin a été créé cet hiver au nord Niger, dans les Monts Bazzanes, un autre est prévu au Olali, sur une île du fleuve Niger. Afin de faire connaître cette expérience et inciter à l'aider, un ouvrage illustré a été réalisé. Il est disponible par souscription et sortira en juin. Commande contre 30 € à *Pastorale Touareg, Michel Damblaut, Bordery, 56360 Saizon.*

SUISSE

De l'éthique sur l'étiquette

Dans le cadre de la campagne «Clean Clothes» (vêtements propres, en France : «de l'éthique sur l'étiquette»), pour la première fois, trois marques de vêtements suisses ont accepté de laisser des inspections indépendantes enquêter chez des fournisseurs et à rendre les résultats publics. Les trois marques avaient signé la charte Clean Clothes il y a deux ans et après une première inspection interne avaient demandé les modifications nécessaires à leurs fournisseurs pour respecter la charte. Le premier fabricant, Switcher, a mis en place un code de conduite interne avec une personne en Suisse et trois en Inde pour vérifier son application. L'inspection indépendante, dans une usine sous-traitante de 1200 salariés, a effectivement trouvé de bons résultats : semaine de 76 heures respectées, heures supplémentaires payées double, pas de jeunes de moins de 16 ans, formation pour les 16 à 18 ans, congés respectés, contrat de travail, respect des lois indiennes. Chez le fournisseur indien de Migros, les résultats ont été plus mitigés : heures supplémentaires payées au tarif habituel, contrats de travail incomplets, discrimination salariale pour les femmes. Pour le troisième, Veillon, la sous-traitance s'est révé-

Quinzaine du commerce équitable



- **Seine-et-Marne.** L'association EPICE, Ensemble pour promouvoir et instaurer un commerce équitable, propose de nombreuses animations : stand sur le marché, place de la Halle à Nangis, le 3 mai ; rencontre-débat au lycée de Pontault-Combault, le 10 mai, stand au marché de Saint-Fargeau-Ponthierry, le 11 mai ; tournée d'un bus pédagogique dans les écoles primaires de Pontault-Combault, le 13 mai ; projection-débat autour d'un film sur le commerce équitable au centre socio-culturel de Saint-Fargeau-Ponthierry, le 14 mai à 18 h ; petit-déjeuner citoyen, dans la cour de l'hôtel de ville de Pontault-Combault, le 17 mai... *EPICE 77, mairie, route de Nangis, 77370 Clos-Fontaine, tél : 01 64 08 19 28.*
- **Paris : quai de la gare.** Artisans du Monde organise à l'occasion de la quinzaine du commerce équitable une journée d'information avec de multiples stands et ateliers le dimanche 18 mai, à partir de 12 h, sur le quai de la gare (Paris 13^e). Outre le commerce équitable, seront présents le tourisme équitable, l'économie solidaire, des mouvements citoyens, le développement durable... Un espace scénique sera mis en place pour les prestations des groupes musicaux et des artistes de rue. La restauration est prise en charge par des traiteurs associatifs, promouvant l'insertion sociale. Dans des péniches : tables rondes, ateliers pour enfants, projections vidéos, concerts de musique. *Artisans du Monde, 20, rue Rochechouart, 75009 Paris, tél : 01 48 78 55 54.*
- **Paris : culture et citoyenneté.** Du 05 au 07 mai, à la faculté de médecine, P5, rue des Saints Pères, 75005 Paris. Festival culturel de trois jours, avec concerts, exposition et débats pour la sensibilisation au commerce équitable. *Agep5, 38, rue Louvel-Tessier, 75010 Paris, tél : 06 72 41 16 21.*
- **Strasbourg : 3^e marché du commerce équitable et des finances solidaires.** Les 10 et 11 mai. Tables rondes le samedi sur le commerce équitable, le dimanche sur les finances solidaires avec des intervenants de différents pays. Au pavillon Joséphine, au parc de l'Orangerie, de 10 h à 19 h. *Collectif pour une économie solidaire, Espace Nord-Sud, 17, rue de Boston, 67000 Strasbourg, Thomas Garcia, tél : 03 88 61 15 50.*
- **Grenoble : Equisol.** Les associations de la région Rhône-Alpes actives dans le domaine du commerce équitable organisent les premières assises du commerce équitable du 14 au 17 mai 2003. Des ateliers et des conférences pour le grand public et les professionnels porteront sur la sensibilisation des élus, des écoles, les nouveaux marchés, les nouvelles filières, le tourisme éthique... *Equisol, 15, rue Jacquet, 38000 Grenoble, tél : 04 76 96 60 79.*
- **Eure-et-Loir.** Des expositions-ventes sont organisées du 3 au 18 mai dans onze communes du département (Evreux, Gisors, Verneuil, Pont Audemer, Louviers...) *Artisans du Monde Evreux, 6 rue Condorcet, 27930 Gravigny, tél : 02 32 34 79 15.*
- **Angoulême : fête du printemps.** Le 4 mai, place Mulac, stands, expos et vidéos. *Artisanat du Monde, Le Bourg, 16430 Vindelle, tél : 05 45 21 41 90.*
- **Lille : fête.** Vendredi 16 mai à 19h : Conférence-débat avec Artisans du Monde, Yamana et Maya Coeur. Présentation des activités sur le commerce équitable et diaporama d'un voyage en Inde sur des groupements de producteurs travaillant avec Artisans du Monde. Samedi 17 mai : de 14 à 19h, animations de rue : contes de différents pays du Monde (association DireLire) et percussions africaines (association Alipha). Dégustation de produits équitables. *Artisans du Monde-Lille, 7, rue des Fossés, 59000 Lille.*
- **Orne : conférence.** Le 16 mai à la salle polyvalente des Provinces, à Argentan, présence d'artisans du Niger, débat sur le commerce équitable. *Mélodies, La Pierre, 61310 Exmes, tél : 02 33 39 97 12.*

lée mauvaise : les remarques faites avant n'ont pas été prises en compte, hygiène et sécurité sont négligées, contributions sociales non payées, pas de congés, etc. Veillon a indiqué qu'ils allaient changer de fournisseur. *Déclaration de Berne, route de Genève, 52, case postale 212, CH 1000 Lausanne 9, tél : 41 21 620 03 03.*

PARIS

Yanomami, l'esprit de la forêt

Du 14 mai au 12 octobre, la Fondation Cartier pour l'art contemporain présente une exposition sur les Yanomami au Brésil en collaboration avec Survival international. L'exposition s'accompagne d'un livre (éd. Actes sud) et raconte la rencontre entre chamans amazoniens et artistes internationaux (Raymond Depardon pour la France). *Fondation Cartier pour l'art contemporain, 261, boulevard Raspail, 75014 Paris, tél : 01 42 18 56 50.*



PARIS

Soutien à Survival

Un concert de soutien à Survival, association de défense des peuples indigènes, se tiendra au Bataclan, 50, boulevard Voltaire (Paris 11^e), le lundi 28 avril à 19h30 avec à l'affiche Dolly, Eiffel, Bénabar, Dionysos, Sansséverino. *Survival, 45, rue Faubourg-du-Temple, 75010 Paris, tél : 01 42 41 47 62.*



■ **CIRAD : débat ouvert.** Le Cirad est l'organisme public qui a attaqué en justice José Bové et d'autres pour destruction d'OGM de riz à Montpellier. Un de ses administrateurs a reconnu qu'ils avaient tapé dans le mille, avant leur action, il n'y avait jamais eu de réflexions sur les biotechnologies au sein du Cirad et plus encore «tant du côté du conseil d'administration que du conseil scientifique, personne n'était au courant des contrats ou des marchés sur les OGM». Malgré ces aveux, José Bové, René Riesel ris-

quent de se retrouver en prison. (*Canard enchaîné*, 29 janvier 2003)

■ **Académie des sciences discréditée.** ATTAC a rendu public le nom de trois des rédacteurs du rapport extrêmement favorable aux OGM publié par l'académie des sciences au début de l'année. Il s'agit de Roland Douce, ancien de Rhône-Poulenc agrochimie, Bernard Le Buanec, secrétaire général de la fédération internationale des semences et Jean-Noël Plages, directeur de la veille scientifique du groupe Limagrain.

■ **Effets dissuasifs des condamnations.** Biogemma, à la veille du procès en appel des militants de la Drôme à Grenoble, a publié un communiqué indiquant qu'en 2002, aucune de ses 40 parcelles expérimentales n'avait été détruite, preuve que les condamnations par la justice faisaient leur effet. Biogemma regrette qu'il y ait si peu d'essais en champ en France.

■ **Personnalités : opération bidon.** Nous avons relaté dans notre numéro de mars l'opération de trente-deux personnalités qui, le 16 janvier dernier, avaient été arracher du colza transgénique sur une parcelle expérimentale de la Marne. Ceci en soutien à José Bové. Il s'avère que cette action a été bidonnée. Pas de désobéissance à la clef. Tout avait été négocié avec le CETIOM, centre technique interprofessionnel des oléagineux métropolitain, propriétaire de l'expérience de dissémination des pollens. Les organisations comme Attac, Greenpeace et la Confédération paysanne avaient négocié l'action à l'avance : en échange d'un arrachage qui serait symbolique, le CETIOM avait promis de ne pas porter plainte et les gendarmes de laisser faire. (*Courant Alternatif*, février 2003)

■ **"Pas d'OGM dans mon assiette."** Greenpeace a lancé une campagne de



de cartes postales dénonçant l'utilisation de céréales OGM dans l'alimentation animale. Il y a un risque de transmission par la viande à l'humain. Plusieurs

distributeurs ont pris position contre cet usage des OGM. Pas Auchan. Les cartes postales demandent donc à ce distributeur de prendre position. *Greenpeace*, 22, rue des Rassellins, 75020 Paris, tél : 01 44 64 02 02.

■ **Haute-Marne : communes en procès.** Le préfet du département avait déposé un recours devant le tribunal administratif pour faire annuler les délibérations de trois communes (Droyes, Cersières et Orges) ayant pris position contre les OGM sur leurs sols (environ un millier de communes en France en ont fait de même). Le 4 février dernier, le tribunal de Châlons-en-Champagne a rejeté la plainte du préfet. Les maires venus s'expliquer au tribunal ont rappelé qu'ils sont responsables de la santé publique de leurs administrés et que dans l'ignorance des conséquences possibles des OGM, ils ne voulaient pas prendre de risque. Le tribunal a donné raison aux communes car celles-ci n'ont pas dépassé le stade du vœu, n'accordant pas au maire de pouvoir de police pour le faire respecter. Selon le tribunal «que la teneur du vœu ne soit pas conforme à une politique nationale est sans incidence sur l'étendue des pouvoirs reconnus aux conseils municipaux». En gros, les communes peuvent voter contre les OGM mais ne peuvent prendre des mesures concrètes contre l'éventualité d'une plantation sur leur commune. La préfecture a quand même obtenu l'annulation de l'arrêté de la commune de Cersières qui allait plus loin que le simple vœu. (*La Croix*, 28 février 2003)

Obésité et boissons sucrées



Dans le commerce, dans un litre de coca, on trouve l'équivalent de 29 morceaux de sucre. Dans un litre de boisson à base de thé froid «ice tea», 20 morceaux de sucre. Ne cherchez pas plus loin les causes de la montée de l'obésité.

Une fausse source d'informations

Le conseil international d'information alimentaire, IFIC, diffuse gratuitement aux professionnels de la santé, aux scientifiques, aux enseignants et journalistes des informations sur la nutrition et la sécurité alimentaire. Généreuse, non ? Ben non, car en fait cet organisme a été créé par les géants de l'agro-alimentaire pour diffuser leurs messages. Il est financé par Coca-Cola, Procter & Gamble, McDonald's, Pepsico, Philip Morris, etc. (*Canard enchaîné* 15 novembre 2002)

Mammographie dangereuse

Une étude publiée au Danemark en janvier 2000, reprenant de nombreuses études médicales au niveau mondial, conclut que le dépistage des cancers du sein par mammographie aux rayons X n'est pas souhaitable. Le sein semble en effet particulièrement sensible aux radiations au moment de la ménopause et le dépistage pourrait provoquer plus de cancers qu'il n'en détecte ! Une étude menée au Canada, de 1980 à 1985, sur plus de 50 000 femmes réparties en deux groupes, montre que la détection manuelle par une infirmière ou un médecin donne d'aussi bons résultats que la radiographie. La détection manuelle est moins coûteuse, ne nécessite pas de matériel lourd et surtout ne risque pas de provoquer elle-même un cancer (*Votre Santé*, novembre 2002)

Portables : la mairie de Paris se fait avoir !

Le 21 mars, la mairie de Paris a publié la charte négociée avec les opérateurs concernant les émissions électromagnétiques des antennes-relais. Surprises pour les associations associées aux négociations, alors que l'on avait parlé de limiter 1,2 et 2,5 volts par mètre la puissance des émissions, la charte indique que cette limite est prise sur une moyenne de 24 heures... Or la puissance varie selon le nombre d'utilisateurs. Prendre la moyenne sur 24 h, c'est lisser les pics en journée grâce aux périodes basses de la nuit, et cela permet aux opérateurs de ne rien modifier dans les antennes actuelles ! Si la mairie avait pris le temps de consulter les associations, elle se serait aperçue de la mauvaise rédaction de la charte, à moins qu'elle ne veuille pas se heurter à de puissants intérêts. *Agir pour l'Environnement*, 97, rue Pelleport, 75020 Paris, tél : 0140 31 02 99 et *Priartem*, 5, Cour de la Ferme Saint-Lazare 75010 Paris, tél : 01 42 47 81 54.

ALLIER

Usine dangereuse

Selon une étude d'écotoxicologie menée par Henri Pézerat, directeur de recherche honoraire au CNRS, le taux de cancers du rein chez les ouvriers de l'usine Adisseo, à Commentry, est plus de vingt fois supérieur à la moyenne nationale : il y a dix cas diagnostiqués pour 730 ouvriers. L'usine fabrique des additifs pour l'alimentation animale. Selon l'étude, ce serait dans un atelier de fabrication de vitamine A que des molécules provoqueraient le cancer. Et après on les mange... (*Marianne*, 3 mars 2003)

LYON

Génèse de la santé

ALYCCS, Association Lyonnaise pour comprendre et choisir sa santé propose une journée avec Eric Ancelet, docteur vétérinaire, le samedi 10 mai, de 10 h à 19 h, à la maison du peuple, 147, avenue Général-Frère, 69008 Lyon, sur le thème «génèse de la santé, origine et sens de la maladie, chemins de guérison». *ALYCCS*, BP 8207, 69355 Lyon cedex 08, tél : 04 78 27 10 18.



espéranto

■ **Béziers : cours intensifs.** Une formation intensive est organisée du 14 au 21 mai à Béziers. *Christian Herbet, domaine des Sept-Fonts, ancien passage à niveau, 34300 Agde, tél : 04 67 21 86 61.*

■ **Grenoble : week-end montagne.** Du 8 au 11 mai, un week-end (un pont) est organisé par Adélaïde (groupe «Rhône-Alpes» de Espéranto-Jeunes, l'association française des jeunes espérantophones), dans le Vercors. Au programme : randonnées, pratique de l'espéranto, etc. *Adélaïde Charrière, 4, rue Lavoisier, 38100 Grenoble, tél : 04 76 01 02 28.*



DR

Vivre ensemble

■ **Une enfance en communauté.** Pour poursuivre le dossier du numéro de mars sur les enfants élevés collectivement, vous pouvez lire le livre de Claire Moussali-Martinet publié en novembre 2001 chez Khartala. Claire est née dans une communauté de l'Arche alors à ses débuts et y a vécu ses vingt premières années. Dans son livre *Il était une fois l'Arche de Lanza*, elle raconte de l'intérieur, avec de nombreuses anecdotes, la vie quotidienne, les recherches, les joies et les peines de ce groupe. Le livre est disponible chez l'auteure contre 20 € + 3 € de port : *Claire Moussali-Martinet, Le Moulin de Tuscat, 33350 Saint-Rey-de-Castels.*

■ **Belgique : vivre en écovillage.** Du 26 juillet au 2 août, l'association *Chantier coopératif* vous propose de passer une semaine à l'éco-hameau de *Terre d'Enneille*, au sud de la Belgique. Rencontres avec les habitants, renseignements techniques, aide aux travaux collectifs (lagunage, lombriculture, potager, réserve naturelle, visite de la région. Auto-organisation. *Benoît Laduron et Christina de Wilde, Chantier coopératif, Grande-Enneille, 100, B 6940 Durbuy, tél : 00 32 86 32 34 56.*



MB

Terre d'Enneille.

Garrigue : augmentation de capital

Garrigue est une société de capital risque qui n'investit que dans des projets solidaires : produits et magasins bio, énergies renouvelables, commerce équitable, développement de territoires délaissés, etc. Elle prend des parts de capital dans des entreprises en création pour les aider à réunir le capital de départ. Depuis sa création, elle a ainsi investi dans 57 entreprises (400 emplois). La société fonctionne de manière démocratique selon le principe une personne = une voix et non en fonction du capital investi. L'action est à 77 €. *Garrigue, 61, rue Victor-Hugo, 93500 Pantin, tél : 01 48 44 74 03.*

L'Age de faire

Il n'existe pas actuellement de journal grand public écolo. Depuis maintenant un an, un petit groupe s'est réuni pour essayer de mettre en place un projet de revue peu coûteuse (0,5 €), en seize pages, à grand tirage, diffusée par les associations et les individus. Un numéro zéro est sorti en mars pour présenter le projet. On peut l'obtenir auprès d'*Alain Duez, La Treille, 04290 Salignac, tél : 04 92 61 24 97.*

Mémoires de pêcheurs

Jean Breurec, ancien lieutenant de pêche sur de gros bateaux, puis formateur, est actuellement rédacteur du bulletin *Pêche et développement*. La revue envisage de réaliser un livre de ses mémoires pour présenter la vie des marins pêcheurs ici et dans le sud (Sénégal, Madagascar). L'ouvrage devrait faire 150 pages et comprendre une cinquantaine de photos. Il est vendu en souscription contre 17,5 €, frais de port inclus. *Pêche et développement, 1, avenue de la Marne, 56100 Lorient.*

RENNES

Ruraux innovants

Un collectif de paysans, artisans, porteurs de projets ruraux, s'est réuni sous l'égide d'*Aspaari* (Association de soutien aux projets et activités agricoles et ruraux innovants). Il s'agit de promouvoir une ruralité plus cohérente (en termes économiques, humains, sociaux, environnementaux), la liberté d'entreprendre à

Education

■ **Saône-et-Loire : projet d'école.** L'association *Perle*, pour une éducation dans le respect et la liberté, veut créer une école innovante en 2004, entre Lons-le-Saunier et Chalon-sur-Saône. Elle se fixe comme objectif d'ouvrir deux classes (3-6 ans et 6-12 ans) avec au total une vingtaine d'élèves. Elle a créé une SCI pour acheter les locaux nécessaires et cherche des personnes actives pour finaliser le projet. *Perle, Véronique Rousseau-Chavin, 71330 Le Planois, tél : 03 85 74 70 29.*

■ **Aveyron : camps d'été.** L'association *Altern'Educ* propose des camps de jeunes pendant l'été 2003 : «lorsque le djembé vous parle» (9-12 ans, du 4 au 9 août ; 12 à 15 ans : du 28 juillet au 2 août), «domination ou affirmation : poney» (6-9 : 11 au 16 août ; 8-11 : 21 au 26 juillet), «la mission sans retour : jeu de rôle» (10-15 : 21 au 26 juillet), «Jonathan Livingstone : yoga» (6-9 : 14 au 19 juillet ; 8-11 : 28 juillet au 2 août), «Danser la vie» (9-12 : 11 au 16 août), «Le théâtre dans la vie, la vie dans le théâtre» (10-13 : 4 au 9 août), «Créons avec la terre : art et nature» (9-12 : 14 au 19 juillet). Les enfants peuvent être en camp autonome ou les parents venir camper ou louer en gîte à proximité. *Altern'Educ, La Liguissse Basse, 12230 Nant, tél : 05 65 62 29 70.*



DR

petite échelle (éviter les normes qui favorisent uniquement les grosses initiatives). Afin de débattre des initiatives à mettre en place, une réunion ouverte aux personnes concernées se tiendra le 10 mai à 14 h à Rennes, à la maison de quartier de Villejean. *Aspaari, Le Bourg, 35330 Bovel, tél : 02 99 92 09 32.*

LE MANS Pierre Rabhi

Le comité Pierre Rabhi de la Sarthe organise une conférence-débat sur le thème «Education, autonomie et solidarité, quel monde pour demain», le samedi 10 mai à 20h, maison des Saulnières, 239, avenue Rhin-et-Danube, 72000 Le Mans. Tél : 02 43 82 44 74.

Hippo Tam-Tam

Hippo Tam-Tam propose des spectacles de clowns. *L'inventeur est un vantard est conçu pour les 3 - 11 ans.*



Balthazar l'inventeur et Ferdinand son assistant vont sans le savoir découvrir le tri sélectif des déchets ménagers. *Badolo, voyageur très spacial* est un spectacle pour petits et grands. *Badolo*, venu de l'espace constate que la planète est bien sale. Les enfants devront l'aider à faire décoller son astronef d'urgence pour emporter avec lui toute la pollution. *Hippo Tam-Tam, 2, rue de la Rouette, 85570 L'Hermenault, tél : 02 51 00 15 22.*

ALPES-MARITIMES Musique et nature, culture et permaculture

Dans un lieu de vie alternatif avec permaculture vivrière, alimentation non manufacturée, eau de source, toilettes sèches, etc. Venez jardiner et «musiquer» : stage de guitare tous styles tous niveaux (classique, flamenco, bossa nova, blues et picking acoustique, impro et accompagnement), initiation musicale : chant de l'Inde avec tanpura et/ou harmonium, dijeridoo, flûtes, vibra-xylophone, balafon... Pour ceux qui jouent d'un instrument y compris voix et percussions et qui aimeraient jouer avec d'autres.

Végétarisme

■ **Le guide.** *alliance végétarienne* vient de publier un petit guide de 24 pages pour présenter les raisons et motivations d'être végétarien, par où commencer, des questions-réponses, des menus. Il est disponible contre deux timbres au tarif normal. *Alliance végétarienne, 11 bis, rue Gallier, 77390 Chaumes-en-Brie, tél : 01 64 42 38 19.*



■ **Paris : Veggie Pride.** La Veggie Pride se déroulera à Paris le 17 mai prochain. Il s'agit d'une manifestation annuelle à laquelle sont invitées à se joindre toutes les personnes qui sont végétariennes ou végétaliennes par considération pour les animaux. 60 organisations soutiennent cette journée qui se déroule pour la troisième fois.

Le principal objectif de la Veggie Pride est de susciter un débat dans

notre société sur la légitimité du gigantesque massacre pour la viande. Les végétariens et végétaliens refusent de voler à des êtres sensibles le seul bien qu'ils possèdent, leur propre chair, leur propre vie. Tuer pour vivre n'est pas une nécessité. Ni le végétarisme, ni le végétalisme (qui exclut tous les produits de l'exploitation animale, lait et œufs compris) n'ont d'effet négatif sur la santé.

La Veggie Pride dénonce l'isolement fait aux initiatives prises en faveur d'un régime non carné, demande le droit à une information médicale impartiale, le droit à des repas végétariens et végétaliens dans les collectivités, le droit d'élever ses enfants sans leur imposer les produits de l'abattoir, le droit de refuser toute participation à l'exploitation animale par son travail ou ses impôts...

Un slogan : « nous sommes des animaux solidaires des animaux ! »

La Veggie Pride sera suivie le dimanche 18 mai par un salon sur le végétarisme, à la Maison ouverte, 17, rue Hoche (M° Mairie de Montreuil) de 13 h à 19 h.

Contacts : *Joris Barrat (06 62 03 79 48), Laurent Dervaux (04 67 57 31 65), Nathalie Hellot (06 18 17 91 09) Dominic Hofbauer (06 62 02 84 14).*

Renseignements contre lettre timbrée : *David Maurer et Bertrand Ollivier, 1465, route de la Morge, 06910 Cuébris, tél : 04 93 05 95 10.*

LOIRE-ATLANTIQUE

Projet de maison, projet de vie

Le dimanche 4 mai, l'association Héol vous propose une journée de réflexion pour débattre entre personnes ayant des projets de maison. Après une visite des lieux, riches en alternatives, chacun pourra débattre des questions qu'il se pose sur les choix énergétiques, des matériaux, des toilettes sèches et de l'eau, de l'isolation, du chauffage, de l'agencement des pièces... L'occasion d'échanger les savoirs, les découvertes et de gagner en cohérence dans son propre projet. *Héol, maison autonome, route de Louisfert, 44520 Moisdon-la-Rivière, tél : 02 40 07 63 68.*

AIX-EN-PROVENCE

Qualité de vie, choix de vie

L'association *Graines de vie* organise du 16 au 18 mai son 2e forum « Etre au 3e millénaire » sur le thème « qualité de vie, choix de vie » à l'Holliday Inn, 7, route de Galice, 13100 Aix-en-Provence. nombreux intervenants comme Pierre Rabhi, Yves Michel, Paule Salomon, Michel Odent, Guy Corneau... *Graines de Vie, 450, allée de la Vieille-Ferme, 13540 Puyricard, tél : 04 42 92 06 70.*

STRASBOURG

Repas de quartier

Pour le premier mai, après la manif, à partir de 12h30, repas de quartier et musiques, rigolades... rue d'Erstein (au sud de la place de l'Etoile). Chacun vient avec un plat de son choix. Voitures s'abstenir. *Les Libéralesuses, tél : 03 88 45 26 30 ou 03 88 41 03 38.*

Fêtes, foires, salons

(le signe ◊ indique que Silence est présent)

■ **Aisne : 4e marché bio.** 1er mai, à Levergies. 30 exposants, presque uniquement agri bio. *Nature et Patrimoine, 1, rue de Joncourt, 02420 Levergies, tél : 03 23 63 29 12.*

■ **Eure : 8e Orties folies.** 3 et 4 mai à La Haye-de-Routot (40 km de Rouen). Thème : des plantes au secours des hommes. Parcours botanique, cueillette, repas de plantes sauvages, conférences. *Michèle Lesage, tél : 02 32 57 35 74.*

◊ **Finistère : 10e foire biologique et artisanale.** 3 et 4 mai à la salle des Sports de Bannalec (sud). 90 exposants. Thème de l'année : l'alimentation biologique. *Attak la vie, BP 19, 29910 Treguier, tél : 02 98 39 51 82.*

◊ **Puy-de-Dôme : 5e Pollen.** 3 et 4 mai, à Sermentizon. Une centaine d'exposants. Marché bio, éco-habitat, protection de l'environnement, conférences, animations. *Nature et Progrès, Troisvilles, 63120 Sermentizon, tél : 04 73 53 13 47.*

◊ **Nièvre : Couleur café.** ATTAC-Nièvre organise à Clamecy, le 4 mai à partir de 10 h une fête *Couleur café* avec propositions alternatives de consommation non seulement dans l'alimentation, mais également pour l'habillement, les loisirs, l'énergie, etc. *Attac-Nièvre, bourse du travail, boulevard Pierre-de-Coubertin, 58000 Nevers, tél : 03 86 60 12 91.*

■ **Isère : foire aux plants bio.** Jeudi 8 mai à Terre Vivante, à Mens, 30 exposants. *Terre Vivante, domaine de Raud, 38710 Mens, tél : 04 76 34 80 80.*

◊ **Nantes : festival d'écologie.** 9 au 11 mai, à la maison de quartier Doulon, à Nantes. Vendredi 9, 18h15, conférences : transports gratuits, coopérative d'activités, financements solidaires. Samedi 10 : habitat sain, solaire en Bolivie, agri bio, prendre sa santé en main, compostage, présentations de lieux écologiques... Dimanche 11 : chauffage et environnement, autonomie éolienne ou solaire, manger bio, campagnes de Greenpeace, la maison autonome... *Humus 44, tél : 02 40 59 89 93 et REAS, tél : 02 40 59 08 83.*

■ **Indre : 2e Chapitre nature.** 9 au 11 mai, à Le Blanc, parc régional de la Brenne, festival du livre nature et environnement. 40 auteurs, 12 artistes, 14 associations, 15 éditeurs, librairies, marché bio, sorties thématiques, etc. *Fédération des œuvres laïques, BP 77, 36002 Chateauroux cedex, tél : 02 54 61 34 68 (Emmanuelle Dunand)*

■ **Tarn : 3e Cinéfeuille.** 10 au 14 mai à Gaillac, festival international du film « jardins et paysages ». *Institut de l'environnement du Tarn, CPIE, 4, rue Canaviers, résidence Les Cèdres, 81000 Albi, tél : 05 63 47 72 90.*

■ **Côte-d'Or : 9e foire aux plantes rares.** 10 et 11 mai à Bezouotte, 70 exposants dont 90 % d'horticulteurs. *Jardins extraordinaires, mairie, BP1, 21310 Bézuotte, tél : 03 80 36 55 61.*

■ **Haute-Loire : printemps des simples.** 10 et 11 mai à Lavoute-Chilchac. Le syndicat Simples regroupe 80 producteurs en biologie. Première édition d'un rendez-vous annuel pour mieux connaître les simples (plantes médicinales). Conférences et sorties botaniques. *Simples, Les Jardins du Bois-d'Armand, 43230 Montclard, tél : 04 71 50 43 53.*

◊ **Avignon : 7e Naturavignon.** 10 et 11 mai, domaine de la Souvine. Thème de l'année : écoconstruction, habitat sain et économies d'énergies. 20 ateliers adultes, 20 ateliers enfants. 20 conférences dont le samedi : habitat et santé (10h), autoconstruction et éco-villages (13h), la publicité, outil de propagande (15h), gestion durable de l'eau dans la maison (16h), conception bioclimatique de l'habitat (19h). Le dimanche : architecture de chanvre (10h), ossature bois (12h), protection des semences anciennes (14h), la cuisine solaire (16 h), construire en terre crue (17h), etc. En soirée, spectacle de jazz... *AVENIR, BP 87, 84143 Montfavet cedex 3, tél : 06 76 28 24 57.*

■ **Marseille : foire aux livres anarchistes.** 10 et 11 mai, théâtre Tourny (16, promenade Léo-Ferré, Marseille 3e). Editeurs de livres, brochures anarchistes et libertaires, espace « potlatch », bourse d'échange des livres d'occasion, débats sur internet, littérature et émancipation, orientation libertaire et luttes actuelles, spectacles et expositions. *CIRA, Centre international de recherches sur l'anarchisme, BP 40, 13382 Marseille cedex 13, tél : 04 91 56 24 17.*

■ **Strasbourg : Science et conscience.** 16 au 18 mai au Palais des Congrès. Conférences de personnalités (Guy Corneau, Jean-Marie Pelt, Pierre Rabhi...) Attention, très cher ! *Sciences et conscience, 61 A, rue Himmerich, 67000 Strasbourg, tél : 06 74 54 93 74.*

■ **Hérault : 3e Vis la joie.** Samedi 17 mai à Causse-de-la-Selle, vers Ganges. A partir de 11 h, marché artisanal et paysan, associations environnementales, aubade à l'accordéon. Après-midi : spectacles, cirque, danse, musique, contes, théâtre, déambulation... En soirée : bal folk. Expo photo, peinture, sculpture, projection, atelier musique verte et sténopé. Restauration et buvette. Journée gratuite. *Fanny Lopez, tél : 06 60 02 75 10.*

■ **Creuse : journées de plantes.** 17 et 18 mai, arboretum de la Sedelle, à Crozant, visite guidée, conférence sur la forêt du futur, vente de plantes. *Les Jardins de la Sedelle, BP 1, 23160 Crozant, tél : 05 55 89 84 44.*

■ **Morbihan : foire bio de Baud.** 17 et 18 mai à Baud, 50 exposants surtout en bio, deux conférences sur les médecines douces. *Kuzul Skoazell Skol Diwan, M. P. Halgand Penhouet, 56150 Baud, tél : 02 97 51 17 75.*

◊ **Gironde : 6e foire bio de Haute-Lande.** 18 mai à Captieux, une centaine d'exposants : bio, habitat, énergies, artisanat... *Martine Minvielle, mairie, 33840 Captieux, tél : 05 56 65 60 31.*

■ **Loire : 2e livre au vert.** 23 au 25 mai à Roisey, près de Pélussin, journées du livre nature avec comme thème cette année, l'eau. Présences de Corinne Lepage, Roger Cans, Stéphane Cartier, Pierre-Marie Baude, Dominique Bourg... *Parc naturel régional du Pilat, maison du Parc, moulin de Virieu, 2, rue Benay, BP 57, 42410 Pélussin, tél : 04 74 87 52 01.*

■ **Maine-et-Loire : 13e Festi-bio.** 24 et 25 mai à Durtal, place des Terrasses. 75 exposants en bio, habitat sain, environnement, énergies renouvelables, santé. Une dizaine de conférences. *Pionniers de l'agriculture biologique, mairie, 69700 Chassagny, tél : 02 40 24 93 89 (Claude Arthur).*

■ **Ariège : faites de l'environnement.** 24 et 25 mai à Mirepoix, avec éco-citoyenneté, nettoyage de sites, expositions et démonstrations d'énergies renouvelables, bio-construction, nourriture bio, économie solidaire, protection de l'environnement, film-débat, conférences, animations, spectacles. *Association Pays de Mirepoix environnement, 43, place du Rumat, 09500 Mirepoix, tél : 05 61 60 18 95 ou 05 61 68 78 96.*

◊ **Haut-Rhin : 22e foire de Rouffach.** 29 mai au 2 juin. Foire européenne avec plus de 300 exposants dont 50 % en bio, énergies renouvelables, environnement, santé, habitat, artisanat. Très nombreuses conférences, ateliers pratiques, expositions. Plus grosse manifestation de la bio en France hors Paris. *Comité Foire éco-bio, Chantal et Jean-Pierre Frick, 5, rue de Baer, 68250 Pfaffenheim, tél : 03 89 49 62 99.*



Annonces

Entraide

■ **Toscane.** Cherchons de l'aide pour travaux divers (foins, jardin, bricolage...) sur notre ferme bio, près de Massa Marittima, 30 km de la mer. *Marco et Patricia*, tél : 0039 05 66 91 29 62 ou 0039 33 88 07 24 30.

■ **Maine-et-Loire.** Offre un séjour, la première quinzaine d'août, au bord du Loir, dans un site bucolique, en échange de la présence sur le lieu et l'arrosage du jardin. Tél : 02 41 95 88 12.

■ Prêtons gratuitement notre maison du 1er au 15 mai (dates à voir) pour participer à Naturavignon. Nous espérons que vous arroserez les semis, que vous irez voir les moutons de temps en temps. Région Poitou-Charentes, près du Marais poitevin, tél : 05 46 93 10 28 HR.

■ Nous réalisons un lieu d'accueil informatif sur les alternatives dans tous les domaines, au cœur de la forêt de Brocéliande, sur un terrain de trois hectares. Tout l'été, nous pouvons accueillir en camping en échange d'une petite participation aux travaux (une heure par jour). Il y aura diverses animations dont un chantier international du SCI. *Bleuenn et Alexis*, tél : 02 97 93 42 92, alexis.laguette@wanadoo.fr.

■ Femme soucieuse du respect de la nature, de l'écologie et de l'environnement propose de louer une maison indépendante avec un grand jardin, en Picardie, entre Beauvais et Amiens. Ayant également un grand jardin, souhaiterait aussi de l'aide pour l'entretien de son jardin. Possibilité d'échange de location de la première maison contre entretien du deuxième jardin. Selon accord, prix de location de la maison de 100 € par semaine (25 € par jour) à la gratuité. *Renseignements : 06 62 09 80 83 Isabelle.*

Vivre ensemble

■ **Hérault.** 2 kilomètres de Lodève. Cherchons personne(s) motivée(s) de projets à caractères écolo pour habiter et entretenir grande maison (en partage) située dans un grand domaine boisé (18 ha), possibilité de faire un potager, d'élever des animaux, atelier... multiples projets possibles. Statut (locataire ou autre) à définir. *Association Synopsis, domaine de Belbezet, route d'Olmet, 34700 Lodève*, tél : 04 67 44 04 10 ou 04 67 96 00 28.

■ **Jura.** Recherchons repreneurs pour la ferme à Biolopin, sur le premier plateau jurassien. 13 hectares. Orientation souhaitable : élevages et petites productions bio + accueil pédagogique et/ou touristique. Reprise du bail à ferme + parts SCI pour locaux de production et transformation et rachat du matériel. Contact : *Brigitte et Pascal*, tél : 03 84 44 29 26 ou *Alain* 03 84 44 28 20.

■ **Ariège ou Drôme.** Je cherche à intégrer un hameau, village ou communauté dans la Drôme ou l'Ariège pour réaliser mon projet de vie. Possibilité d'autoconstruire mon éco-habitat, sans EDF à proximité. Participation à des activités collectives existantes ou à créer pour une vie plus solidaire et joyeuse : jardin bio (en permaculture ?), ateliers de création non-rentables autour du son, de l'édition (livre-objets, fanzines, fabrication de papiers...) et de l'art contemporain (land art, performances...). J'ai une expérience de 8 mois en maraîchage biologique et de 15 ans dans l'édition de fanzines et les musiques actuelles. *Frank Buendia, 18, rue de Normandie, 41100 Vendôme.*

■ Si vous avez des projets de vie communautaire dans lesquels des liens avec l'Afrique

seraient établis, contactez-moi. J'essaie de construire un nouveau projet de vie pour ma retraite dans quatre ans. Disponible l'été. M'écrire ou me téléphoner. *MF Van Gastel, 28, rue Maxime-Quévy, 59570 Va Longueville*, tél : 03 27 66 06 16.

■ Jeune boulanger bio itinérant (four à bois sur remorque) cherche un local à troquer ou louer, partiellement, dans lieu de vie où existe (ou émerge) un projet collectif, alternatif et non dogmatique. Projet de petit fournil bio et apiculture, ouverture sur enfants bienvenue. *Thierry Casasnovas, Le Pain de Sucre, 66200 Montescot.*

Rencontres

■ **Réf. 296.01.** Homme, 45 ans, néo-rural, petit élevage, maraîchage en bio, vente directe, sur un très beau site protégé, cherche compagne pour partager, échanger, lutter contre les abus, pour l'écologie, sans extrémisme. Si travail avec moi, c'est extra. Si enfant, c'est formidable. Petit revenu. Grande autonomie alimentaire (pain, conserves, confitures...), bientôt fruitiers. Région très ouverte, animée, très dynamique. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

■ **Réf. 296.02.** Dans les montagnes cantaliennes, jeune sauvageonne de 30 ans (mais pas ermite dans l'âme) et deux bambins, cherche un robinson pour construire ensemble une vie de famille sur une ferme autonome. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

■ **Réf. 296.03.** Dijon, je suis un jeune homme de 39 hivers, survivant au purgatoire urbain et j'ai choisi de travailler pour le monde nouveau et meilleur qui se prépare à naître. Sensible, honnête et sincère, je sais que le compagnon qui m'espère quelque part m'annoncera le printemps. Nous cheminerons et respirerons alors ensemble vers des saisons et des horizons moins solitaires et plutôt tendres. A bientôt. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

Emplois

■ JF, 37 ans, fortement motivée par la protection de l'environnement, l'alternatif, le recyclage... désirerait s'investir au sein d'une structure telle que parc naturel, réserve, association de défense de la nature... Organisée, adaptable, polyvalence appréciée, tout poste agissant pour un mieux-être de notre planète ne peut que me satisfaire et me réjouir. Mobile et disponible si proposition intéressante et stable. *Lisbeth*, tél : 04 75 39 46 70.

■ Etudiante, je cherche un emploi saisonnier dans l'animation (titulaire du BAFA) ou dans tout ce qui touche au monde bio, à l'agriculture, aux animaux... en vue de découvrir des métiers que je n'aurai peut-être pas l'occasion de connaître dans ma vie professionnelle future. *Anne-Clémence*, tél : 06 76 81 66 39.

■ Les Ateliers de la Bergerette, association pour la protection de l'environnement et la promotion de la récupération, du recyclage et du réemploi, recherchent pour leur recyclerie un animateur technicien sur le secteur vaisselle-brocante et un autre pour le secteur ameublement. Postes à plein temps à durée déterminée d'un an pour le premier, trois ans pour le second (convertibles ensuite en CDI) partagés comme suit : un mi-temps en tronc commun un mi-temps en atelier. Le tronc commun consiste en accueil du public, prises de rendez-vous, ramassages, vente en magasin «recycl'à brac», participation aux réunions et groupes de travail divers. L'atelier consiste en une prise en charge et animation avec tri, nettoyage, petites réparations, acheminement du magasin, et à assurer le côté

Gratuités : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.

Domiciliées : Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.

Sélection : Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

administratif de l'atelier : facturation, budget, compte-rendu d'activités. La personne doit avoir de bonnes qualités relationnelles, un esprit d'équipe, une bonne condition physique, des capacités d'initiatives, permis B indispensable, PL souhâité. Salaire net : 999,28 € (période d'essai de deux mois). Premier poste à partir d'avril 2003. Deuxième poste à partir d'octobre 2003. Envoyer CV et lettre de motivation. *Ateliers de la Bergerette, 8, rue de la Bergerette, 60000 Beauvais*, tél : 03 44 48 26 74.

■ En phase de développement professionnel, je suis particulièrement intéressé par une formation d'horticulture en agriculture biologique. Je suis donc à la recherche d'un maître d'apprentissage dans ce secteur. Dans les départements 04, 05, 06, 26, 84. La durée de la formation est de deux ans. Elle commence à partir de septembre 2003. J'ai pu faire l'expérience personnelle et familiale durant deux ans (1999-2001) de culture en maraîchage et plantes médicinales : sauge, millepertuis, calendula (250 m² de jardins). Je nourris un vif intérêt pour le travail de la terre et de la culture «saine». En attendant vos réponses, merci. *Julien Tirillini, Casseratte, 04700 Entrevennes*, tél : 06 77 63 00 97.

■ **Gard.** Cherchons un-e vigneron-ne professionnel-le qui aurait la responsabilité d'un vignoble en agriculture biologique à l'intérieur d'un projet diversifié. Alliant responsabilité individuelle et travail d'équipe. Motivation agriculture biologique ou biodynamique et écologique. Capitaux souhaités. Age indifférent. *Henri*, tél : 04 66 38 23 28 HR.

Recherche

■ Après les 20 ans de Silence, Catherine cherche à joindre Thierry Sallentin, Joël Levêque, et Gabriel pour se joindre à eux pour le Rainbow de cet été. Envoyez-moi un mot. *Catherine Mercier, 6, avenue Secrétan, 75019 Paris.*

■ **Languedoc.** Je suis à la recherche d'un lieu de vie dans une région comme l'Aude ou l'Hérault, le Languedoc-Roussillon. J'ai besoin de terres, mais aussi d'une habitation modeste, tout cela pour un prix raisonnable. Mon projet est de créer un gîte de toile (yourte mongole) et bases de randonnées. Je souhaite travailler en réseau avec des artistes et artisans. Toute rencontre pour m'aider dans ce projet sera le bienvenu. *Babet Pons, 135, impasse des Rouchets, 31330 Merville*, tél : 05 61 85 78 54, *babet.pons@laposte.net.*

■ Dans le cadre d'un projet au Sénégal ou au Burkina Faso, je cherche des contacts d'associations développant des actions autour des jeux traditionnels, théâtre, contes, marionnettes, danse ou cirque dans l'un des deux pays cités. Si vous avez des infos, merci de me contacter : *Emmanuelle Fontenas, 33, rue de Juranville, 18600 Sancoins, emmanuelle.fontenas@carmail.com.*

■ **Encres.** Concernant l'édition, quels procédés d'impression existent qui utilisent des encres «non polluantes», sans solvants de nettoyage ou biodégradables ? Comment filtrer, épurer des eaux salopées par les encres d'imprimerie ? *Frank Buendia, 18, rue de Normandie, 41100 Vendôme.*

■ Couple avec une petite fille de 4 mois, cherche 3 à 5 hectares pour s'y installer et développer leur projet professionnel. Planter un verger de petits fruits et créer un laboratoire de transformation en vue de préparer les produits à la vente et d'y déve-

opper un atelier de fabrication de bière. association ou reprise d'exploitation peut-être envisagées. *Seb et Mag*, tél : 06 70 99 43 74.

Logement

■ Recherche en location maison isolée d'autres habitations et des routes (avant octobre de préférence). Etudiera propositions toutes régions. Tél : 05 49 87 96 80.

■ **Strasbourg.** Quartier Meinau, vends un studio de 23 m², meublé, bien isolé, kitchenette, douche, WC, indépendant, donnant sur un jardin, RdC dans immeuble calme, ligne de tram à proximité. 30 000 € à débattre. Possibilité d'une location-vente : le remboursement du prix de vente pourra être indexé sur le montant d'un loyer. Tél : *Marie-Christine et Saeed*, tél : 03 22 90 45 70.

■ **Lyon.** Nous cherchons un-e colocataire ainsi qu'un appartement F3/F4 d'au moins 80 m² dans les pentes de la Croix rouge (Lyon 1 et 4) à partir du juin 2003. Nous souhaitons le partager avec une personne plutôt esprit Silence, non fumeuse et curieuse ! Quant à l'appartement, il doit être clair, orienté plein sud, chauffage au gaz, loyer de 950 euros toutes charges comprises grand maximum. Toutes les propositions sont les bienvenues ! Appelez *Marilou* au 04 78 29 69 13 ou *Alex* au 04 78 28 31 94.

Vacances

■ **Toscane.** En bas d'un chemin de 3,5 km, dans le maquis, louons gîte rural 2+2 places, coin cuisine, salle de bains extérieure, sur notre ferme bio (oliviers, chènes-liège, chèvres), près de Massa Marittima, 30 km de la mer. *Marco et Patricia*, tél : 0039 05 66 91 29 62 ou 0039 33 88 07 24 30.

■ **Gironde.** Louons un très joli moulin à vent pour deux personnes avec vue magnifique sur les coteaux de l'Entre-deux-Mers, à 20 mn de Saint-Emilion. *Didier et Claire Martinet, Le Moulin de Tuscat, 33350 Saint-Rey-de-Castets*, tél : 05 57 40 71 79.

■ **Maine-et-Loire.** Gîte ou chambre d'hôte avec table bio végétarienne au bord du Loir, dans un remarquable site naturel. Produits du jardin, rando, VTT, barque, conseils en hygiène de vie, démonstration de techniques écologiques. Tél : 02 41 95 88 12 ou *www.moulin-neuf.com.*

■ **Haute Provence.** Dans un hameau, à 5 mn à pied d'une petite station familiale, Saint-Jean-de-Montclar. Location en toute saison à partir de 230 euros par semaine, charges en sus, 6 couchages, 2 chambres, pièce à vivre, coin cuisine, sanitaires. Tél : 04 92 34 45 44.

■ **Dordogne.** Vous aimez le camping, la campagne, la tranquillité. Olivier, Gwen et Taïs seront heureux de vous accueillir sur leur petit terrain de camping à la ferme, calme et ombragé (20 km au sud de Bergerac). Nous louons aussi deux mobil-homes, de 120 à 235 € par semaine et une maisonnette sympa de 190 à 315 € par semaine. Sur place, nous vous proposons quelques produits de la ferme : vin, confiture, fruits et légumes selon la saison. Tél : 05 53 74 38 32, courriel : *olivierbagard@hotmail.com.*

A vendre

■ **Couches lavables.** Vends couches «bébés écologiques», état neuf, taille S (petite), 15 couches + 4 doublures + 4 culottes plastique + 3 rouleaux papier. Acheté 183 €. Vendu 90 €. *Alibay*, tél : 01 64 09 88 64.

Pourquoi faut-il être absent d'Evian...

Et si les mobilisations anti-globalisation n'avaient finalement pour rôle que de justifier la survie des démocraties occidentales ? Ces grandes mobilisations ne peuvent aujourd'hui changer le monde, car elles nous dispensent de comprendre l'état du monde et d'agir à notre niveau, au quotidien.

Pour l'essentiel des participants à cette mobilisation, cette présence devra répondre à un refus romantique de l'ordre du monde, dont le sommet du G8 symboliserait l'un des piliers. Romantique parce que ce refus provient d'un raisonnement intellectuel, d'une séduction de l'idée avant tout, d'une réduction des enjeux et des actions à une confrontation idéale. J'y reviendrai.

On ne peut guère douter de la sincérité de chacun en la matière, d'une réelle volonté de compassion avec les premières victimes de cet ordre du monde. Mais il reste que cette sincérité n'amène qu'à une confrontation rituelle avec la symbolique du G8. Rituelle parce qu'elle obéit à des codes très établis, différents pour chaque groupe. Rituelle y compris dans les risques pris par les manifestants au cours des rencontres

avec les forces de l'ordre. Rituelle parce qu'elle revient à intervalles réguliers — quelle déception ce serait à la fin d'un sommet de ne pas se donner rendez-vous au prochain. Rituelle parce qu'il y a une véritable délectation, un profond plaisir à se retrouver quelques heures, quelques jours au plus, entre communiants d'une même utopie, et je connais bien ce plaisir.

La valse des icônes

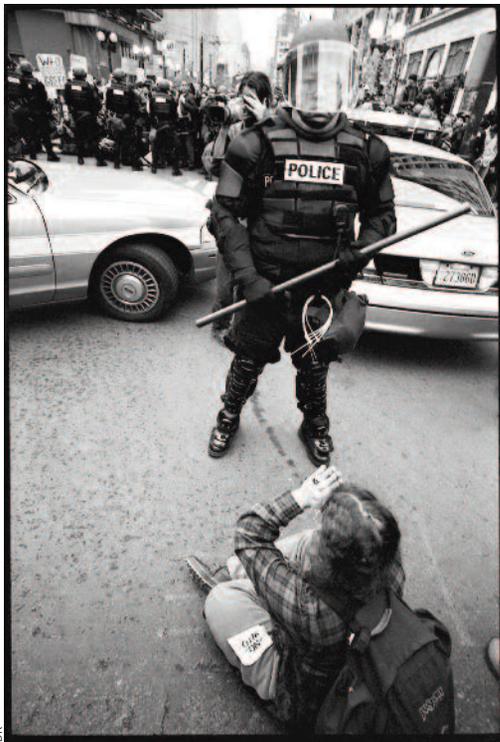
La force et la présence du rituel permet d'occulter toutes les autres questions. A rechercher le rôle et l'impact d'un sommet du G8, quelle devrait en être alors la réponse la plus appropriée ? Mais surtout qu'est-ce qui, dans l'impact du G8, nous impose le rituel de la confrontation idéale 1 à 2 fois par an ? De quoi nous détourne-t-il ?

Le G8, l'OMC, les institutions de Bretton Woods (FMI, Banque Mondiale), les méchantes multinationales sont devenues nos cibles. Mais surtout nous en avons fait nos cibles. Il y a une photo prise à Seattle pendant le blocus de l'OMC en novembre 1999. Cadrée en plongée, on y voit un flic américain caparaçonné des pieds à la tête, matraque et masque à gaz, immobile et le regard froid, à ses pieds une jeune femme assise en tailleur, les mains jointes, elle évoque le courage d'une résistance non-violente. Cette photo raconte une situation, un avant et un après. Mais nous ne voulons plus voir le hors-champ. Nous ne recherchons ce qui n'est plus qu'une icône, une figure idéale. Un robocop froid, bras armé de l'OMC, protecteur de l'ordre du monde. Nous lui enlevons sa réalité pour construire l'iconographie d'un combat idéal, pour nous construire un ennemi rassurant parce que conforme à nos fantasmes. Je le regrette d'autant plus que je connais, là, le hors-champ. A reproduire les rassemblements nous ne construisons plus que ce rituel romantique et il n'y a rien à gagner ainsi contre des icônes, contre des photos, contre nous-mêmes.

Notre vie quotidienne, largement hors sol, s'accommode bien des multinationales.

Ce besoin d'icônes, de figures simples du mal, de confrontation idéale, cette photo de Seattle nous détourne de l'essentiel : quel est l'état du monde qui permet la domination des institutions de Bretton Woods ? Quel est l'état du monde qui permet l'émergence des multinationales ? Quel est l'état du monde qui ouvre à l'invention des OGM ? Quel est l'état de la société qui crée la nécessité du G8 ? Qu'est-ce qui fonde ces figures, quel est le hors-champ, qu'est-ce qui est derrière le spectacle et lui donne sa raison d'être ? Nous ne sommes même plus à nous poser ces questions. Nous en sommes à reconstruire régulièrement la figure de nos ennemis, à faire valser les icônes, un coup le G8, un coup l'OMC, un coup Davos.

J'imagine que les membres des communautés noires de Colombie qui sont venus en Europe de janvier à mars 2001 pour témoi-



Seattle, 1999.

aller à Evian ; plus encore qu'aller à Gênes ou Prague la question est devenue un rituel dans les milieux réformistes, gauchistes, anarchistes, ou anti-globalisation. Plusieurs mois avant le déroulement du sommet du G8 à Evian, elle se fait de plus en plus lancinante. La question même, sa récurrence, indique déjà le vide de cette éventuelle présence. Qu'importe de décrire quelle action on va y mener, dans quel objectif, ni surtout en quoi cela s'inscrit dans une continuité de comportement ou d'action, l'important est d'être à Evian, ou pas. La question se suffit à elle-même et devient vite accusatrice, voire agressive, provenant d'un militant, si l'interlocuteur ne répond sobrement et par l'affirmative.



DR
Davos, 2000.

gnier n'ont guère le besoin d'iconographier leurs oppresseurs. L'oppression existe parce qu'elle s'oppose fondamentalement à eux, parce qu'elle détruit leur mode de vie. S'ils luttent contre les multinationales pétrolières américaines, c'est qu'elles sont chaque jour criminogènes de leur existence. Ce n'est pas notre cas. Notre vie quotidienne, largement hors sol, s'accommode assez bien de ces multinationales. Prétendre le contraire est profondément hypocrite. Et pour les combattre, par compassion avec les Colombiens, dans une résistance hors sol, nous avons besoin de réduire les enjeux à de simples figures, d'en faire des icônes, de nous inscrire dans une confrontation idéale, sans réalité.

Les trois sommets

Se retrouver à Evian, dans cette seule définition, est le rouage bien huilé d'une démocratie médiatique, en aucun cas le grain de sable qu'espèrent certains. Outre le sommet du G8, on y trouvera donc le contre-sommet *in*, celui d'ATTAC et des grandes ONG, des réformistes, des verts et des communistes lorsqu'ils sont dans l'opposition. Ce sera celui des propositionnels, que le véritable sommet commence à écouter dans ses requêtes les plus acceptables, c'est-à-dire les plus inoffensives. Une grande porosité existe entre le sommet et le contre-sommet *in*, permettant aux uns d'apprendre le vocabulaire nécessaire à la soumission ultérieure de l'opinion, per-

mettant aux autres d'approcher les anti-chambres du pouvoir, de se préparer à la cogestion. Presque autant que du sommet lui-même je me méfie du contre-sommet *in* tant il travaille à l'accompagnement du premier et donc à son acceptation, comme il travaille à l'accompagnement de la catastrophe et donc à son acceptation. Rassurons-nous, les propositionnels veillent, nous aurons des labels et des observatoires.

La non-violence de Gandhi, les rassemblements contre la guerre du Vietnam, le blocus de Seattle, sont utilisés pour légitimer les mobilisations actuelles.

On trouvera également à Evian le contre-sommet *off*, celui des radicaux, des vrais gauchistes, des anarchistes, des autonomes. Le sommet leur laissera un bac à sable, pour jouer. Ils feront un village, ou même des villages, pendant trois jours ou une semaine pour montrer que l'on peut vivre autrement. Il n'y aura pourtant aucune réalité à Evian. Ce sera pour beaucoup une projection artificielle pendant trois jours de ce qui restera toute l'année un fantasme. Ce sera pour quelques-uns la reproduction artificielle

— parce que face aux G8 et autres propositionnels, sourds à ce témoignage — d'un équilibre de vie attaché à d'autres lieux qu'Evian. La plupart manifesteront leur opposition, radicale et non-violente. Ils montreront malgré eux que la démocratie fonctionne, qu'elle accepte la présence des opposants, même les plus turbulents, et qu'elle sait aussi les réprimer lorsque les limites, communément admises, sont dépassées. Ils seront utilisés comme caution médiatique d'un système démocratique, que le G8 repré-

sente, qui a besoin d'opposants fussent-ils énervés dans un bac à sable, pour valider complètement ses décisions.

Anticipant sur les grandes manifestations du 15 février contre la guerre en Irak, Tony Blair annonçait le 14 qu'elles seraient preuve d'une véritable démocratie, libre et juste jusque dans sa décision de faire la guerre ! Il précisait que les manifestants pouvaient être un million, ils seraient toujours moins nombreux que les victimes de Saddam Hussein. C'est une profonde erreur d'attendre une légitimité du nombre de personnes rassemblées dans un cortège ou un village de trois jours. C'est reprendre à son compte les règles d'un système politique versé dans la manipulation médiatique, le contrôle de l'opinion et le progrès des intérêts militaro-industriels. Gènes fut annoncé comme un succès, par un score de trois cent ou cinq cent mille manifestants. C'était donc là tout l'enjeu du contre-sommet ? Sacrée victoire face aux dizaines de millions d'électeurs qui légitiment les pouvoirs et décisions des Berlusconi, Blair ou Chirac.

Vers un G8 durable

Si je devais réagir à la tenue du G8 à Evian — mais dois-je vraiment répondre au G8 — si je devais répondre à la violence inouïe des membres de ce sommet, je quitterais ma famille, ma maison, j'irais brûler Evian ou plus précisément le G8. Je ferais le choix de l'action directe. Je n'ai pas ce courage, je n'ai pas non plus le désespoir des vraies victimes qui m'amènerait à prendre les armes, non par choix mais par survie.

Mais je ne participerai pas pour autant à un rassemblement qui se fonde sur le rituel et la nostalgie de résistances passées. La non-violence de Gandhi, les rassemblements contre la guerre du Vietnam, le blocus de Seattle, sont utilisés en vrac et parmi d'autres pour légitimer les mobilisations actuelles. Est-ce pourtant possible de comprendre les différences et les spécificités entre chacune de ces résistances et qu'elles répondaient précisément à des oppressions et des situations distinctes ?

Les rassemblements sont clonés les uns derrière les autres et lorsque la fête est finie chacun reprend ses habitudes. C'est quelque chose de traverser la France, brûler du pétrole, prendre tout un week end, pour aller crier "tous ensemble", agiter des masques, à gaz ou pas, sous le nez des flics, pendant trois jours. Pourquoi aller à Evian ? Pour réclamer d'être entendu du G8 et intégré aux inflexions sociales, ou pour retrouver le plaisir romantique d'une résistance non-violente et radicale, debout face aux puissants ? Le sommet du G8 ne tombera pas face au village anticapitaliste, il sait désormais jouer de cette opposition pour renforcer son argumentaire démocratique. Tomberait-il qu'il serait remodelé en une institution plus fine, plus présentable, un G8 durable. L'évolution de ces institutions et de leur vocabulaire depuis cinq

ans, depuis la reproduction régulière des contre-sommets anti-globalisation, devient significative de souplesse et d'adaptation. Cela indique que le G8 est aussi une cape rouge qui s'agite sous nos yeux, remplaçable au besoin. Mais surtout, s'il devait réellement être la cible, le G8 ne pourrait tomber que sous les coups de personnes déjà, ou encore, prêtes à vivre sans ce système, et pour qui il constitue véritablement un obstacle. Je ne crois pas que cela soit profondément notre cas. Avant d'aller sur le gazon d'Evian, posons-nous la question de savoir ce que le G8 détruit de si indispensable dans nos vies, aujourd'hui. Cela supposerait de savoir répondre à une autre question : Que voudrions-nous conserver de ce monde-ci ?

Nous prétendons nous opposer à la dissémination des OGM, la fermeture d'une petite maternité en milieu rural, le déclenchement des grandes manœuvres en Irak, mais nous sommes fondamentalement déjà prêts à vivre avec ces événements. Comment revendiquer que nous nous appropriions la gestion de l'eau quand nous avons accepté depuis longtemps qu'elle soit un bien de consommation, traitée, conditionnée et distribuée ? En se satisfaisant d'une revendication réduite à un plaisir intellectuel, à moins qu'il ne s'agisse seulement de substituer les gestionnaires, façon lutte des classes ? Nous nous satisferons évidemment du prochain label OGM Bio, et du projet de voie rapide pour rejoindre la plate-forme médicale régionale — nous l'emprunterons, bien sûr, pour aller manifester. Nous nous sommes déjà satisfaits d'une guerre ininterrompue depuis douze ans, via un embargo et des bombardements quotidiens, contre les populations irakiennes. Plus d'un million de morts, annonce-t-on. Comme partout ailleurs notre opposition ne s'est exprimée qu'en réponse au spectacle : elle fut donc tout à fait discrète et mesurée. Et chaque jour depuis douze ans nos vies ont construit la légitimité d'une prise de contrôle de l'Irak par les Occidentaux. Les communistes, si loquaces après avoir quitté la collaboration gouvernementale, ont récemment produit et affiché une figure symbolique : une pompe à essence pointant comme une arme le front d'un enfant [d'Irak]. Une image forte, mobilisatrice. Ils se sont bien gardés d'identifier la main qui tient la pompe, laissant à chacun le soin d'y mettre un autre que soi. Plutôt que le slogan révélateur et dérisoire de la LCR qui annonce "nos vies valent plus que leur pétrole", mieux vaudrait comprendre et travailler à ce que leur vies valent plus que

notre pétrole. Et maintenant faisons un jeu : retrouvons qui est derrière *leur*, et qui est derrière *notre*.

Enrayer la catastrophe

Bien sûr, la réponse à apporter à Evian est de se soustraire à l'emprise de la catastrophe, et pas seulement durant trois jours. Cela demande d'en comprendre la nature même, de comprendre notre rôle fondamental dans sa progression. Cette catastrophe, technologique, industrielle, se nourrit de notre accep-

tation quotidienne bien plus qu'elle ne freine face à notre opposition rituelle. Si nous avons un rôle à jouer pour enrayer l'artificialisation du monde, cela ne peut être en jouant au chat et à la souris avec les membres du G8, mais en comprenant combien notre quotidien nourrit cette artificialisation, en commençant par enrayer ce lien. Chaque action, si

action il doit y avoir, menée directement contre les piliers de la catastrophe ne sera alors qu'une conséquence, un geste logique dans une survie quotidienne. Ces actions auront alors un sens.

Si nous travaillons chacun sur l'état du monde, sur le hors-champ, sur ce qui fonde

la catastrophe, si nous ré-ancrons profondément nos vies dans le sol, si nous savons retrouver ce qui partout dans les pays en développement disparaît chaque jour, produire et échanger localement notre nourriture, nos vêtements, nos maisons, nous reconnecter avec les autres et notre environnement, ré-apprendre des gestes et des métiers nécessaires à notre survie, à notre autonomie, nous réorganiser politiquement, casser localement les institutions, alors je ne doute pas que des actions quotidiennes harçèleront le G8 et consorts qui ne seront plus des icônes mais de véritables menaces. Nous ne répondrons plus alors au spectacle, au jeu des sommets et contres-sommets. Nous agirons directement là où la catastrophe progresse contre nous, où elle détruit nos vies. Evian est une scène, un théâtre, certainement pas un de ces lieux de lutte.

Zoé Wasc ■

mars 2003.



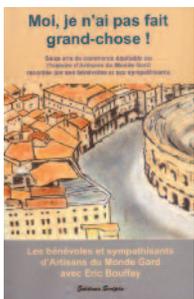
Gênes, 2001.



Moi, je n'ai pas fait grand-chose !

Artisans du Monde Gard
5, rue Jean-Reboul,
30900 Nîmes
2003 - 260 p. - 20 €

En 1986, quelques personnes de Nîmes se lancent dans la création d'une boutique *Artisans du monde*. Commerçants bénévoles, une expérience pas forcément évidente, mais malgré quelques erreurs, du chemin a été parcouru et aujourd'hui la boutique est bien connue des Nîmois. Seize ans après, l'idée est de demander à chacun des bénévoles son parcours au sein d'*Artisans du monde*. Deux cents personnes sont invitées à venir parler avec Eric Bouffay, écrivain public. Une cinquantaine vont le faire. A les écouter, on a l'impression que chacun n'a pas fait grand chose (d'où le titre), alors que le tout est parfaitement cohérent. Comme le fait remarquer quelqu'un en présentation, le lien, c'est au début la solidarité et par la suite l'amitié. Des témoignages qui permettent de reconstituer ce qui fait qu'un jour, on se sent dans l'obligation de faire quelque chose. Le déclin se fait souvent à l'occasion d'un voyage touristique par la rencontre avec la pauvreté des pays du Sud. Il est aussi intéressant de voir les liens que chaque bénévole amène avec d'autres associations (tiers-mondistes, ATTAC, Confédération paysanne...).



Quelques photos et de nombreux encarts pour présenter des parrainages avec des producteurs du Sud illustrent agréablement l'ouvrage. Une belle expérience associative vue de l'intérieur. MB.

Le grand embouteillage

Benoît Duteurtre
Ed. du Rocher
2002 - 88 p. - 8 €

Le développement de l'automobile est le symbole de la croissance pour la croissance. Toute notre économie reposant sur cette croissance, il faut sans cesse augmenter nos besoins de mobilité pour augmenter notre consommation. Dans ce pamphlet contre la société de la voiture, l'auteur, prix Médicis en 2001 pour son roman *Le voyage en France*, dénonce avec justesse l'inversion entre le politique (vivre mieux en se fatiguant

moins) et l'économique. «*Sans nécessité tangible, la fièvre économique multiplie les marchandises superflues, répondant seulement à l'obligation de croissance*» [p.21]. Cela passe par une profonde modification de notre espace : «*Il s'agit d'une transformation qui impose partout sa façon de vivre, fondée sur l'obligation de se déplacer continuellement*» [p.31]. C'est l'urbanisme et ses zones de résidence, d'activité, de commerces, etc. La limite du système est l'embouteillage qui nécessite sans cesse de nouveaux aménagements... qui déplace l'embouteillage un peu plus loin. Pour nos politiques, «*la 'bonne santé de l'économie' ne se mesure pas au repos qu'elle apporte mais à sa capacité à tourner toujours davantage*» [p.43], avec un argument imparable : si vous ne consommez pas, vous mettez des gens au chômage. L'écriture est aisée et le livre serait tout à fait formidable si dans le dernier quart de l'ouvrage l'auteur ne s'égarait à donner des leçons de politique. Ainsi, selon lui, «*Toute portion de chaussée rendue aux cyclistes ou aux joggers resserre l'espace disponible pour les voitures, entraînant du même coup une augmentation des embouteillages et un accroissement fâcheux de la pollution dont cyclistes et joggers sont naturellement les premières victimes*» [p.69]. Tout faux ! L'auteur n'a qu'à aller voir dans les villes qui ont fait des plans cyclables et piétons depuis plus longtemps qu'à Paris pour constater que progressivement, il y a une baisse des automobilistes au profit du vélo et des transports en commun. Quant à la pollution, on sait également que les automobilistes à leur volant en respirent plus que les autres usagers. Faux également quand il affirme en tout début d'ouvrage que les embouteillages «*c'est le monde où nous vivons, n'importe où sur terre*» [p.10] : sur 600 millions de véhicules qui circulent dans le monde, plus de 400 circulent dans les seuls pays de l'OCDE. Il y a peu d'autoroutes et d'embouteillages en Amérique du Sud ou en Afrique. L'auteur déraile complètement dans sa critique des écologistes qui selon lui ne s'intéressent qu'à critiquer l'atome et oublient les dégâts de la voiture. Comme si l'on ne pouvait pas mener plusieurs combats de front ! Et pour les éoliennes, «*puisque le vent est pur, comme l'atome est impur, on ne regarde pas même comme une pollution ces hideuses forêts de mâts d'acier grinçants qui, pour un rendement minimum, broient les oiseaux sur leur passage et rendent inhabitables les contrées avoisinantes*» [p.77]. Un tel concentré d'erreurs en une phrase doit être un record ! Une éolienne ne grince pas (ou alors elle est à l'abandon), le rendement est certes faible mais comme l'énergie du

vent est gratuite et inépuisable, cela n'a rien de gênant. Pour les oiseaux, il lira les comptes-rendus des sociétés ornithologiques qui ont fait les comptages et qui trouvent une mortalité inférieure à une ligne à haute tension. Pour ce qui est des contrées inhabitables, on choisit de mettre les éoliennes dans des zones inhabitées et non l'inverse. L'explication de ces propos haineux doit tenir de son voisinage puisqu'il nous signale qu'il habite au voisinage de la cité EDF de la centrale de Penly en Normandie. Dommage que la fin du livre discrédite le début. MB.

La face cachée de la mondialisation

James Petras et Henry Veltmeyer
Ed. Parangon
2002 - 288 p. - 20 €

Les auteurs, tous deux universitaires aux Etats-Unis, travaillent l'un avec les sans-terre brésiliens, l'autre au Mexique. Ils montrent que le mot mondialisation est le même qu'impérialisme. Après une première moitié du livre qui reprend des analyses déjà maintes fois publiées, les auteurs s'intéressent à des questions peu traitées : comment les ONG, hypnotisées par le concept de développement, font le jeu de l'impérialisme (chapitre 8). Comment les 50 000 ONG qui perçoivent des subventions des institutions du Nord peuvent-elles croire un instant que ces aides sont désintéressées ? Comment les directeurs de ces grosses organisations, qui touchent un gros salaire et se déplacent souvent en avion peuvent-ils comprendre quelque chose aux besoins des gens du Sud ? Rejoignant une analyse développée en France par Serge Latouche, ils dénoncent les ONG comme l'huile dans les rouages du système. A partir du moment où les ONG fonctionnent avec des salariés qui ont des mentalités de fonctionnaires, ces ONG sont à classer du côté des conservateurs du système : ils n'ont plus aucun intérêt à ce que leur action aboutisse s'ils veulent continuer à bien vivre sur le dos de la pauvreté du Sud ! Pour eux, les ONG sont néfastes : elles démobilitent les vrais acteurs de terrain. Pire : elles neutralisent toute forme de pensée ou d'action radicale. Ils donnent l'exemple du micro-crédit : en faisant croire que l'on peut créer sa propre entreprise, et donc entrer dans le système, on empêche les gens de prendre conscience de la manière dont le système les a mis dans la pauvreté. Les auteurs pensent qu'il existe une alter-

native par une prise en charge «par la base» des questions politiques. Toute initiative qui vient du haut (et plus encore du Nord), ne peut que favoriser sa récupération par le système dominant. Et ils décrivent le système des coopératives mises en place par le mouvement des sans-terre au Brésil. Ces coops ont été voulues par la base parce qu'elles leur sont vraiment utiles. Il est toutefois dommage que les auteurs ne s'avancent pas plus sur le terrain des alternatives. MB.

De l'espoir en l'avenir

Noam Chomsky
Ed. Agone
2001 - 117 p. - 9 €

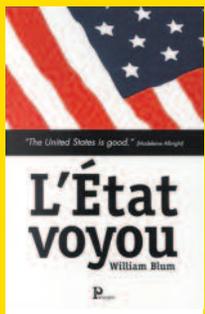
Ce livre d'entretien nous permet de connaître ou d'approfondir, l'opinion de l'auteur sur le socialisme, sa conception de l'anarchisme, et son positionnement par rapport à ce dogme. Inspiré des idées de Daniel Guérin, il voit dans le «*contrôle de la production par les producteurs, l'essence même du socialisme*». L'anarchisme «*ne cherchera pas seulement l'appropriation du capital par l'ensemble des travailleurs, mais il insistera pour que cette appropriation soit directe. Il sera contre l'organisation de la production par le gouvernement*» Autrement dit, l'anarchisme est contre le socialisme d'Etat. Chomsky préconise, avec les libertaires, de libérer l'homme du fléau de l'exploitation aussi bien économique que politique. Son espoir réside dans le fait que de plus en plus de monde est ouvert à ces idées. Très théorique, mais éclairant pour connaître la pensée de l'auteur. MJ.



La consommation citoyenne

N° Spécial d'Alternatives Economiques
2003 - 144 p. - 9 €

Ce guide présente de manière claire les filières et labels du commerce équitable, du tourisme solidaire, de l'agriculture biologique, etc. Le secteur habitait est pour le moins déficieux (un seul renvoi à *Terre Vivante*). On regrettera aussi la volonté manifeste de pousser à consommer : aucune critique de la consommation (tout juste une rubrique sur les économies d'énergies) qui va jusqu'à écrire que le *Guide des alternatives* propose adresses et références «pour une consommation alternative». Non, ce n'est pas ça : c'est pour une vie alternative et cela passe le plus sou-



L'Etat voyou

William Blum
Ed. Parangon
2002 - 374 p. - 18 €

Les Etats-Unis ont ceci de particulier, de « diriger les économies, subvertir les démocraties, renverser les gouvernements de nations souveraines, torturer, défolier, manipuler, irradier »...

sans jamais être mis au ban des nations.

Les dirigeants ne sont jamais traînés devant des tribunaux internationaux. Comment font-ils ? Comment un pays peut-il être impliqué dans autant de crimes, avoir soutenu autant de dictatures, utilisé ou fait utiliser autant d'armes chimiques, bactériologiques et demeurer une référence pour un grand nombre de citoyens occidentaux.

C'est sur cette question que l'auteur s'est penché ici. A l'aide de nombreux documents et de multiples sources, il nous montre le vrai visage de l'Amérique. Il tente, sur la base de ses investigations d'apporter une explication aux attaques terroristes dont sont victimes les USA, chez eux, mais aussi partout dans le monde.

Cet ancien fonctionnaire du département d'Etat américain offre une version convaincante, mais terrifiante de l'impérialisme américain. Un chapitre est notamment consacré aux interventions américaines dans le monde depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Sa simple lecture devrait suffire à faire changer d'avis les plus américophiles de nos va-t-en guerre. A lire de toute urgence en ces temps de nouvelle intervention non justifiée et non défendable. MJ.

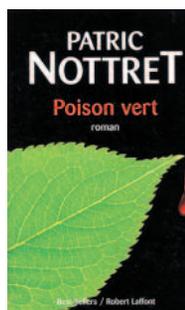


vent par un refus de la consommation, en premier lieu de la grande distribution à laquelle ce guide donne une importance disproportionnée. MB.

ROMAN Poison vert

Patric Nottret
Ed. Robert Laffont
2002 - 368 p. - 21,20 €

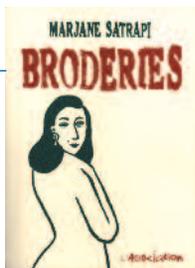
Un flic de la nouvelle brigade des délits de l'environnement découvre une graine et une feuille bizarres sur le corps d'une personne assassinée. D'où cela peut-il venir ? Manipulation génétique, biopiratage d'une plante inconnue, enjeux de l'industrie pharmaceutique : une enquête qui touche à des sujets en pleine actualité. Il y a des tueurs à gage, des par-rains réfugiés en Guyane, du suspense. Cela se lit fort bien, même si cette présentation de l'écologie-flicage n'est pas vraiment l'alternative que l'on souhaiterait. MB.



Compost et paillage au jardin

Denis Pépin
Ed. Terre Vivante (38 Mens)
2003 - 160 p. - 18 €

Le compostage des déchets organiques s'il est bien fait constitue le meilleur engrais pour votre jardin. Le paillage, qui consiste à recouvrir les plants ne fait que reproduire ce qui se fait naturellement dans la nature. Ce livre présente de manière simple les techniques à connaître pour doser compost et paillage. Clair, pratique, riche-ment illustré. FV.



mènent une fois les hommes à l'écart. Le titre est un double sens entre le fait de broder des histoires et la broderie qui en Iran symbolise l'opération que les femmes se font pour paraître vierge le jour du mariage. Extrêmement drôle et cruel sur les rapports hommes-femmes, finalement assez peu différents d'un pays à l'autre. MB.

Le chat du rabbin

Joann Sfar
Ed. Dargaud / Poisson pilote
2002 - 48 p. - 9 €



l'homme à son image et que cela s'exprime par la parole, alors il en

C'est l'histoire d'un chat qui, après avoir mangé un perroquet, a l'usage de la parole. Comme la bible dit que Dieu fit

conclut qu'il est aussi un humain et qu'il peut donc devenir juif. Cette base de rhétorique religieuse sert de trame à l'ouvrage, avec un humour tout le temps lié à la religion. Autant vous dire que si vous n'êtes pas croyant, vous aurez du mal à accrocher. MB.

VIDÉO

OGM : une culture totalitaire

Omerta Niouzes,
91 rue Montesquieu, 69007 Lyon
tél : 04 72 73 35 95.
2003 - 50 mn

Omerta Niouzes est un projet de télévision associative à Lyon. Dans cette vidéo, est présenté un long documentaire sur les OGM avec des interviews des militants de la Confédération paysanne, d'Inf'OGM, de Greenpeace... Ce document assez travaillé est suivi par des reportages d'actualité : le procès de Valence et une manif de soutien à José Bové, le 5 juillet 2002 à Lyon. En interlude, les petits spots de *Casseurs de pub* pour la Journée sans achat. FV.

NOUS AVONS ÉGALEMENT REÇU

- **Comprendre et combattre la douleur**, Dr Michèle Bénigno, éd. Dangles (45800 Saint-Jean-de-Braye), 2002, 272 p. 19 €. Quel est le sens de la douleur ? Peu étudiée pendant longtemps, elle est de plus en plus prise en compte par la médecine comme un excellent indicateur de ce qui se passe dans notre corps. La contrôler est difficile, la masquer peut être dangereux (c'est masquer un signal d'alarme). Ce livre fait un tour de ce que l'on sait sur les différentes douleurs. Ouvrage spécialisé.
- **Violences et corps des femmes dans le Tiers-Monde**, Jacqueline Des Forts, éd. L'Harmattan, 2001, 268 p. 600 000 femmes meurent chaque année dans le monde, faute de soins à l'accouchement. L'auteure critique les politiques pour limiter le nombre de grossesses qui n'est plus que de 2,6 au niveau mondial, on n'est plus d'accord ! Vivement que l'on passe en dessous de 2 et que l'on commence la décroissance démographique ! D'accord avec elle, pas n'importe comment, ni en prenant en otage les populations du sud, avec des médicaments douteux. Suivent des chapitres succinets sur le viol, la prostitution, la pornographie, qui ne dépassent pas le stade de la compilation d'informations. Le dernier chapitre sur la « vente des utérus » est également frustrant.
- **Semur et le désordre mondial**, Denis Ducloux, éd. Nykta, 2002, 100 p. 5 €. Au départ une excellente idée de polar : un groupe d'extrême-droite des Etats-Unis veut entraîner l'Europe dans la guerre contre le monde arabe et choisit pour cela de provoquer un accident spectaculaire. La cible : le centre militaire de Valduc, en Côte-d'Or, où se fabriquent les bombes nucléaires françaises. Malheureusement, l'auteur se lance dans une narration navrante, ironise de manière lourde et bousille le sujet.
- **La guerre sans armes**, Jean Van Lierde, Guy de Bosschère, éd. Luc Pire (Belgique) et Karthala (France), 2002, 120 p. 18 €. Pendant les guerres coloniales du Congo pour la Belgique et de l'Algérie pour la France, entre 1952 et 1964, des groupes chrétiens et socialistes ont publié des revues comme «Routes de paix» «Esprit», «Coexistence» et ont milité pour une résolution non-violente de ces conflits. Ils ont incité à la désobéissance, au côté des communautés de l'Arche, de groupes africains, etc. Une page d'histoire, à un moment où la non-violence signifiait un engagement courageux.
- **Manuel d'économie à l'usage de celles et ceux qui n'y comprennent rien**, Patrick Mignard, éd. AAEL, 8, rue de Bagnole, 31100 Toulouse, 2002, 128 p. 7 €. L'économie étant devenue une nouvelle religion, avec ses dogmes, un économiste peut-il y jeter un regard crédible ? On en doute quand dans l'introduction, l'auteur part de la production et de la nécessité de trouver quelqu'un qui ait le besoin d'acheter. Raisonnement typiquement faux des économistes. C'est parce que l'on a un besoin que l'on cherche à produire et non l'inverse. Aucune critique sur la croissance, si ce n'est qu'une forte croissance ne crée pas forcément des emplois (ce qui sous-entend que c'est le but recherché par l'auteur). Bref, ce n'est pas notre tasse de thé.



Prendre le temps de la fête

(...) Je regrette que Silence ne soit pas une revue plus gaie, avec un peu plus de folie, peut-être moins de puritanisme. Chez vous, je sens des gens qui éprouvent les mêmes frustrations que moi. La fête, ça fait du bien ! Les câlins, ça fait du bien ! Tout le monde, il est trop occupé, dont moi !

Sarah ■
Drôme

Deuxième langue en Allemagne

Etes-vous bien sûr des informations du numéro de janvier (p.22) à savoir le nombre de langues officielles dans les pays d'Europe, en particulier, quelle est la deuxième langue officielle en Allemagne ? Attention à ne pas se discréditer par des infos pas forcément justes.

Fettu Delaforgue ■
Seine-et-Marne.

Silence : *La langue sorabe est parlée dans les régions de Haute-Lusace et de Basse-Lusace des Länder de Saxe et de Brandebourg. Elle était admise comme langue officielle dans l'ex-RDA et l'est toujours aujourd'hui.*



Partage cartésien ou élan du cœur

J'ai lu avec intérêt les réflexions de Philippe Laporte dans sa remarquable contribution *Pour une spiritualité libertaire* (n° de février). C'est à la fois décourageant et motivant et représente une excellente remise en question pour une majorité d'intellos bourgeois et réductionnistes.

L'esprit libertaire, dont je me sens proche, suit cependant une démarche inconciliable avec une réelle spiritualité. Il y manque une merveilleuse qualité : la sagesse.

La sagesse ne contient-elle pas en elle-même l'autodiscipline qui ferait défaut au libertaire ? Il est tellement plus facile de se laisser aller à ses pulsions, raisonnées ou pas. La force de l'autodiscipline "éclairée" (et non imposée par un self-control quelconque) est tout entière dans l'attitude de non-violence, de non-agression réfléchie. Citer Krishnamurti est tout à fait percutant : il met parfaitement en évidence le conditionnement individuel et de masse créé par les autorités de tout bord. Mais considérer la société comme une entité à part entière sur laquelle on peut et on doit agir pour le bien de celle-ci, alors là nous sommes loin de la pensée de Krishnamurti. Ce sage n'a jamais regardé qu'une moitié du problème. Car le problème qui existe dans les esprits est le même qui se reflète dans la société. La société est bien la somme d'individus répartis en clans, communautés, etc. Vouloir changer la société sans se comprendre soi-même, sans se transformer soi-même, sans continuer l'Histoire, c'est continuer la comédie humaine. Chaque individu est unique et il y aura toujours (heureusement !) des clans, des communautés qui se révolteront contre l'uniformisation, la mondialisation et la volonté d'imposer une politique égalitaire. Selon notre niveau de conscience et de "bon sens", nous serons soit dans le clan des envieux, des matérialistes avides, soit dans celui des lâches, soit dans celui des êtres qui vivent le partage en appliquant la "sobriété heureuse", la simplicité volontaire et l'autosuffisance.

Il n'y a pas de secret : la vraie révolution est dans son propre esprit. Cela n'exclut pas l'effet boule de neige, le phénomène de résonance qui dépend du degré de conscience avec lequel chacun s'estime responsable. Si nous agissons avec l'intelligence du cœur, sans ré-agir, sans s'imposer ou imposer, le monde se transformera autour de nous. Quelle perte de temps et d'énergie que de vouloir régler les problèmes sociaux avec ses propres problèmes, en apportant son propre déséquilibre intérieur !

Il y a plus de 2400 ans, Platon écrivait dans la République : *"Avant de songer à réformer le monde, à faire des révolutions, à méditer de nouvelles constitutions, à établir un ordre nouveau, descendez d'abord dans votre cœur, faites-y régner l'ordre, l'harmonie, la paix. Ensuite seulement, cherchez autour de vous des âmes qui vous ressemblent et passez à l'action"*. Il est encore temps

Georges Brémond ■
Alpes-Maritimes

Sur la tribune, Pierre Rabhi

J'ai apprécié l'article d'Alain-Claude Galtié «sous les tribunes... la vie» et j'aimerais illustrer son propos par un exemple particulièrement édifiant si tant est que ça puisse se faire dans Silence. Il s'agit de la tournée de conférences de Pierre Rabhi à l'occasion des élections présidentielles. Alors que Pierre Rabhi fait la promotion d'idées visant à «donner à la personne humaine et à la nature la place centrale», donc pour rendre à chacun son pouvoir de décider, il devient à son tour tribun, guide éclairé, s'arrogeant une certaine légitimité en raison de ses engagements personnels. Peut-être qu'une personne qui a entrepris des expériences a plus de choses à dire et à transmettre que les autres, mais est-ce bien sûr puisque tout le monde sait que les meilleurs entraîneurs ne sont pas forcément les meilleurs joueurs, et est-ce que cela légitime de museler la multitude d'écouterants ? Certainement pas. Ou alors soyons cohérents et ne parlons pas de citoyen (joli mot bien baveux) acteur.

Sans faire de politique, son staff s'en charge. Pierre Rabhi, fort de ses presque 90 minutes de paroles chaleureuses et suaves, dépose progressivement son public de toute intention d'expression tant les rôles sont bien distribués. Le sens unique ainsi emprunté trop longtemps ne laisse aux personnes muselées que l'énergie d'en remettre une couche pour mieux se rassurer.

Me sentant bien isolé au milieu de cette béatitude — mais l'étais-je vraiment ? — j'ai joué moi aussi mon rôle et je suis resté muet, n'étant pas en mesure d'affronter ce monolithe d'assurance, j'entends la salle dans son ensemble, qui ne demandait qu'à conserver son immobilité.

(...) Considérer, comme le fait Alain-Claude Galtié que Silence n'est pas une tribune et qu'il n'y a pas dans ces pages domination d'une catégorie de participants, il y a peut-être un peu de hâte. Sans faire de comparaison avec la presse dominante bien sûr. Peut-être que lui, pour voir la revue de cet œil, y bénéficie d'un espace suffisant pour s'exprimer, mais on ne peut pas dire que les lecteurs qui réagissent, avec les deux pages qui leur sont accordées (parfois plus, il est vrai) puissent se satisfaire de cette moindre place. Les articles occupent eux, une place conséquente, alors pourquoi, puisque des débats sont lancés, les lecteurs ne pourraient-ils pas réagir, répondre et proposer leur point de vue sans que soit évoqué le manque de place pour ne pas publier toutes les contributions ou en tronquer des parties qui ne sont pas anodines. Pourquoi ne pas permettre au débat de se développer, de s'étendre, ça pourrait inciter davantage de participation de la part des lecteurs et donc un plus grand spectre d'idées. Et si des courriers sont d'un moindre intérêt, qui mieux que le lecteur peut en juger. Certains articles aussi peuvent paraître de moindre intérêt, puisque certains ne suscitent pas de réactions. Alors Silence, tribune ou lieu d'échange ?

Patrick Urlacher ■
Puy-de-Dôme.

Silence : *nous essayons de publier les courriers le plus largement possible (nous venons de faire deux numéros avec huit pages supplémentaires pour cela). Les lecteurs ne se cantonnent pas au courrier. Il y a les annonces, une partie des brèves et des articles. Nous estimons qu'environ 40 % du contenu du journal est actuellement réalisé par les lecteurs. Nous allons «chercher» le reste de la revue, soit en écrivant nous-mêmes soit en sollicitant des personnes. Nous trions forcément pour éviter les redites et les sujets qui, pour nous, sortent de notre sphère d'intérêt. Nous nous plantons forcément de temps en temps. Maintenant, où s'arrête l'échange et où commence la tribune ? Vaste débat.*

Problème américain

Je suis très préoccupé et inquiet concernant la guerre en Irak. Il y a peut-être un problème Saddam, peut-être un problème «terroriste», mais ça me paraît gros comme un 38 tonnes qu'il y a un problème américain.

Au temps de la guerre froide, personne, sauf peut-être quelques fous, n'envisageaient de faire une guerre-invasion contre l'URSS. Pourtant Staline, Béria, Lejov, Vichinski et toute la bande, les goulags, le NKVD, ils n'étaient pas très gentils, ni très démocrates et ils étaient très armés.

La guerre froide a duré une quarantaine d'années. On parlait d'équilibre de la terreur. La vie continuait. On croyait même que cela allait durer. Il y a eu 74 ans entre 1917 et 1991, date de l'effondrement du communisme. La plupart des dirigeants et des gens pensaient que c'était figé comme ça.

Il y avait des craquements quand même : Solidarnosc, Gorbatchev, la chute du mur et du coup, en 1991, les USA deviennent la seule grande puissance.

Voilà que maintenant, ils se croient investis de «missions». Ils comparent le Moyen-Orient avec l'Europe de 1944-1945. Souvenez-vous, on a débarqué, on

Bon de commande

Les numéros disponibles et les livres sont à commander uniquement en France.
Il est possible de s'abonner en Belgique pour les lecteurs et lectrices Belges.

numéros disponibles (franco de port)

- 218 Alternatives en Alsace 3,8 €
- 219-240 Enquête sur les écologistes . 5,8 €
- 242 Eau, pollution de nos WC 3,8 €
- 245 Vélos du futur 3,8 €
- 248 Crimes publicitaires 3,8 €
- 250 Sortir de la voiture 3,8 €
- 251 Ecoféminisme 3,8 €
- 252-253 Les gros rallent la mise (1) . 5,8 €
- 254 Ecopychologie 3,8 €
- 255 Empreinte écologique 3,8 €
- 256 Commerce équitable 3,8 €
- 257 Ecole et écologie 3,8 €
- 258 Parcs naturels ou peuples indigènes . 3,8 €
- 261 Sortir du sport marchandise . 3,8 €
- 262 Quelle démocratie ? 3,8 €
- 264 Technologies et solitude 3,8 €
- 267 Où sont les jeunes 3,8 €
- 269 Mouvement vers Bure 3,8 €
- 270 Afrique : nouvelles colonies . 3,8 €
- 271 Inégalités dans les SELs 3,8 €
- 272-273 Alternatives dans le Rhône . 6 €
- 274 Habitat convivial aux Etats-Unis . . 4 €
- 275 Vers une bio sociale ? 4 €
- 276 Microfinances en question 4 €
- 277 Land Art et écologie
- Noël Mamère. Guerre. Maurienne. Déchets 4 €
- 278-279 Alternatives en Normandie
Défaire le développement. Liberté 0 %. Titytainment . . . 6 €
- 281 Eau et santé
Décroissance et abondance. Biopiraterie 4 €
- 282 Ecovillages : du rêve à la réalité
Nucléaire : droit de réserve ? 4 €
- 283 Routes et déroutés du voyage
Refaire le monde. Nourriture manufacturée. Eolien . . 4 €
- 284 Jeûner pour sortir du nucléaire ?
De la pauvreté à la misère. Ecovillages : réactions . . 4 €
- 285-286 Alternatives en Isère
Elections. Femmes et paix. Espagne noire et verte . . 6 €
- 289 Un monde écolo est-il possible ?
Associations et économie plurielle 4 €
- 290 Ne pas oublier le train
Corruption. Cosmétiques. Microhydraulique 4 €
- 291/292 Alternatives en Aquitaine
Forum social. Tribunes 6 €
- 294 Enfance : apprendre ensemble
Prostitution. Droit dévié. Bioclimatique 4 €
- 295 Déchets : collecte d'alternatives
Antimilitarisme, pierres sèches, barrage et mais . . . 4 €



Sydney, Australie, le 18 mars 2003.

vous a libéré. Au fait, pourquoi ont-ils débarqué ? Pour faire plier l'armée allemande ? Elle reculait déjà sur le front de l'Est et les Russes allaient pénétrer en Europe de l'Est et en Allemagne. Si on ne faisait pas quelque chose, les Russes allaient libérer Paris et se retrouver sur l'Atlantique...

J'arrête, mais pour moi les USA représentent un système et des gouvernements — «républicains» ou «démocrates» peu importe — au service des puissances de l'argent, des lobbies pétroliers et autres. Heureusement qu'il y a des Américains qui bougent, qu'ils ne sont pas tous apathiques et intoxiqués.

Anthony Bec ■
Ariège.

Dérives sectaires

Nous vous rappelons que les ADFI, associations pour la défense des familles et des individus, sont apolitiques et aconfessionnelles. Elles ne jugent pas les croyances mais les comportements qui portent atteinte aux droits de l'homme. Dans les ADFI se retrouvent des athées, des musulmans, des catholiques, comme à celle de Bordeaux. Les bénévoles travaillent pour la même cause : l'aide aux victimes des sectes et la prévention.

Nous n'avons pas jugé les rites des religions, pas plus ceux de l'Eglise catholique que ceux des autres religions.

Les ADFI sont crédibles parce qu'elles ne voient pas des sectes partout contrairement à ce qui est dit dans l'article. Beaucoup de rites sont liés à la culture et nous sommes très attentifs à ne pas juger un fonctionnement originel comme sectaire.

Le titre de l'article (dans le spécial Aquitaine) ne correspond pas à notre action : il n'est pas question de lutter contre les sectes, mais de mettre en garde contre les dérives sectaires et d'aider leurs victimes.

Janine Juchault ■
ADFI Pays basque.

Distributisme

Le commentaire que vous faites à l'article «Une révolution passée inaperçue» m'a laissée perplexe.

Pour moi, le distributisme reste ouvert à la critique et l'investigation. Le ton que vous employez clôt toute discussion. Les écologistes peuvent-ils se satisfaire de l'économie de marché ?

On peut opposer mille autres exemples que celui de l'ordinateur au sujet de la rarefaction des ressources et de leur pillage. Le distributisme offre précisément une solution qui empêcherait ce pillage et libérerait les peuples du tiers-monde du développement à l'occidental.

Au sujet du revenu d'existence, il faut comparer ce qui est comparable. Les chiffres que vous donnez n'ont pas la même signification en économie de marché et en économie distributive. Pour le comprendre, il faut se pencher sur ce qui est écrit dans la presse distributiste.

De toute façon, on ne peut pas anticiper l'avenir à partir des données présentes.

En tout cas, merci de me donner la possibilité de réagir.

Marie Muller ■
Haute-Vienne.

Silence : nous sommes tout à fait ouvert à débattre du distributisme à deux conditions : ne pas faire de comparaison nationaliste sur le seul territoire français et se placer dans une optique universelle ; ne pas omettre que les ressources pillées sont pour la plupart déjà définitivement perdues (matériaux, pétrole, bois tropical, érosion des sols...).

Longue vie

Longue vie à Silence, à l'équipe dont le dynamisme, l'esprit critique, l'humour et le militantisme intelligent font de Silence une revue fraîche et qui donne à réfléchir, qui ouvre sur le monde.

Viviane Lafosse ■
Calvados.

Silence diffuse une cinquantaine d'ouvrages par correspondance. Envoi du catalogue contre une enveloppe timbrée.

Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an

FRANCE METROPOLITAINE

- Découverte 1ère année 6 n° 15 €
- Particulier 12 n° 40 €
- Institution 12 n° 80 €
- Soutien 12 n° 50 € et +
- Petit futé 24 n° 65 €
- Groupés par 3 ex 3 x 12 n° 100 €
- Groupés par 5 ex 5 x 12 n° 150 €
- Petit budget 12 n° 25 €

AUTRES PAYS ET DOM-TOM

- Découverte 1ère année 6 n° 22 €
- Particulier 12 n° 45 €
- Institution 12 n°a 90 €
- Soutien 12 n° 50 € et +
- Petit futé 24 n° 70 €
- Petit budget 12 n° 40 €

je règle un total de :

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____

Ville _____





Roues libres

Contre les pistes cyclables, pour les pistes bagnolables

Lune des premières revendications des associations de cyclistes est l'augmentation des pistes et bandes cyclables, d'équipements permettant de séparer la chaussée de l'espace réservé aux vélos. En tant que cycliste urbain, je suis contre l'augmentation de nombre de voies réservées aux vélos.

Tracer des pistes et bandes cyclables, c'est construire un sanctuaire pour une espèce en voie de disparition, c'est écarter le cycliste de la route pour permettre aux voitures de mieux y circuler, et plus vite. Les pistes cyclables habituent les automobilistes à ne pas avoir à partager le bitume avec d'autres modes de transports et, pire encore, viennent même parfois réduire l'espace disponible aux piétons lorsqu'elles sont tracées sur les trottoirs. De manière générale, les pistes et bandes cyclables confortent les conducteurs de boîtes de tôles à moteur dans l'opinion que la route leur appartient, que le cycliste y est un intrus et se doit de se ranger sur le côté pour les laisser passer.

Je propose donc d'arrêter immédiatement le développement des voies cyclables et de nous réappropriant la chaussée. Occupons les rues et rendons

la vie invivable aux autos. Multiplions les zones 30, les chicanes, supprimons toutes les voies doubles, supprimons les parkings qui sont des pompes à bagnoles en centre ville. Roulons au milieu de la voie, reproduisons-nous activement pour augmenter notre poids face aux moteurs.

Lorsque la totalité de l'espace urbain appartiendra enfin aux cyclistes et aux piétons, nous pourrons alors envisager de construire quelques pistes bagnolables. Lorsqu'une voiture arrivera à un carrefour, la traversée de celui-ci sera alors un vrai casse-tête. Les pistes bagnolables étant mal conçues, elles s'arrêteront systématiquement avant chaque carrefour, sans continuité. L'automobiliste devra alors faire preuve d'une prudence hors norme pour ne pas risquer de se faire écraser par les hordes de cyclistes en furie qui foncent sur la chaussée. L'automobile devra attendre patiemment pour passer de l'autre côté et continuer sa route. Souvent, les vélos, devenus trop nombreux, seront stationnés sur les pistes bagnolables. Les enfants y joueront au football, rendant la progression des véhicules motorisés problématique. Lorsqu'un automobiliste demandera gentiment aux enfants de

s'écarter, ceux-ci répondront par de grands coups de pieds dans les portières et des insultes que je ne peux décemment pas retranscrire ici.

Bref, la vie d'automobiliste deviendra aussi infernale que la vie de cycliste l'est aujourd'hui, mais les villes seront calmes, sans danger pour les enfants, agréables à vivre et l'air y sera meilleur que jamais. Je le répète : « A bas les pistes cyclables, vive les pistes bagnolables ! ».

Denis Cheynet ■



Manifération "J'en ai pour 2 minutes" à Lyon le 22 mars 2003.